

n° 494
DÉCEMBRE
2020
4,80 €

silence

UNE ÉCOLOGIE ARC-EN-CIEL

COMBATTRE LE "SYSTÈME CHASSE"

PASSER À DE VRAIES PISTES CYCLABLES



écologie • alternatives • non-violence

Notre ligne éditoriale

Silence porte un projet de transformation de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.

La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire.

Le verdissement du capitalisme ne résoudra pas les problèmes actuels liés au changement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales.

À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres.

Les alternatives au cœur

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries autogérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par la faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité. *Silence* a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent à la construction de l'écologie politique.

Un média participatif et ouvert aux débats contradictoires

Média militant et engagé, *Silence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média indépendant, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles. *Silence* ouvre ses pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout.

Mettre en pratique les alternatives que nous promouvons

L'association et l'équipe de *Silence* s'essaient à mettre en œuvre les alternatives qu'elles promeuvent et la lutte contre les dominations en leur sein, dans un souci de cohérence entre le dire et le faire. *Silence* a fait le choix de l'écriture inclusive car nous croyons que le masculin universel est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française.

Vous êtes invité-es à prendre une part active dans cette aventure collective en participant à la rédaction ou à la diffusion de *Silence* !



LE RASSEMBLEMENT NATIONAL QUITTE SON SIÈGE DE NANTERRE POUR PARIS



LES PREMIÈRES MESURES POUR PRÉVENIR LES INTÉMPÉRIES



LES PAUVRES PLUS TOUCHÉS PAR LE COVID



Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

■ DOSSIER UNE ÉCOLOGIE ARC-EN-CIEL

05 LGBT+ et écologie, une facette de notre histoire

Mouvements écologistes et LGBT+ cheminent ensemble depuis des décennies déjà. Retour sur un compagnonnage trop méconnu.

07 Pourquoi une écologie LGBT+ ?

"Les mêmes forces qui attaquent nos communautés sont aussi celles qui épuisent la planète", explique le collectif *Queers4Climate* Nederland. La convergence entre luttes queer et luttes écologistes mais aussi féministes, antiracistes, etc., est d'abord le fruit d'une nécessité : résister à une oppression commune.

10 Érotiser les luttes écologiques

Les luttes queer se caractérisent régulièrement par leur caractère exubérant et sulfureux. Cette manière de militer permet à leurs protagonistes d'aborder les combats écologistes, parmi d'autres, à partir de leur point de vue spécifique.

11 Un lieu pour embrasser la complexité du monde

Visite dans un lieu collectif au cœur de la forêt, qui cultive à la fois l'autogestion, les solidarités, l'écologie et un féminisme ouvert à la diversité des genres et des orientations sexuelles.

16 Cette écologie anti-LGBT+

La complémentarité d'une approche écolo avec les approches queer ou LGBT+ est loin de faire l'unanimité dans le champ de l'écologie. Quels sont les arguments des groupes qui s'y opposent ?

19 Changement de sexe, technoscience, santé et labos

Certains milieux de la sphère écologiste émettent une critique virulente du changement de sexe en pointant du doigt la dérive technologique que cela entraînerait. Les opérations chirurgicales et les prises d'hormones liées à la transition sexuelle seraient des porte-flambeaux de la technoscience et du capitalisme technologique.

21 La nature est queer !

En écologie, la biodiversité d'un milieu est valorisée comme étant le signe du caractère foisonnant et multiple de la vie, elle en assure la richesse et la résilience. Pour la biologiste Brigitte Baptiste, il en va de même pour la diversité des genres et des orientations sexuelles au sein de la vie sociale.

■ CHRONIQUES

26 Nouvelles de la terre : Les voitures SUV roulent à contresens de l'histoire

32 Désarmons ! : Quand l'armée investit la culture

33 Solidarités sans frontières : Violences sexuelles au travail : la responsabilité des entreprises

36 L'Écologie c'est la santé ! : Vers une gestion des substances chimiques enfin sûre en Europe ?

■ BRÈVES

23 Alternatives • 25 Climat • 26 Environnement
29 Énergies • 30 Nucléaire • 31 Féminismes
31 Libertés • 32 Paix et Non-violence • 33 Nord/Sud
34 Société • 35 Politique • 35 Transports • 36 Santé
37 Agriculture • 37 Annonces • 37 Agenda
49 Courrier • 50 Livres

■ ARTICLES

38 Comprendre et combattre le "système chasse"

Silence a échangé avec Pierre Rigaux, naturaliste et écologiste militant, particulièrement engagé contre la chasse, un "loisir" si évidemment contraire à nombre de nos enjeux cruciaux. Il nous permet de mieux comprendre pourquoi elle bénéficie toujours d'une influence aberrante à tous les niveaux de l'État.

42 Initiatives d'agriculture urbaine

Les initiatives d'agriculture urbaine se multiplient dans de nombreuses communes. Les défis de se nourrir sainement et localement, de protéger la biodiversité, de créer du lien social et de rapprocher les urbain·es de la nature sont au cœur de cette dynamique portée souvent par des associations.

44 Hikari à Lyon : le mythe des Bepos

Aujourd'hui, les bâtiments à énergie positive (Bepos) sont présentés comme LA solution pour diminuer notre consommation d'énergie. Pourtant, s'il en existe déjà quelques centaines en France, tous ne fonctionnent pas comme prévu...

46 Passer à de vraies pistes cyclables !

Les déplacements à vélo connaissent une progression rapide en ville. La pandémie actuelle a encore accéléré le basculement vers les deux-roues. Il serait temps d'envisager des aménagements cyclables pouvant accueillir un grand nombre de cyclistes, dans de bonnes conditions.

56 Uyra Sodoma, drag queen écologiste d'Amazonie

Emerson Munduruku est un biologiste issu d'une tribu indienne d'Amazonie brésilienne. Mais il se transforme aussi régulièrement en Uyra Sodoma, une drag queen écologiste.



Prochain dossier
Besoin d'air pur !

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 28 octobre 2020.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 4^e trimestre 2020 - **Tirage :** 4200 ex. - **Impression :** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli - **Directrice de publication :** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Manon Salé, Anais Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe - **Correctrices :** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographes :** Henrik Boegh, Tim Buisson, Chris Chalkley, Elle D, Eskinder Debebe, Olivier Guerrin, Iwan, Michal Jozefaciuk, Kegan Marling, Fabeha Monir/Action Aid, Ben PL, Laurence Redotier, Thzorro77 - Wikipedia - **Et pour ce n° :** Gaspard d'Allens, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Danièle Gare, Manon Salé, François Veillerette, Francis Vergier - **Couverture :** Keila Serruya & Sindri Mendes - **Internet :** Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - **Développement supports informatiques :** Benjamin Siband - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.
Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence
9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion :** Marion Bichet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOEBBB

ÉDITORIAL

LGBT+ et écolos, une communauté de destin

Un dossier sur les liens entre mouvements écologistes et mouvements LGBT+ et queer ?

Certaines personnes demanderont quel rapport il peut bien y avoir entre ces deux sphères militantes qui ont l'air d'évoluer indépendamment l'une de l'autre, comme deux comètes dont les trajectoires ne seraient jamais amenées à se croiser.

D'autres constatent que des personnes LGBT+ s'engagent en écologie mais ne voient pas en quoi cela représente un intérêt particulier au-delà des individus concernés.

Certain·es écologistes ou décroissant·es verront enfin d'un œil inquiet ou gêné l'arrivée dans leur jardin bio de ce cousin étrange, qui vient bousculer les codes et les repères sociaux, familiaux ou religieux sur lesquels ils et elles ont parfois fondé leurs engagements et leurs pratiques. Parmi elles et eux, quelques-un·es voient les revendications des mouvements LGBT+ et queer comme opposées à celles de l'écologie.

La question interpelle donc à plus d'un titre. Ce dossier constitue une exploration des liens, croisements, tensions et convergences qui peuvent exister entre militantisme écolo et militantisme queer et LGBT+. Sans prétendre faire le tour de la question, il propose des éléments d'information et de réflexion sur le sujet.

Nous y faisons le pari que luttes écolos et LGBT+ sont complémentaires et ont intérêt à s'allier plutôt qu'à se vivre comme concurrentes ou



Dans une communauté des Radical Faeries...

opposées. S'il existe de possibles points de friction entre les approches queer et écologistes, il nous semble plus fructueux et passionnant de chercher ensemble à les dépasser que de nous réfugier dans l'enclos rassurant de nos certitudes et de diaboliser l'autre... sans le connaître vraiment.

Face à des puissances financières et politiques qui à la fois détruisent le monde vivant dans sa diversité, anéantissent les cultures indigènes, agrandissent le fossé des inégalités mondiales, méprisent et exploitent les non-Blanc·hes et cherchent à faire régresser les droits des femmes et des

personnes LGBT+, plutôt que de nous diviser et nous exclure mutuellement, nous sommes convaincu·es que c'est en nous unissant dans notre diversité que nous aurons plus de force pour agir.

Guillaume Gamblin

Le sigle LGBT+ désigne les lesbiennes, gays, bisexuel·les, transgenres, queers, intersexes et celles et ceux ayant des identités de genre ou orientations sexuelles autres qu'hétéronormées.

Le terme *queer*, qui signifie "bizarre", est une insulte anglo-saxonne envers les personnes non hétérosexuelles. Il a été rapproprié comme un signe de fierté par les personnes visées, leur étrangeté constituant un défi politique et culturel à la norme sociale plutôt qu'une déviance personnelle honteuse.



▲ "There's no pride on a dead planet" ("il n'y a pas de fierté sur une planète morte"): le leitmotiv de XR Rainbow Rebellion fait allusion à la fierté d'être membre de la communauté LGBTQ+, qui est devenue un leitmotiv des "marches pour les fiertés". Il s'agit donc de provoquer la communauté LGBTQ+ à s'engager pour le climat en décloisonnant les luttes.

LGBT+ et écologie, une facette de notre histoire

Mouvements écologistes et LGBTQ+ cheminent ensemble depuis des décennies déjà. Retour sur un compagnonnage trop méconnu.

DANS LES ANNÉES 70, DES GROUPES DE GAYS OU de lesbiennes ont investi des terres dans la campagne américaine pour y construire des projets de vies communautaires, explique le journaliste et militant queer et écologiste Cy Lecerf Maulpoix (1). Ces expériences se veulent "une véritable alternative au mode de vie urbain et à l'intégration dans la société hétéro de l'époque". Il s'agit d'"un exemple unique, où des personnes avec des sexualités différentes ont un projet en commun de retour vers la nature", complète Françoise Flamant (2).

UN MOUVEMENT TRANSPÉDÉGOINES RURAL ET ANTICAPITALISTE

"Véritables alternatives aux mouvements LGBTQ qui prônent l'intégration à la société hétérosexuelle de l'époque, les communautés lesbiennes rurales se réapproprient un savoir manuel et agricole socialement réservé aux hommes", poursuit Cy Lecerf Maulpoix. Certaines communautés regroupent des centaines de femmes dans l'Oregon. On y cultive un autre rapport à la nature et à la spiritualité : végétarisme, usage de médecines alternatives, rituels

adressés à la Terre, et on y édite des magazines. Ces groupes ont "l'ambition de faire entendre une voix alternative au statu quo des homos à l'époque qui embrassaient la société, notamment la société de consommation, sans la remettre en question".

Les *Radical Faeries* ("fées radicales") voient le jour aux États-Unis en 1979. Nées à l'appel de Harry Hay dans un esprit d'anticapitalisme, de refus de l'assimilation aux valeurs dominantes et de développement d'une identité politique et spirituelle propre, le mouvement au départ uniquement gay s'ouvre ensuite à un spectre LGBTQ+ plus large. Il se traduit par de grands rassemblements festifs au moment des fêtes païennes, émaillés de danse, de groupes de parole, d'hommages aux disparus queer, de cérémonies spirituelles, d'ateliers de sensibilisation aux questions raciales ou environnementales, etc. Ces moments et lieux de résilience "magiques" sont situés dans des cadres naturels propices au ressourcement. Ils servent de sanctuaires au plus fort de l'épidémie de sida pour créer des espaces dignes et bienveillants, dans le but d'accompagner les fins de vie ou de célébrer des rituels funéraires (3). Le

(1) Dans "L'histoire méconnue des communautés rurales gays et lesbiennes après Stonewall", *Les Inrockuptibles*, 19 juillet 2019.

(2) Françoise Flamant, *Women's lands. Construction d'une utopie - Oregon, USA, 1970-2010*, éd. IX^e, 2015.

(3) Voir "L'histoire des *Radical Faeries*, ces militants queer qui défendent le néo-paganisme", Cy Lecerf Maulpoix, www.vice.com, 12 octobre 2016.



■ Folleterre, www.folleterre.org

■ La Clémenterie, <https://laclémenterie.org>

■ RadiAction, Collectif écologiste radical et désobéissant contre le nucléaire et son monde, www.radiation.org, radiation@riseup.net

■ Amap Féministe Transpédégouine, 63 rue Beaubourg, 75003 Paris, www.amaptranspedegouine.org

réseau s'est internationalisé et il existe plusieurs lieux de rassemblements en Europe : *Folleterre* dans le Jura français, *Featherstone* en Grande-Bretagne, *Alto das fadas* au Portugal.

Aujourd'hui, de nouveaux et nouvelles actrices prennent la relève de cette sensibilité queer écologiste rurale, telles que les membres du *Queer Farmer Collective* (Collectif fermier queer) aux États-Unis. L'objectif de ce réseau est notamment d'"éliminer les obstacles qui empêchent la communauté queer de s'engager dans l'agriculture comme moyen de subsistance et d'autonomisation personnelle". Et donc de permettre l'inclusion des personnes LGBTQ+ dans le renouveau de l'agroécologie. L'accès au foncier est en effet d'autant plus difficile qu'il a lieu hors du cadre familial (4). En France, le *Rhinocerosse plouc queer fest*, organisé en 2018 à La Borie, dans les Cévennes, s'interrogeait sur la manière d'"être gay à la campagne" ou encore sur "l'hétérosexualité comme modèle de production agricole". En France, de plus en plus de collectifs de vie ruraux et alternatifs affichent une coloration queer ou une inclusivité vis-à-vis de la diversité des genres et des orientations sexuelles, à l'instar du collectif paysan féministe et libertaire *La Clémenterie*, en Ardèche.

◀ Dans la communauté lesbienne de Womanshare, dans l'Oregon, en 1976.

MOUVEMENTS QUEERS POUR LE CLIMAT

Plus récemment, de nombreux mouvements et réseaux LGBTQ+ ou queers se sont constitués, en particulier au sein de la lutte pour le climat. C'est le cas de l'ONG internationale *Queers for the Climate*, née en 2014. Celle-ci part notamment du constat que "les minorités sont les premiers groupes à être marginalisés en temps de crise" (5). À ce titre, "toutes les réalisations en matière de droits LGBTQ+ pourraient être effacées en à peine une décennie avec l'exacerbation de la pénurie de ressources et les troubles sociaux". Il s'agit donc de faire entendre les personnes LGBTQ+ car "leur voix est généralement manquante lors des négociations et des débats clés sur le climat".

Au même moment, en France, à l'approche de la COP 21 à Paris en 2015, naît le collectif *LGBTI pour le climat*. Il part du constat de certain-es militant-es, selon lesquelles la *Coalition 21* est, à l'instar des autres mouvements sociaux, empreinte de domination masculine, de sexisme et de virilisme. Il s'agit donc de se mobiliser en vue de la COP 21 mais en s'identifiant comme LGBTQ+ ou en tant que queer, explique Cy Lecerf Maulpoix, qui en est à l'initiative (6). Fin 2015, le collectif organise des actions queer à Paris, mêlant volontiers humour et érotisme, dont les participant-es sont déguisés en licornes, fées, sorcières, sirènes ou drag queens, avec l'idée de faire émerger de la "magie" dans la lutte. "Cette idée de visibiliser les LGBTQI au sein de la lutte climatique venait essentiellement d'un groupe qui avait participé à New York en septembre 2014 à la grande marche climatique, les *Queers for the Climate*", précise Cy Lecerf Maulpoix (7). En 2016, le groupe formé en France devient *Panzy*, terme qui renvoie en anglais à une insulte envers les gays efféminés mais aussi au nom d'une fleur : la pensée.

Au Royaume-Uni, *XR Rainbow Rebellion* est la branche LGBTQ+ au sein du mouvement *Extinction Rebellion*. Elle s'illustre par des occupations d'espaces publics et revendique une pratique non violente de la désobéissance civile de masse.

Au-delà de la seule lutte pour le climat, ces dernières années, des collectifs écologistes tels que *RadiAction* ou des rassemblements comme le blocage de l'usine d'engrais azotés Yara en Allemagne en 2019, ou les camps antinucléaires des Bombes atomiques près de Bure, affichent une coloration explicitement queer ou fortement inclusive à leur égard (8).

Guillaume Gamblin ■

(4) Voir "Lutter pour l'accès à la terre en France et en Suisse", *Silence* n° 491, septembre 2020, p. 13.

(5) "Queers x Climate: From Vulnerable Collective to Agent of Change", *aldianews.com*, Beatriz Garcia, 12 janvier 2020.

(6) "Sensibilités climatiques entre mouvement écoféministe et queer", *Multitudes* n° 67, 2017.

(7) "Folles, fées et fleurs pour le climat : rencontre avec le mouvement Panzy", Matthieu Foucher, *friction-magazine.fr*, 2017.

(8) Voir les témoignages "Et 500 bombes atomiques se mirent à danser" et "Un camp climat et agriculture queer!" dans *Silence* n° 484, décembre 2019.

FORESTRY CAMP



◀ La fondation étasunienne *Queers United for Intersectional Liberation* ("queers unis pour une libération intersectionnelle", ou *Quil*) organise des camps dans la forêt pour apprendre les bases de l'écologie, de la reforestation, créer des relations plus profondes à la nature, aux autres et à soi. Parmi les ateliers organisés : "science, nature et hétéronormativité" ou "la foresterie sans le capitalisme".

Pourquoi une écologie LGBTQ+ ?

"Les mêmes forces qui attaquent nos communautés sont aussi celles qui épuisent la planète", explique le collectif *Queers4Climate Nederland*. La convergence entre luttes queer et luttes écologistes mais aussi féministes, antiracistes, etc., est d'abord le fruit d'une nécessité : résister à une oppression commune.

LES OPPRESSIONS DE GENRE, SEXISTES, RACISTES, LGBTQIphobes, climato-sceptiques, se trouvent tellement bien incarnées par Trump et sa troupe qu'elles rendent urgents et nécessaires la convergence et le travail collectif", note Cy Lecerf Maulpoix (1). Là où les oppressions s'additionnent et font système, il est nécessaire de conjuguer et tisser les résistances.

Concrètement, les personnes LGBTQ+ font généralement partie des populations les plus fragilisées socialement dans la majeure partie du monde. Aux États-Unis, les jeunes qui s'identifient comme LGBTQ+ représentent 7 % de la population mais 40 % des jeunes sans-abris (majoritairement de couleur) (2). Ces inégalités les rendent beaucoup plus vulnérables aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Aux États-Unis encore, lors de l'ouragan Katrina, les personnes trans étaient refoulées des refuges fréquemment gérés par des institutions chrétiennes. Sharli'e, 20 ans, transsexuelle, a été emprisonnée parce qu'elle utilisait la douche des femmes dans un refuge (3). En Jamaïque, "de nombreux jeunes homosexuels et trans sont jetés dans la rue par leur famille et contraints de vivre dans les ravines et les égouts qui traversent Kingston. Quand la Jamaïque est frappée par une grosse tempête, (...) les camps sont inondés et aplatis par des vents puissants, avec de nombreux jeunes homosexuels noirs directement en danger" (4). La discrimination dans l'accès aux soins rend aussi plus

vulnérable face à la pollution et aux agressions environnementales et climatiques. Les personnes âgées LGBTQ+, affectées par les vagues de chaleur, "ne bénéficient pas du même soutien social et familial que les citoyens cisgenres et hétérosexuels", souligne par ailleurs Peterson Toscano, célèbre activiste écolo gay aux États-Unis (5). Tou-tes soulignent que le fait de ne pas être blanc-he est un facteur aggravant de leur vulnérabilité sociale donc climatique.

"L'ÉGALITÉ SERA PLUS DIFFICILE À DÉFENDRE SUR UNE PLANÈTE CASSÉE"

Au-delà de cette vulnérabilité physique immédiate, les changements climatiques génèrent des effets à plus long terme sur les sociétés en fragilisant la justice sociale, la paix, l'égalité et les droits des minorités dans les zones touchées. "Les droits, la liberté et l'égalité LGBTQ+ seront encore plus difficiles à défendre sur une planète cassée, préviennent par exemple les *Queers4Climate Nederland*. La dégradation du climat est la plus grande menace pour les droits humains. Elle représente un risque énorme pour tout le monde mais elle a un effet disproportionné sur les communautés déjà marginalisées." "Afin d'assurer la sécurité et la justice pour notre communauté, la justice climatique doit être réalisée", concluent trois activistes climatiques queer américains (voir note 4).

(1) "Sensibilité climatique entre mouvance écoféministe et queer", *Multitudes*, n° 67, 2017.

(2) Selon un rapport publié en 2015 par *True Colors United*, organisme sans but lucratif axé sur l'itinérance chez les jeunes LGBTQ+. <https://truecolorsunited.org>

(3) "Ten Things I've Learned as a Queer Woman in the Climate and Energy Fields", Sara Moore, 5 août 2019, <https://impakter.com>

(4) "What the Queer Community Brings to the Fight for Climate Justice", Aletta Brady, Anthony Torres et Phillip Brown, 9 avril 2019, <https://grist.org>

(5) "A Queer Response to Climate Change", 8 février 2017, <https://climatestew.com>



▲ Lors du rassemblement des Bombes atomiques à Bure en septembre 2019 contre le centre d'enfouissement de déchets nucléaires, des femmes, des personnes queers et trans se sont rassemblées en mixité choisie dans un esprit festif, féministe et contestataire.

L'écoféminisme queer : lutter contre les racines communes de la domination

Pour explorer les racines systémiques du lien entre écologie et approches LGBT+, il est utile de se plonger dans les analyses écoféministes.

Le mouvement écoféministe s'est développé d'abord aux États-Unis à partir des années 1970 puis a fleuri sur tous les continents dans les décennies suivantes sous des formes et selon des approches très variées.

"Aux racines de l'écoféminisme se trouve la compréhension de l'imbrication des nombreux systèmes d'oppression, qui se renforcent mutuellement. (...) Le point de départ du mouvement écoféministe fut la prise de conscience que la libération des femmes — but de tous les courants féministes — ne peut être pleinement atteinte sans libération de la nature; et, réciproquement, que la libération de la nature si ardemment désirée par les écologistes ne peut être pleinement atteinte sans libération des femmes", écrit l'étasunienne Greta Gaard dans son texte *Vers un écoféminisme queer* (1).

Il s'agit donc d'analyser l'imbrication du sexisme dans la destruction écologique, mais aussi au-delà, avec toutes les formes d'oppression (racistes, etc.). L'écoféminisme est avant tout une pensée de l'interdépendance, de la transversalité. Il vise au dépassement des dualismes traditionnels entre l'humain et la nature, le masculin et le féminin, le matériel et le spirituel... Dans la culture occidentale dominante, l'association du féminin aux animaux, au corps, à l'érotique, à la nature, sert en effet à souligner l'infériorité de ces catégories.

C'est dans ce cadre que vient se positionner une approche queer ou LGBT+ de l'écologie. Pas simplement comme la juxtaposition artificielle de deux thèmes qui n'auraient rien à voir ("les philatélistes et l'écologie"), mais comme l'analyse d'oppressions qui se sont intriquées tout au long de l'histoire. Greta Gaard estime que "les dualismes raison/érotique et hétérosexuels/queer font désormais partie de l'identité du maître, et [que] le démantèlement de ces dualismes fait partie intégrante du projet écoféministe".

Selon elle, la persécution des sorcières était régulièrement associée à leur prétendue homosexualité, et l'on retrouvait parfois avec elles, sur les bûchers, des hommes accusés d'être homosexuels. Lors de l'invasion de l'Amérique, la présence de pratiques homosexuelles manifestes et de changements de genre jugés scandaleux a servi de prétexte à l'animalisation et à la persécution des peuples autochtones, les auteurs d'actes de sodomie étant parfois brûlés vifs.

En remontant aux sources communes de la domination de femmes, des queers, des peuples autochtones et du monde vivant non humain, entre autres, Greta Gaard rappelle l'importance d'analyser ces dominations et de les combattre solidairement, et non de manière fragmentée, pour s'en émanciper ensemble.

(1) Greta Gaard, "Toward a Queer Ecofeminism", www.lespantheresroses.org



▲ Blocage d'un train de charbon par un groupe d'affinité queer autour d'une infrastructure minière allemande, en août 2017, lors d'une action organisée par Ende Gelände.

LES LGBT+ ONT DES RESSOURCES PRÉCIEUSES POUR AFFRONTER LES CRISES ÉCOLOGIQUES

Cette même vulnérabilité sociale qui les expose en première ligne aux conséquences des dégradations écologiques est une expérience qui permet aux personnes LGBT+ de construire de précieuses ressources pour aider la société à y faire face. "Pour survivre, nous avons développé des communautés résilientes et interdépendantes qui défient les normes sociétales", poursuivent ces trois activistes. Face aux migrations climatiques, par exemple : "Les communautés LGBTQ+ ont été forcées de déménager et de créer de nouveaux foyers et communautés pour survivre. Nous connaissons les défis de la migration, que ce soit vers une autre ville ou un autre pays, et savons comment reconstruire et recommencer. Nous savons créer un soutien et une interdépendance", explique Sarah Goodspeed, activiste écologiste et queer du Minnesota (6).

Katie Eder, lesbienne de 19 ans originaire de Milwaukee, a fondé en 2018 une communauté de jeunes activistes climatiques à travers les États-Unis, *Future Coalition*, pour aider les jeunes militant·es qui peuvent se sentir isolé·es et impuissant·es dans le climat politique actuel en créant un espace où ils et elles peuvent se connecter et partager des ressources. Elle explique

qu'elle s'est appuyée pour cela sur ses expériences difficiles d'adolescente lesbienne isolée dans un milieu hostile, pour parvenir à "être en contact avec d'autres jeunes aux vues similaires à travers le pays et à développer vraiment un sentiment de communauté avec d'autres personnes qui vivent les mêmes choses que vous et qui traversent les mêmes défis que vous" (7).

"Être queer n'est pas qu'une histoire individuelle. Notre expérience est foncièrement collective et modelée par le monde cis-hétéro qui nous a enfanté malgré lui. (...) Être queer, c'est avoir un rapport intime avec l'anxiété, l'isolement, la dépression, la mort", estime Julien Didier, artiste et activiste belge (8). "Ma communauté queer est dépositaire d'informations sur la survie pour toutes sortes de crises, de l'itinérance à la dépression mentale", complète Sara Moore, militante écologiste et LGBT+ (voir note 3). Des informations qui peuvent s'avérer précieuses à partager pour résister, ensemble, au chaos climatique.

GG ■

(6) "Climate Change is a Drag", Sarah Goodspeed, www.climategen.org, 23 août 2019.

(7) "Queer Teens Like Katie Eder Will Save us from the Climate Catastrophe", Christine Linnell, 19 septembre 2019, www.advocate.com

(8) "Nous sommes tellement de choses", 17 mai 2020, <https://commonsopolis.org>



► Manifestation du collectif Queers for the Climate à New York en 2014, pendant une marche pour le climat

Érotiser les luttes écologiques

Les luttes queer se caractérisent régulièrement par leur caractère exubérant et sulfureux. Cette manière de militer permet à leurs protagonistes d'aborder les combats écologistes, parmi d'autres, à partir de leur point de vue spécifique.

S I L'"ÉROTOPHOBIE" A ÉTÉ HISTORIQUEMENT l'une des manières de rabaisser les pratiques et les identités non hétérosexuelles, l'érotisme a été réapproprié par les personnes considérées comme déviantes qui y voient une manière de revendiquer leur différence et leur existence. L'érotisme "dans le sens d'une libération sexuelle, mais surtout dans le sens de la sensualité, de la spontanéité, de la passion", souligne la militante féministe Margaux Le Donné (1).

"RECRÉER UNE ÉMOTION COLLECTIVE JOYEUSE, LIBÉRATRICE, ÉROTIQUE PARFOIS"

D'où des tactiques et des manières de militer qui mobilisent la créativité, l'humour, le spectaculaire, le frivolité, la folie, la magie. "En plus du but d'une action précise, qu'elle soit de blocage, d'occupation ou autre, les modes d'action déployés avaient donc comme objectif sinon premier, du moins primordial — dans le cas des communautés de Radical Faeries tout comme des mouvements écoféministes — de recréer une émotion collective joyeuse, érotique parfois, porteuse, entraînant, libératrice. Faire du rassemblement ou de la marche une présentation en acte et en émotion des modes d'interaction alternatifs possibles entre les êtres", complète Cy Lecerf Maulpoix.

À l'instar des *Pink Blocks*, qui ont émergé dans les années 1990 lors des grands rassemblements

altermondialistes : ces groupes d'affinité, souvent colorés de rose, de violet et de paillettes, tentent d'apporter une manière queer de protester, avec une dimension festive, "frivole" mais offensive. On les retrouve dans certaines manifestations pour le climat ou encore dans des actions de blocage massif d'infrastructures fossiles organisées par *Ende Gelände*.

MON AMANTE EST UNE RIVIÈRE

Dans cet esprit de réappropriation de l'érotisme au sein de la lutte écologiste, deux militantes queer étasuniennes, l'actrice Annie Sprinkle et sa compagne Beth Stephens, ont créé le mouvement écosexuel, empreint d'une tonalité éroticohumoristique. Il s'agit de "se connecter aux éléments (eau, air, par exemple), aux espaces (forêts, montagnes, rivières) en les érotisant, en encourageant une mise en scène de l'amour et de la connexion par le biais de mariages ou d'accouplements", explique Cy Lecerf Maulpoix. Cela, notamment en organisant de grands mariages festifs et artistiques avec une montagne ou un cours d'eau. Rompant donc au passage avec les imaginaires de la "Terre Mère" pour donner à nos relations avec les éléments une tonalité plus amoureuse ou érotique... De quoi donner des idées ?

(1) "Sensibilité climatique entre mouvance écoféministe et queer", *Multitudes*, n° 67, 2017.



▲ L'intérieur du bâtiment est rénové de manière autonome, en utilisant les savoir-faire présents au sein du collectif ainsi que des chantiers ouverts.

Un lieu pour embrasser la complexité du monde

Visite dans un lieu collectif au cœur de la forêt, qui cultive à la fois l'autogestion, les solidarités, l'écologie et un féminisme ouvert à la diversité des genres et des orientations sexuelles.

AU MILIEU DES FORÊTS DE CONIFÈRES, un terrain en forte pente abrite plusieurs bâtiments anciens ainsi qu'un potager, une serre et 150 jeunes arbres fruitiers. Le bâtiment principal accueille l'essentiel des espaces de vie et d'activité : cuisine, salon, bibliothèque, atelier bois, studio de danse et de pratiques corporelles, bureau, espace de jeux, etc. Plus bas, un autre bâtiment sert d'espace d'accueil pour des réunions ou des résidences artistiques. Autour, de plus petites maisons isolées avec des bottes de paille pour héberger les résident-es du lieu.

DES PRATIQUES D'AUTOGESTION URBAINES VERS LA CAMPAGNE

C'est en 2008 que débute l'histoire. Le groupe initial est composé d'une quinzaine de personnes issues de l'agglomération la plus proche, dont beaucoup ont déjà vécu ensemble dans des lieux collectifs en ville,

depuis 10 ans parfois. Elles partagent "des pratiques et une culture commune de l'autogestion, ainsi que des bases politiques, féministes et anticapitalistes", explique Maya : de faire son pain à cultiver un potager en ville en passant par la critique du développement techno-industriel. Leurs modes de politisation sont variés : via la culture punk, le groupe écologiste *Chiche !*, les milieux artistiques ou encore le syndicalisme.

Le groupe, désireux de construire un projet collectif à la campagne, trouve une ancienne colonie de vacances et parvient à l'acheter grâce aux ressources des un-es et des autres et à des emprunts auprès d'organismes et de particuliers.

Le choix est fait de ne pas créer de charte de valeurs mais de fonctionner avec une dimension organique, ce qui engendre quelques départs. Le collectif reste composé d'une quinzaine de membres, avec des départs et arrivées au fil des ans mais, globalement, une forte stabilité.

Le nom et l'emplacement du lieu ainsi que les identités des personnes rencontrées ont été anonymisés à leur demande.



▲ À quelques kilomètres de là, des cultures maraîchères collectives, mutualisées avec d'autres habitantes du territoire, permettent d'approvisionner les différents lieux de vie qui y participent et d'alimenter des solidarités.

LE PARTAGE ET LE LIEN SONT PLUS IMPORTANTS QUE L'AUTONOMIE

Seules cinq personnes vivent actuellement sur place. "Habiter ensemble n'est pas l'élément constitutif nécessaire pour faire partie du collectif, explique Maya. Une personne qui habite à l'extérieur sera chez elle quand elle revient. Elle peut participer aux décisions collectives, porter et prendre part aux activités."

Le lieu ne se définit pas par la production agricole. Son ambition n'est pas d'assurer son autonomie alimentaire. Même si l'autoproduction n'est pas négligeable, l'esprit est aux échanges avec les autres habitantes du territoire.

Exemple, les cultures maraîchères qui se trouvent à quelques kilomètres : il s'agit d'un projet lancé par d'autres personnes de la vallée, auquel des membres du collectif participent. Des légumes de conservation pour l'hiver y sont cultivés : pommes de terre, oignons, betteraves, ail, courges, maïs, choux, etc. La récolte est distribuée aux maisons qui participent, et un quart sert à alimenter la solidarité (cantines, événements, lieux collectifs en ville...).

Autre exemple : le four à pain situé sur le terrain. Une quarantaine de personnes, membres du collectif et autres habitantes du territoire, font

une fournée de 50 kilos tous les 15 jours, à raison de trois ou quatre personnes par fournée. La quantité reçue n'est pas liée au travail mais aux besoins de chaque maisonnée. "C'est plus important pour nous de faire avec d'autres et d'être dans des pratiques de circulation, que de se nourrir complètement", explique Maya.

Ne pas être assujetti-es à une production agricole qui serait le principal mode de financement du lieu enlève une pression importante.

MUTUALISATION ET ÉCONOMIE COLLECTIVE

Le choix est fait de la propriété collective. Une association ayant été créée pour acheter le terrain et les bâtiments, il n'y a donc ni parts personnelles ni possibilité d'héritage, ni droit de reprise. La volonté est ainsi de casser la structure de la propriété privée familiale.

Le groupe des habitant-es prend en charge la vie courante, à partir de ses ressources financières propres. L'économie du lieu est largement collective. Pour les activités d'accueil, rénovation, chantiers, outillage, infrastructures, jardin, etc., les ressources proviennent de la recherche collective de fonds par l'association.

Quand des personnes rejoignent le collectif, par prudence, il leur est demandé de ne pas contribuer les deux premières années et de ne jamais donner plus de la moitié de ce qu'elles possèdent.

Pour la vie quotidienne comme pour les visites, le lieu pratique le prix libre pour se rendre accessible à toutes et tous : hébergement, soirées publiques, utilisation des espaces de réunion, emprunt de matériel et autres participations aux frais.

DES CHANTIERS ET DES SAVOIR-FAIRE

Les besoins économiques du collectif sont limités par le fait qu'une partie importante des travaux est réalisée par des chantiers partagés. Les membres du collectif, en grande majorité des femmes, lesbiennes et trans, ont acquis des compétences et des savoir-faire techniques variés grâce à la formation et à l'autoformation. Parmi elles, deux électriciennes, trois menuisiers, une maçonnerie, une plombière chauffagiste. Cette prise en main des tâches techniques découle de leur engagement féministe et procède d'une volonté de rompre avec l'organisation genrée traditionnelle, précise Chris.

Le bâti ancien a nécessité, au fil des ans, d'incessants travaux. Pour cela, le collectif a décidé



▲ Chantier toiture.

de s'appuyer sur des chantiers collectifs réguliers. "Dans les chantiers, on combine confort, attention aux personnes, apprentissage et planification poussée", explique Maya. "La toiture que nous avons refaite l'an dernier a mobilisé 120 personnes en tout sur 17 semaines", confie Chris. Chaque semaine, le premier jour était consacré à la visite, aux plans globaux, au planning, aux consignes de sécurité, à des échanges sur les rapports au corps, les limites et les peurs. Le deuxième jour, un apéro météo formalisé permettait de discuter et de surmonter d'éventuels problèmes.

"Il est plus important de faire bien que d'avancer vite dans un esprit productiviste, insiste Maya. On a déplacé la notion d'efficacité : ça a formé 120 personnes, et on a tissé et consolidé des liens." D'autres chantiers ont permis de réaliser des tranchées pour le réseau d'eau, des charpentes, des murs en pierre sèche, ou encore un bloc sanitaire collectif en ossature bois couverte de paille à la chaux.

UN LIEU D'ACCUEIL

Le lieu reçoit régulièrement des groupes et des personnes qui en font la demande. Il peut s'agir par exemple d'un groupe local de femmes engagées contre le nucléaire, de personnes qui vivent dans la rue et viennent y passer des vacances, de la création d'un spectacle de clown sur le thème des frontières, d'un syndicat d'enseignant-es, d'un réseau LGBT+. De nombreux groupes viennent également échanger sur les manières de fonder un collectif.

Outre les nombreux chantiers, le collectif organise également des fêtes, des spectacles, ou encore des rencontres thématiques au sein d'un réseau anti-autoritaire, anticapitaliste et féministe. Il arrive à ses membres d'animer des salons de thé végans pendant des festivals, voire des balades botaniques.

"NOTRE MANIÈRE DE FAIRE DE L'ÉCOLOGIE EST DE NE PAS EN FAIRE LE PRINCIPAL"

Le collectif ne se revendique pas prioritairement de l'écologisme, même s'il en partage de nombreuses bases pratiques comme des

Une organisation à la fois souple et structurée

L'organisation du collectif, non hiérarchique, est structurée selon plusieurs niveaux de réunions :

- les réunions des habitant-es, hebdomadaires, permettent de gérer la vie courante ;
- les réunions du collectif, mensuelles, permettent de porter plus globalement le lieu, par exemple pour la préparation d'un chantier, l'accueil des groupes, la réponse à un projet de documentaire sur le lieu, etc. ;
- les groupes de travail, thématiques, peuvent concerner l'administration, la comptabilité, le réseau d'eau, la relation aux voisin-es, le jardinage, etc. ;
- les réunions de fond bisannuelles durent 4 jours, avec les membres du collectif qui peuvent y participer. Elles sont l'occasion d'échanges de fond sur des sujets comme la mutualisation, le rapport à la mort, l'activisme, la relation avec les personnes qui vont mal dans le groupe. C'est aussi l'occasion de faire le bilan de ce qui a été vécu les six derniers mois et d'envisager les perspectives. Ces échanges permettent enfin de valider formellement les entrées dans le groupe ;
- la réunion "priorités" a lieu au début de l'hiver. Son but est de projeter les activités de l'année à venir, les envies, les projets, et de se demander si elles sont compatibles en termes d'espaces, de temps et d'énergie ;
- la réunion "budget" se tient plus tard en hiver. Pour chaque projet qui a été retenu pendant la réunion "priorités", des personnes préparent un plan budgétaire dont le collectif estime la compatibilité avec ses ressources économiques.

L'ensemble de ce processus est repris et synthétisé en assemblée générale annuelle de l'association.

Les décisions sont prises par consensus. Avant de les valider, le groupe s'assure que personne ne s'y oppose, que certains individus sont prêts à les porter, puis détaille les moyens concrets de leur mise en œuvre. "On part de nos désirs, insiste Maya. Se fait ce que les personnes qui sont là ont envie de faire. Les choses qui se feraient uniquement par principe ne tiennent pas très longtemps."



▲ Chantier pour la mise en place d'un système de phytoépuration des eaux avec filtre à roseaux en contrebas des bâtiments.

évidences. Ce qui fait la spécificité du lieu est d'entremêler les choses pour embrasser la complexité du monde. "Notre manière de faire de l'écologie est de ne pas en faire le principal", résume Maya.

Cependant, d'un point de vue extérieur, la dimension écologique est bien présente. Deux cents mètres carrés d'espaces collectifs sont chauffés par un poêle de masse (le bois est en partie coupé sur place), le bloc sanitaire collectif est chauffé à l'énergie solaire thermique (1) et le reste est alimenté via la coopérative d'énergies renouvelables *Enercoop*. Les matériaux utilisés pour les travaux sont prioritairement locaux et écolos (le label bio n'étant pas prioritaire). En 2017, des chantiers ont permis de construire un système de phytoépuration à roseaux.

Certains choix effectués sont en tension avec l'écologie, comme celui de raser une parcelle de forêt pour réaliser une piste rendant le lieu accessible aux fauteuils roulants. Pour l'instant, toutes les toilettes sont sèches mais la décision a été prise d'installer une toilette à eau dans de futurs espaces collectifs afin que tout le monde se sente bien accueilli.

UN LIEU FÉMINISTE "MEUFS-GOUINES-TRANS-PÉDÉS"

Dès le départ, la seule base politique du lieu clairement portée collectivement est une posture féministe matérialiste (2). Il a donc été décidé que le collectif serait composé, dans son écrasante majorité, de personnes qui ne sont pas des hommes cisgenres et hétérosexuels (3). "Cette

histoire de proportion est très importante, insiste Chris. Beaucoup de projets prennent soin que la moitié des membres soient des femmes, même avec des hommes sensibilisés, mais cela ne suffit pas à modifier l'ambiance." Ici, on essaie de décortiquer et refuser les postures viriles, et les rôles ne sont pas répartis d'emblée. "L'une des structures du pouvoir est le fait que plein de pouvoirs (fondés sur le genre, la race, la nationalité, la classe sociale, etc.) se cumulent. Le système hétéronormé et patriarcal est si prégnant qu'il vient épaissir les dissymétries. En enlevant cette composante-là, on en enlève déjà une couche", analyse Maya.

Le choix de créer un lieu avec des moments de mixité choisie à géométrie variable permet de "se reposer" par rapport à l'atmosphère d'hétérosocialité dominante dans la société, d'apporter un confort dans les manières d'être au quotidien.

UNE APPROCHE INTERSECTIONNELLE

"Être gouine m'apporte un regard critique sur le milieu écolo, estime Chris. Celui-ci est plein d'hommes hétéros blancs aisés qui expliquent aux autres qu'ils n'ont qu'à quitter leur boulot ou encore faire des choses moins polluantes. Ils disent que c'est facile parce que pour eux c'est facile. Alors que beaucoup de personnes vivant des précarités ont bien moins le choix de quitter leur travail ou leur partenaire si elles veulent survivre."

L'un des nœuds de la controverse avec le milieu écologiste est la question de la technoscience, estime Maya. Ainsi, autour des enjeux des technologies de la reproduction comme la

(1) C'est un choix politique de ne pas utiliser de panneaux photovoltaïques. Voir "Sebasol: le soleil hors marché", *Silence* n° 488, avril 2020, p. 18.

(2) Le féminisme matérialiste est un courant de pensée anti-essentialiste. Pour lui, l'origine du patriarcat ne doit pas être cherchée dans une quelconque nature spécifique des femmes ou des hommes, qu'elle soit biologique ou psychologique, mais bien dans l'organisation de la société. Il s'attache donc à analyser les rapports sociaux de sexe comme des rapports entre classes sociales antagonistes et non entre groupes biologiques. Par "matérialiste", on entend le fait de s'intéresser aux conditions matérielles d'existence, aux éléments très concrets d'inégalité, de domination et de l'exploitation, qui se déploient de manière structurelle, à l'échelle de sociétés entières.

(3) Une personne cisgenre est une personne dont l'identité de genre est en concordance avec le genre qui lui a été assigné à la naissance, à la différence d'une personne trans ou non-binaire.



▲ Situé dans une région très boisée, le collectif entretient la forêt pour assurer un bon équilibre entre cultures, forêts, lieux d'activité etc.

procréation médicalement assistée (majoritairement utilisée par les hétéros, au demeurant), les personnes LGBT+ (4) sont diabolisées par certain-es comme étant des artisanes du technocapitalisme (5). Cette approche, en s'appuyant sur une vision soi-disant naturelle de la famille, développe des points de vue homophobes et LGBT-phobes au lieu de questionner "le mythe de la famille biologique" et de tracer des pistes à la fois pro-choix, progressistes et technocritiques (6).

"Pour ces mouvances, la lutte prioritaire est la critique du capitalisme techno-industriel. Les autres luttes sont secondaires et viennent même saboter la lutte principale", poursuit Maya. En n'intégrant pas à leur réflexion des perspectives anticoloniales ou encore féministes, elles rendent possibles "des alliances entre écolos et réactionnaires/fascistes".

Mais "le monde est plus complexe, développe-t-elle. Pour le transformer, il faut en embrasser la complexité". Dans ce but, l'approche intersectionnelle permet de prendre en compte en même temps différentes exigences (écologistes, technocritiques, féministes, anticoloniales, de classes sociales, etc.), sans hiérarchiser les priorités. Pour Maya, "le fascisme est compatible avec plein de choses prises isolément : l'écologie, le féminisme, etc. Mais si on les prend toutes ensemble, solidairement, en les définissant avec précision sans rester dans le flou, ça devient beaucoup plus difficile".

REFUSER D'ÊTRE EXEMPLAIRES

L'une des conséquences de cette complexité du monde et de ses enjeux, c'est qu'il n'y a pas un

modèle unique qui devrait être copié ou généralisé, fût-il alternatif. "On n'a pas envie que tout le monde fasse comme nous." Selon Maya, l'intérêt est plutôt d'explorer comment cela pourrait être différent en plein d'endroits. "Quand on est plusieurs, ça fabrique des mondes, des imaginaires qui deviennent le normal, le vivable. Si t'es toute seule à penser contre les autres, c'est invivable." D'où l'intérêt de "fabriquer des espèces de bulles de normalité un peu différentes, où je ne me dis pas tous les matins que ce que je fais ou ce que je suis est super bizarre".

Puisque "le rapport de force est nécessaire", les actions militantes et politiques sont également au cœur de la dynamique du lieu mais le collectif n'a pas vocation à être une organisation politique. C'est donc à titre personnel que les un-es et les autres s'engagent par exemple dans une radio locale, une revue féministe, une lutte pour le maintien d'une ligne de chemin de fer ou encore un collectif de femmes précaires en lutte. "Il n'y a pas à opposer alternatives et lutte, souligne Maya. C'est une division aberrante." Entre les alternatives, les luttes, les besoins personnels, l'attention portée aux autres, et les différentes dimensions autogestionnaires, anticapitalistes, écologistes, féministes, etc., en fin de compte, "ce qui est prioritaire, c'est d'accorder de l'attention à tout".

GG ■

(4) Lesbiennes, gays, bisexuel·les, transgenres, queers, intersexes et celles et ceux ayant des identités de genre ou orientations sexuelles autres qu'hétéronormées.

(5) Par des collectifs technocritiques tels que *Pièces et Main-d'Œuvre*.

(6) La "nature" est souvent utilisée pour justifier un ordre établi : un système raciste, sexiste, etc., estime Chris. Ce qui est "naturel" est valorisé comme étant bon — jusque dans le marketing. Mais si on se passe de ce concept et qu'on s'oblige à être plus précis dans l'analyse, cela aide à comprendre pourquoi on privilégie une pratique de jardinage plutôt qu'une autre, par exemple. "Je n'ai pas besoin de l'argument 'nature' pour dire que les pesticides, je ne trouve pas ça bien".



▲ Le groupe des jeunes des Amis de la Terre d'Écosse brandit joyeusement le drapeau arc-en-ciel ainsi que le drapeau aux couleurs trans sous le slogan : "Justice climatique pour tou-tes".

Cette écologie anti-LGBT+

La complémentarité d'une approche écolo avec les approches queer ou LGBT+ est loin de faire l'unanimité dans le champ de l'écologie. Quels sont les arguments des groupes qui s'y opposent ?

DANS UN ÉDITORIAL DE LA REVUE *L'Écologiste*, Thierry Jaccaud estime que l'union homosexuelle "serait une négation sidérante de la nature, l'aboutissement consternant de notre société industrielle qui détruit la nature non seulement dans la réalité mais aussi dans les esprits" (1). Cette position n'est pas isolée. Un certain nombre d'acteurs de l'écologie, de la décroissance et de la technocritique voient les démarches d'affirmation queer et LGBT+ comme une menace.

LA QUESTION DES LIMITES

Une idée fondatrice de l'écologie anti-LGBT est que le dépassement des normes hétérosexuelles serait du même ordre que le dépassement des limites physiques de la planète que dénonce la décroissance, voire dans sa continuité. Nous serions en plein dans la logique de l'illimitation qui détruit la planète, en nous donnant l'illusion que nous pouvons assouvir tous nos désirs. La transsexualité, en particulier, relèverait du même ordre de déni de la réalité naturelle, biologique et psychique que la ruée vers l'espace ou encore le transhumanisme, qui cherche à dépasser les limites de la mort par la technologie pour quelques hyper-riches (2).

Or, cette approche fait mine de ne pas voir qu'il existe une différence de nature entre différents types de limites. Certaines sont des limites physiques (il y a tant de quantités de pétrole sous terre, et il en faut tant pour réchauffer l'atmosphère) tandis que d'autres sont culturelles (deux femmes ou deux hommes en couple ne peuvent pas élever un enfant, une personne née avec un vagin ne peut pas endosser un rôle social masculin). Si le dépassement des limites physiques de la planète entraîne bel et bien le chaos écologique, celui des normes sociales et culturelles n'a pas le même type de conséquences, et il est en constante évolution.

Cependant, il existe une réelle tension possible entre aspirations à recourir à des technologies dans une visée émancipatrice et aspiration écologiste à la sobriété technologique (voir page 19).

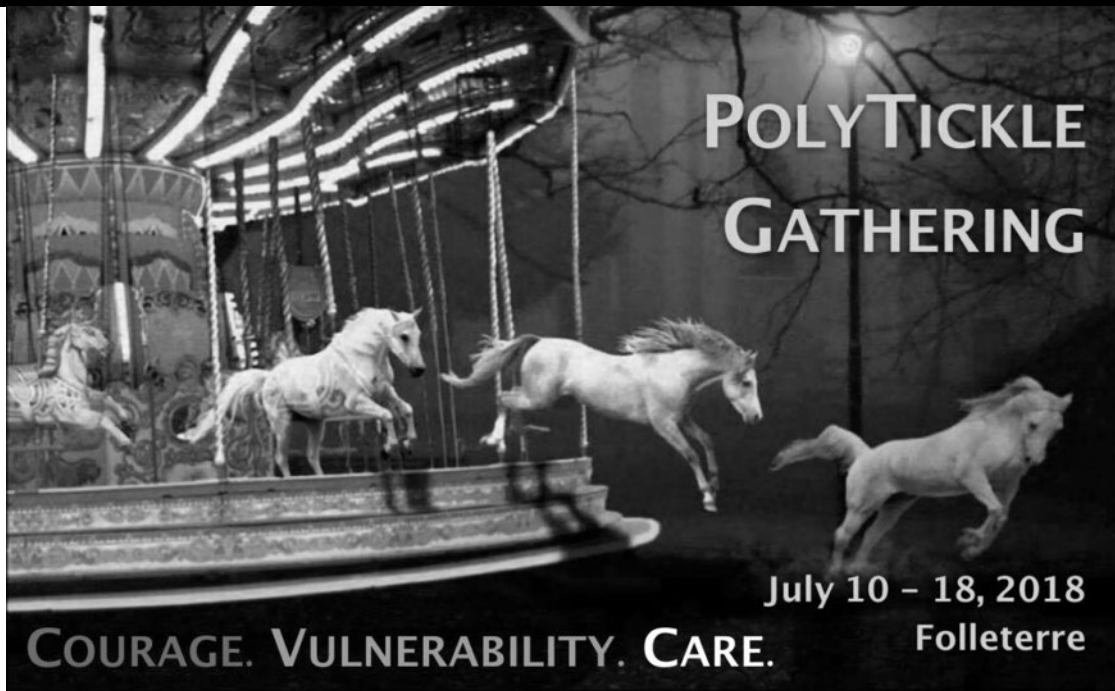
LA FIGURE DU PÈRE, ULTIME REMPART CONTRE LA BARBARIE ?

"La différence des sexes ne serait plus un invariant de notre commune humanité, mais au contraire le seul fruit d'un choix personnel", s'inquiète Alexandre Penasse dans la revue décroissante belge *Kairos* (3). Ce qui conduirait à "la destruction de la cellule familiale et [à] la négation de la

(1) *L'Écologiste*, janvier 2013, éditorial.

(2) On notera que les personnes transsexuelles, qui luttent depuis des décennies pour ne plus être considérées comme des malades mentales, sont re-psychiatisées par ce discours qui les qualifie de personnes étant dans le "délire" et le déni du réel.

(3) Alexandre Penasse, "La différenciation sexuelle comme fondement", *www.kairospresse.be*, 28 février 2020.



place du père". Ce discours, qui s'inspire fortement de Freud, considère le père comme le poseur des limites qui structurent l'enfant et lui permettent de devenir un être social, capable de prendre en compte l'altérité. L'effacement du père serait donc la ruse ultime de l'idéologie capitaliste et technoscientifique pour faire s'effondrer le sens des limites chez les enfants afin d'en faire des consommateurs serviles à vie. Elle ruinerait les fondements symboliques de la société.

Selon le collectif technocritique *Pièces et Main-d'œuvre (PMO)*, les queer précipitent "la fin de la famille" traditionnelle, composée d'un père et d'une mère, qui est idéalisée comme synonyme de décroissance avec "sa morale économe et son économie restrictive" — alors que les queers seraient de véritables hérauts de la croissance et de la consommation (4).

Cette insistance sur le rôle structurant du père se situe à l'opposé de la critique féministe du patriarcat, système d'oppression fondé sur la figure patriarcale, celle du père donc, et plus généralement des hommes assis socialement en position de domination. Un féminisme qui pointe justement la famille comme l'une des structures de base du patriarcat et comme un lieu privilégié des violences sexistes et sexuelles dans la société.

DÉPASSER LES DUALISMES PLUTÔT QUE LES NATURALISER

Aux yeux d'Alexandre Penasse, "*l'esprit humain est fondé sur la différence sexuée*", et introduire un rapport plus complexe et plus dynamique à cette différence des sexes revient donc à se priver des catégories fondamentales qui permettent de penser le réel. Ce discours rejoint la vision chrétienne de l'écologie intégrale définie par la création de l'homme et de la femme "à la ressemblance de Dieu" (5).

Le mensuel *La Décroissance* déplore également la disparition des grandes divisions sans lesquelles "*c'en est fini du monde, de la condition humaine: soi/l'autre, masculin/féminin, humain/animal, humain/machine, adulte/enfant, positif/négatif, beau/laid, bien/mal, je/nous*", etc. (6).

À l'inverse, la pensée écoféministe (7), en lien avec les sciences humaines, remet en cause des dualismes qui ordonnent la plupart de nos sociétés patriarcales, où les hommes sont valorisés au détriment de la nature, des femmes, des personnes non-blanches, du corps, des émotions, etc. Pour l'écoféminisme, il s'agit de remettre en question ces dualismes pour aller vers l'égalité, plutôt que de les sacrifier comme naturels et intangibles.

HARO SUR LES TRANS !

Le dossier d'été 2019 du journal *La Décroissance*, intitulé "*Contre la grande confusion*", entretient pourtant une confusion volontaire entre personnes trans et courant transhumaniste. Il n'a en effet cessé d'assimiler transgenres et transhumanisme, comme si le préfixe commun 'trans' y suffisait. "*Ce mouvement transidentariste est essentiellement constitué par différents groupes de pression, de nombreuses petites sectes et autres groupuscules cyberactifs que sont les transgenres, transsexuels, transbiomorphistes et transhumanistes*" peut-on y lire par exemple.

Comme le relève un article critique du média en ligne *rebellyon.info*, *La Décroissance* pointe du doigt les opérations de changement de sexe comme étant des porte-flambeaux avancés du mouvement transhumaniste, mais il fait exprès d'"oublier" que la majorité des interventions hormonales, chirurgicales ou médicales sont pratiquées pour justement correspondre au genre assigné à la naissance. Pour tout ce qui est de revenir à la norme, curieusement, zéro accusation de 'transhumanisme'" (8).

(4) Voir "Ceci n'est pas une femme (à propos des tordus 'queer')", octobre 2014, www.piecesetmaindoeuvre.com.

(5) Elle est portée notamment par la revue d'extrême droite *Limite*. Certains courants minoritaires essaient de dépasser cette vision. Lire Stéphane Lavignotte, *Au-delà du lesbien et du mâle — la subversion des identités dans la théologie queer* d'Elisabeth Stuart, Van Dieren, 2008.

(6) *La Décroissance* n° 161, juillet-août 2019, p. 9.

(7) Voir Jeanne Burgart Goutal, *Être écoféministe*, L'échappée, 2020.

(8) "*La Décroissance*, ce journal que nous n'achèterons pas", <https://rebellyon.info>, 27 juillet 2019.



◀ Cette illustration reprend un célèbre poster réalisé par Keith Haring dans les années 1980, qui dénonce l'inaction des gouvernements face au sida. Le visuel reprend le triangle rose utilisé pour marquer les homosexuels masculins dans l'univers concentrationnaire nazi. Le slogan "We once faced extinction" ("nous avons déjà affronté l'extinction"), en rapprochant le désastre écologique contemporain de ces deux autres grands événements qui ont décimé les homosexuels durant le 20^e siècle, appelle à la résistance et à la résilience.

Par ailleurs, en s'en prenant avec virulence aux personnes trans, *La Décroissance* "a choisi comme cheval de bataille une minorité qui subit déjà une oppression systémique". En France, être trans, c'est encore trop souvent être jeté-e à la rue très jeune, vivre dans la peur d'être agressé-e au quotidien pour ce que l'on est, être acculé-e à la prostitution, etc. À l'inverse, "les délires transhumanistes sont ceux de types blancs en situation de surpouvoir", souligne Maya, habitante d'un collectif rural féministe "guines-trans-pédés". (Voir reportage page 11)

LGBT+ ET FÉMINISTES, UN MÊME REJET

Le collectif *Pièces et Main-d'œuvre* (PMO) a publié un pamphlet contre le mouvement queer et tout ce qui vise à la remise en question des normes traditionnelles de genre (voir note 4). Il associe son rejet de toute diversité de genre avec un antiféminisme décomplexé. Pour lui, le danger viendrait des "suprématistes gays et lesbiennes" qui veulent "imposer l'homonormalité", mais aussi du fait que "les femmes prennent désormais le maître-rôle, le pouvoir", ce qui fait que "du point de vue féministe, aujourd'hui, naître homme, c'est naître coupable, s'en mortifier sans cesse". La peur du péril LGBT+ est associée à celle du péril féministe, qui remettent tous deux en cause le rôle traditionnel et dominant des "mâles" et des pères (9).

UN "ORDRE NATUREL" TRÈS CULTUREL

PMO oppose à ce trouble dévastateur un "idéal de constance, de cohérence et de consistance", un monde qui s'ordonne selon une "binarité culturelle" basée sur "nos idées spontanées du beau et de l'harmonieux, de l'ordre naturel". Un ordre social qui donnerait par exemple à l'homme et à la femme un rôle déterminé et inamovible, se complétant l'un-e et l'autre par des comportements et des rôles sociaux bien établis et dérivés de l'ordre naturel des choses.

"Cette écologie naturaliste opposera systématiquement à 'la technique' (...) une certaine 'nature humaine', elle-même figée, non dynamique", estime le philosophe Benoît Bohy Bunel (10). Elle ne voit pas qu'elle est elle-même construite socialement et historiquement".

L'alliance de postures anti-LGBT, antiféministe et masculiniste au sein de certaines tendances de l'écologie n'est pas une fatalité. Dans une perspective intersectionnelle, il est possible et désirable d'inventer les chemins vers une écologie et une décroissance qui soient en même temps féministes, antipatriarcales et queers.

GG ■

(9) Voir "Le coming out masculiniste de *Pièces et Main-d'œuvre* — de la critique de la technologie à la réaffirmation de l'ordre patriarcal", sur le site stop-masculinisme.org.

(10) Benoît Bohy Bunel, philosophe, se situe dans la perspective d'une révolution communiste. Voir "Une 'écologie' naturaliste, tendanciellement patriarcale, homophobe et transphobe", 2 février 2018, et "L'anticapitalisme tronqué, sexiste et transphobe, et sa présence au sein d'une certaine 'écologie' naturaliste", 6 juillet 2019, <http://benoitbohybunel.over-blog.com>.

LES GENS



▲ Opérations de réassignation: encouragées et forcées pour les intersexes, non tolérées et contre-nature pour les trans.

© PHILIPPE DOR

Changement de sexe, technoscience, santé et labos

Certains milieux de la sphère écologiste émettent une critique virulente du changement de sexe en pointant du doigt la dérive technologique que cela entraînerait. Les opérations chirurgicales et les prises d'hormones liées à la transition sexuelle seraient des porte-flambeaux de la technoscience et du capitalisme technologique.

EN VISANT LES PERSONNES TRANS, CES critiques se concentrent sur les opérations médicales et les prises d'hormones qui visent à bousculer l'ordre sexué traditionnel. Mais il est un fait qu'elles n'abordent pas: la plupart des opérations sur les organes sexuels (réassignation sexuelle des nouveaux-nés intersexes, opérations du pénis ou du vagin, etc.), la plupart des prises d'hormones et de molécules de synthèse sexuelles (progestérone, testostérone, viagra, etc.) ont au contraire pour but de conformer les personnes aux identités de genre qui leur ont été assignées à la naissance, ou de renforcer l'exercice de leur hétérosexualité. C'est donc davantage l'hétéronormalité que la transsexualité qui engendre de tels usages médicaux dans notre société (1).

Par ailleurs, la dimension médicale et chirurgicale n'est qu'une petite partie du processus de transition d'un genre à l'autre, pas la plus importante, et ce n'est nullement un passage obligé (2). Choisir de changer de sexe constitue une démarche globale, qui comporte avant tout une dimension sociale.

De même que les manières de vivre leur féminité ou leur masculinité sont très variées chez les femmes et les hommes, de l'hyperféminité ou de l'hypervirilité à l'androgynie, de même pour les hommes et les femmes trans, la poitrine, la voix ou encore la pilosité sont importantes pour certain-es et bien moins pour d'autres, selon une multiplicité de nuances. Ce sont des choix éminemment personnels, qui renvoient aux aspirations intimes, à l'imaginaire, au rapport au corps de chacun-e. "Être trans, ça se passe entre les oreilles, pas entre les jambes", résume un slogan.

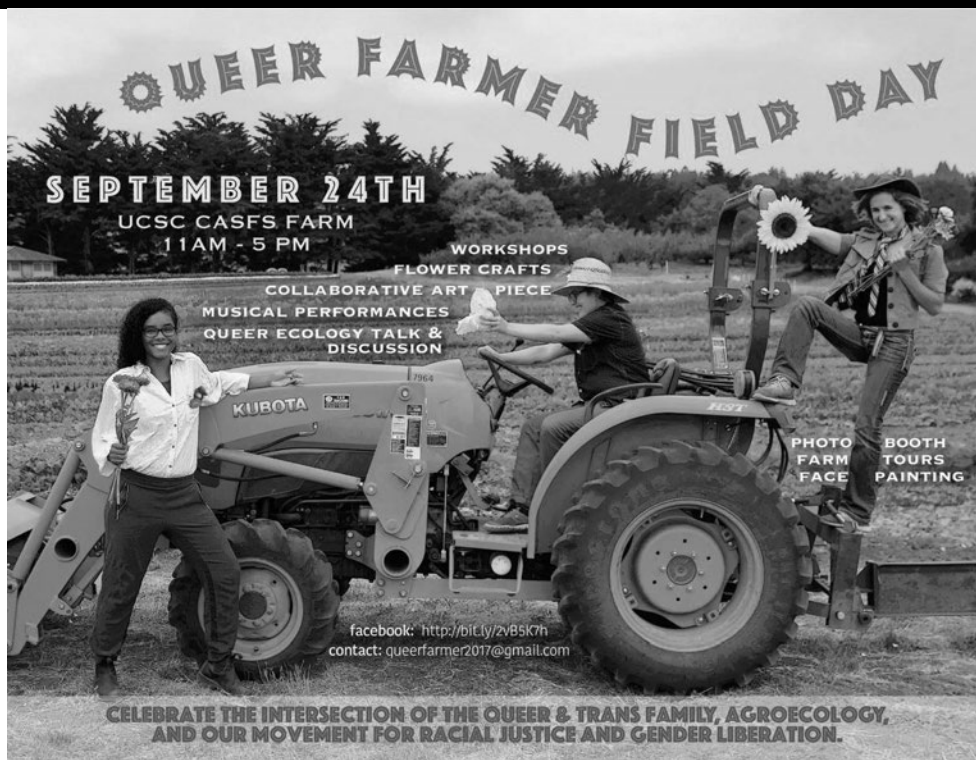
AVEC OU SANS TRAITEMENT HORMONAL

De nombreuses personnes transgenre ne reçoivent ni traitement hormonal ni opération chirurgicale pour accompagner leur changement d'identité de genre. À l'instar de la biologiste et spécialiste de la biodiversité colombienne Brigitte Baptiste (voir article page 21), ou encore de Pascale, femme trans canadienne qui explique qu'"il est possible d'être trans sans avoir de parcours

(1) C'est que montre Paul B. Preciado dans son livre *Testo Junkie*, Grasset, 2008.

(2) Jusqu'en 2016, en France, changer de genre passait forcément par une castration chirurgicale ou chimique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

► Invitation à participer à la Journée des paysan·nes queer aux États-Unis.



médica" (3). "Pourquoi, quand on parle de démarrer une transition, c'est toujours quasiment pour parler des démarches de prise d'hormones?", interroge une jeune femme trans qui invoque, comme raisons de son choix de ne pas prendre d'hormones, les effets sur la santé et le cadre médical normalisant qui impose cette étape (4).

Pour les personnes qui choisissent de prendre des hormones et/ou de se faire opérer, le parcours de transition impose parfois de faire des concessions par rapport à des convictions écologiques. Arbitrer entre différentes nécessités personnelles vécues comme vitales peut entraîner des choix difficiles. Profondément écologiste dans les idées comme dans la pratique, fidèle lectrice de *Silence* durant des années, Youna a entamé dans la décennie 2010 une transition sexuelle. "J'ai une approche très naturelle de ma santé, de mon corps, explique-t-elle. Je me nourris d'aliments naturels et me soigne avec des produits naturels, homéopathiques ou relevant des médecines alternatives." Pourtant, "ma transidentité, que je voulais totale, entraînait des

prises d'hormones et une opération. Et là, il n'était plus question d'homéopathie". Elle explique que l'équipe médicale qui a pris en charge son suivi lui a fait subir des "traitements lourds", qui lui ont notamment "bousillé le foie". Elle avait pensé à suivre une hormonothérapie à base d'huiles essentielles mais y a renoncé car "les effets de celles-ci en un an étaient à peine comparables à trois mois d'hormones".

Les hormones associées à un parcours de transition ne sont en effet pas sans risques. La prise de testostérone, par exemple, est associée à une présence accrue de surpoids, de cholestérol et d'hypertension, donc à des risques cardiaques. Il existe des hormones naturelles et des hormones de synthèse. Les secondes présentent davantage d'effets secondaires et de complications... mais les premières restent à prendre avec prudence, jamais en automédication. De nombreuses associations trans sont là pour aider à réaliser des choix éclairés en la matière.

UN NOUVEAU MARCHÉ POUR LES LABOS ?

Une autre critique adressée au changement de sexe pointe du doigt les intérêts économiques que trouvent les grands laboratoires pharmaceutiques et les firmes médicales dans ce qui est pour eux un "marché" supplémentaire (5). Cette réalité est indéniable : les personnes transgenres sont situées, comme toutes les autres, dans une société capitaliste qui avale les intérêts des un·es et des autres pour les transformer en profit. Toutefois, il s'agit d'un mécanisme économique qui n'a rien de spécifique à la transition sexuelle et qui est à combattre beaucoup plus largement. Il n'est pas anodin de viser les personnes trans à l'exclusion des autres.

Rions un peu

Dans un entretien diffusé le 21 août 2014 à la radio *RCF Berry*, Pierre Rabhi disait : "Labeille a besoin de... la reine a besoin d'un mâle, une chèvre a besoin d'un bouc, la vache a besoin d'un taureau. Donc ça, c'est une loi invariable, à laquelle même les homosexuels doivent leur propre existence." Sur son blog de *Mediapart*, Yann Kindo l'a pris au mot. Il s'est renseigné sur la sexualité des abeilles. Il relève sur un site d'apiculture que "dès qu'elle est apte physiquement, la reine est poussée dehors pour effectuer son vol de fécondation. Elle s'accouple plusieurs fois (une quinzaine de mâles) pour remplir sa spermathèque." Il en conclut que "si on suit Rabhi et son idéologie selon laquelle la nature est un modèle à suivre pour l'humanité, et que l'on privilégie celui des abeilles (...), il va donc falloir désormais que, dans l'espèce humaine, les jeunes filles vierges, dès leur puberté et leurs premières règles, soient jetées en dehors du foyer pour aller rejoindre un endroit où elles devront copuler avec une quinzaine d'hommes pour maximiser les chances de fécondation".

GG ■

La nature est queer !

En écologie, la biodiversité d'un milieu est valorisée comme étant le signe du caractère foisonnant et multiple de la vie, elle en assure la richesse et la résilience. Pour la biologiste Brigitte Baptiste, il en va de même pour la diversité des genres et des orientations sexuelles au sein de la vie sociale.

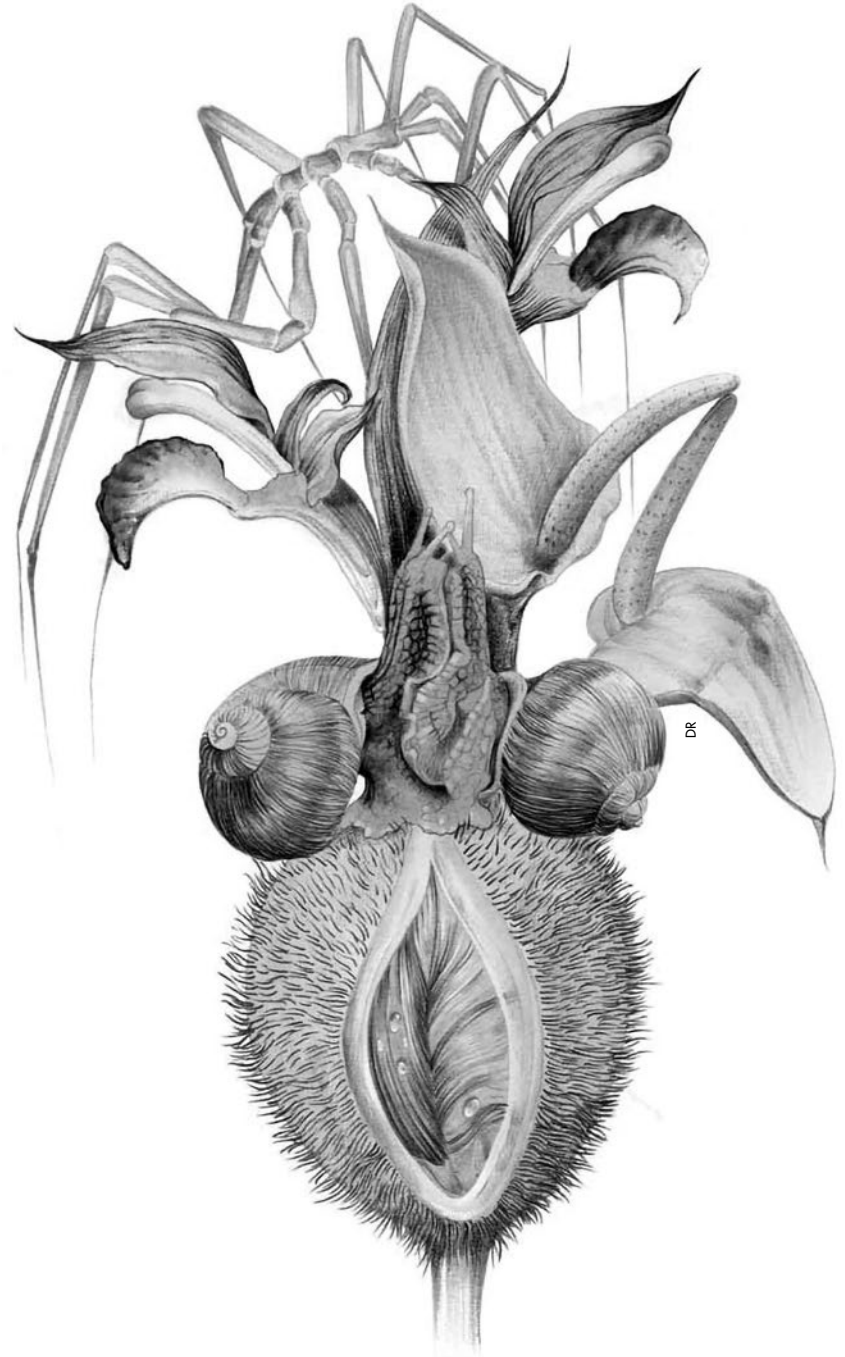
BRIGITTE BAPTISTE DIRIGE DEPUIS 2010 l'Institut Alexander von Humbolt, à Bogota. Le plus important institut de recherches biologiques d'Amérique latine, lié au ministère colombien de l'Environnement, a pour but de connaître et protéger la biodiversité colombienne. La chercheuse de 57 ans représente également la Colombie auprès de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (Cites) et a intégré de 2015 à 2017 le panel de 25 experts de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), l'équivalent pour la biodiversité du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

Brigitte Baptiste est également une personne transgenre : elle est devenue femme lorsqu'elle avait 35 ans. Mener une brillante carrière en étant trans est rarissime. "Quand j'ai pu enfin être moi-même, devenir Brigitte, ma carrière était déjà lancée et mon CV parlait pour moi", explique-t-elle.

Selon elle, la biodiversité et l'identité trans "sont complètement liées. Il y a des vases communicants entre la diversité biologique, la diversité culturelle et la diversité sexuelle" (1).

UNE "ÉCOLOGIE QUEER"

"La nature existe dans un état continu de fluidité et de connexion, estime l'herboriste étasunienne Micaela



Foley, et non dans les distinctions binaires que nous autres, humanocentrées, lui imposons pour essayer de donner un sens à tout cela. Le non-naturel et le naturel, l'hétérosexuel et le queer, le vivant et le non-vivant, tout cela ce sont des termes et des idées humaines. Il existe d'innombrables exemples du comportement 'queer' des animaux, des plantes et des champignons" (2).

Brigitte Baptiste parle volontiers d'une "écologie queer". "L'idée de queer peut clairement être utilisée pour souligner l'importance de la variété des expressions sexuelles dans la vie", estime-t-elle (3). Pendant longtemps, soulignent Catriona Sandilands et Bruce Erickson dans *Queer Ecologies* (4), l'hétéronormativité qui prévalait dans notre regard — y compris scientifique — sur le monde et sur les espèces "a endommagé et diminué les connaissances scientifiques en biologie", en nous empêchant de voir des comportements d'une infinie variété.

Mais ces dernières décennies, en enlevant leurs œillères, des chercheu-ses ont pu repérer des centaines de cas d'homosexualité ou encore de changements de

(1) "En Colombie, la championne de la biodiversité est transgenre", Sarah Nabli, <https://reporterre.net>, 2 janvier 2019.

(2) Micaela Foley, "The Culture of Nature: Queer Ecology and Herbal Medicine", 14 juin 2019, wisdom.thealchemistskitchen.com

(3) "¿Qué es la ecología queer? Entrevista a Brigitte Baptiste, experta en biodiversidad", Paula Jimenez, 28 décembre 2018, www.pagina12.com.ar

(4) *Queer Ecologies: Sex, Nature, Politics, Desire*, Catriona Sandilands et Bruce Erickson, Indiana University Press, 2010.



Kegan Worling

▲ Rassemblement de Groundswell, en Californie, sanctuaire lié au mouvement des Radical Faeries.

rôles sexuels parmi les espèces. "Un bestiaire queer supplante le livre poussiéreux et hétéronormatif de la nature", se réjouissent les deux auteur-es. Brigitte Baptiste cite à l'appui d'une telle affirmation l'exemple d'"espèces telles que le poisson clown qui, lorsqu'il y a trop de femelles ou trop de mâles, peuvent assumer le rôle de genre le plus rare", ou encore des plantes "hermaphrodites, qui changent de sexe ou s'autopollinisent. Certains spécimens du palmier à cire, l'arbre national de la Colombie, sont transsexuels".

"LA MEILLEURE LEÇON DE LA NATURE EST DE PROTÉGER L'ANOMALIE"

Selon Brigitte Baptiste, on ne peut pas parler de mâles et de femelles comme des catégories fixes. "La théorie queer propose de ne pas continuer à penser le monde comme un espace 'normal' mais de comprendre que le monde est étrange (queer), afin de s'adapter à des défis comme le changement climatique. La meilleure leçon de la nature est de protéger l'anomalie car c'est là que l'évolution a généré des réponses, estime-t-elle. Ce qui, dans la nature, peut être considéré comme 'bizarre' est nécessaire pour empêcher l'effondrement des systèmes. Quel rôle joue la diversité dans la survie des êtres vivants ? Une insertion du bizarre dans le 'normal' est nécessaire pour que la stabilité et les systèmes ne plantent pas. L'écosystème s'adapte aux changements. La nature est queer, elle ne fonctionne pas comme un modèle mécaniste. Ce qui est étrange, c'est de penser que le monde ne change pas, conclut-elle (5). On vit dans un monde ambigu et ça me paraît génial, car l'ambiguïté appelle le génie et la créativité."

La nature n'est pas la référence de l'ordre social

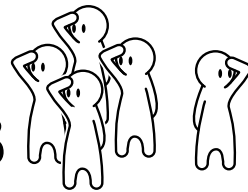
Les courants politiques les plus réactionnaires cherchent depuis longtemps à appuyer leur vision d'une norme sociale hétérosexuelle inégalitaire sur une image de la nature figée qui serait hétéronormée et monogame (6). La nature leur sert de norme pour fonder leur idéologie politique à propos de la famille ou de l'homosexualité.

Il y aurait un danger à vouloir reprendre ce schéma en l'inversant. Se fonder sur une conception queer de la nature pour justifier un ordre social reposant sur la pluralité des sexualités et des genres serait commettre la même erreur. C'est le fait de vouloir définir des normes sociales selon un ordre naturel qui est dangereux en lui-même. Certes, une compréhension plus complexe de la nature nous permet de nous comprendre "comme des animaux parmi d'autres animaux, avec des sexualités variées, des relations familiales complexes, des systèmes politiques complexes et des désirs multiples" (voir note 3), et cela peut nous ouvrir l'esprit au point de comprendre que la diversité des sexualités et des identités sexuelles fait partie intégrante du mouvement de la vie, mais nous avons la liberté de créer des normes éthiques et politiques qui s'en affranchissent partiellement. Nous ne sommes pas totalement assujetti-es à un ordre naturel qui nous dicterait des normes sociales concernant la sexualité, les relations affectives ou les identités de genre.

GG ■

(5) "Nada es más 'queer' que la naturaleza: Brigitte Baptiste", 6 juin 2019, www.revistaarcadia.com

(6) À l'instar du livre *L'Ordre naturel*, de Maxime Laguerre (1993), qui explique la vision raciste de l'écologie de la "nouvelle droite".



» Hautes-Alpes

Association Éko!

À Briançon, on ne s'ennuie pas ! Apiculture, maraîchage, soudure... de nombreux savoir-faire sont depuis longtemps développés dans la région. Briançon accueille aussi de plus en plus de personnes migrantes. Le soutien peut prendre diverses formes, et l'association Éko! a décidé de s'engager auprès d'elles en leur proposant des ateliers découvertes. Les graines germent et les liens se tissent : avec plus d'une vingtaine de personnes à chaque atelier proposé, les Briançonnais-es s'enrichissent tout comme les personnes accueillies. L'association recherche toujours de nouvelles bénévoles !

♦ Contact : Marjolaine Bert, contact@asso-eko.org, tél. : 07 83 91 59 52. (Source : L'Âge de Faire, n°154, septembre 2020).

Résilience commune : quand les jeunes s'organisent

OK pour le monde d'après, mais on s'y prend comment ? Des jeunes militantes et militants de la génération climat, appartenant à des organisations politiques ou associatives, ont eu l'idée de rassembler les réponses politiques aux crises démocratiques, sociales et environnementales sur une plateforme participative en ligne : *Résilience commune*. Ouverte à toutes, la plateforme accueille actuellement les différentes contributions, dans le but d'établir un plan d'action commun.

♦ <https://www.resiliencecommune.fr>



Construction d'un panneau solaire thermique pour permettre à des exilées du Briançonnais de se doucher à l'eau chaude.

Lancement des États généraux de la Société écologique du Post-urbain

La "bonne" taille des villes pour une société décroissante est sujette à débats. Au delà, de plus en plus d'études démontrent que la métropolisation de grands centres urbains précipite l'épuisement des ressources, le dérèglement climatique et l'artificialisation des modes de vie. Loin de cette accélération des rythmes de vie, la réflexion et la mise en place d'une relocalisation des activités a vu le jour depuis une trentaine d'années. Il y aurait donc quelques avantages à une réorganisation spatiale du peuplement au profit de milieux et cadres de vie à taille humaine et écologique : espaces ruraux, bourgs et hameaux, petites villes et villes moyennes. C'est pour réfléchir à des alternatives que se lancent les États généraux de la Société écologique du Post-urbain.

♦ Contact : EG-posturbain@protonmail.com

» Grenoble

Les Jardins de la Buisserate entrent en résistance



Film Buisserate

À Saint-Martin-Le-Vinoux, entre les immeubles et le massif de la Chartreuse, se trouve un jardin de 5 000 m², avec sa cabane, ses arbres fruitiers et ses vignes : les *Jardins de la Buisserate*. Bout de terre cultivé depuis plusieurs dizaines d'années par les habitants, il est aujourd'hui menacé de disparaître. Ces jardins ont été rachetés par la métropole en 2012, puis vendus au promoteur immobilier Cogedim, qui veut aujourd'hui construire 4 immeubles. Seuls 700 m² du jardin seraient préservés dans ce projet. Créé en 2019, le collectif *Avenir des Terres Isère* lutte contre la bétonisation des jardins ouvriers et partagés de la Buisserate. Avec les habitants, il continue d'alerter sur la richesse du jardin, et l'intérêt de le préserver, mais le dialogue avec la

mairie et la métropole s'annonce difficile.

♦ Contact : Les jardins de la Buisserate, 138 rue Félix Faure, 38940 Saint-Martin-le-Vinoux, avenirdesterres@gresille.org

Médias

♦ **Alternatives économiques**, n° 404, septembre 2020, 4,90 €. Ce mois-ci, nous vous conseillons l'article sur la 5G, salubre dans son analyse des conséquences environnementales du déploiement de cette technologie, alors que la mise aux enchères de ces fréquences a débuté à la mi-septembre 2020. Le numéro rend aussi hommage à Philippe Frémeaux, ancien rédacteur en chef de la revue, économiste apprécié des écologistes, décédé le 3 août 2020.



♦ **CQFD**, "Reprendre le temps volé", n° 190, septembre 2020, 4 €. Joli numéro du mensuel de critique et d'expérimentations sociales marseillais, qui se penche sur le temps qui passe, sur le temps du travail, le temps gagné, etc. Entre l'emprise des nouvelles technologies et l'espace inédit ouvert par le confinement pour certain-es, un dossier passionnant. Pas de temps à perdre pour le dévorer !



♦ **Nature & Progrès**, "Convention citoyenne pour le climat. Qu'en penser ?", n° 129, septembre-octobre 2020, 6,50 €. Un dossier rigoureux et passionnant qui revient sur la mise en place de la convention citoyenne pour le climat et ses 149 propositions, décortiquées par des membres d'ATTAC, du Réseau Action Climat ou encore de *Génération Futures*.

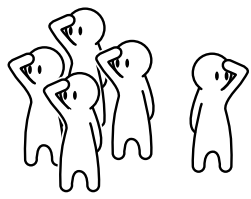


♦ **Les Cahiers de la montagne**, *Logements vides, ça suffit ! Permettre l'accès à la terre et au logement pour toutes et tous*, n° 1, gratuit. Une brochure vivifiante, boîte à outils pour repérer les logements vides et lancer des procédures possibles pour récupérer l'usage de ces biens. Un outil précieux pour penser une meilleure répartition des biens, et un pas de côté vis-à-vis de la propriété privée.



♦ **Politis**, n° 1621, octobre 2020, 3,30 €. L'hebdomadaire donne la voix début octobre au journaliste et cinéaste David Dufresne qui questionne dans son film *Un pays qui se tient sage, la politique répressive de l'État*. Par ailleurs, en sous-titre du journal, on peut lire "Trafic aérien — Il est temps d'atterrir !" : un clin d'œil à la revue *Silence ?* En effet, la formule était le titre du dossier du numéro 369, en juin 2009, c'est-à-dire il y a à peine plus de onze ans...





Alternatives

Prix Nobel alternatifs 2020

Chaque année depuis 1980, le prix *Right Livelihood Award*, souvent désigné comme le "Prix Nobel alternatif", est décerné dans le cadre du parlement suédois. En 2020, il a récompensé :



DR

♦ **Nasrin Sotoudeh**, avocate des droits humains en Iran. Depuis 2003 elle a défendu des prisonnières politiques, des journalistes et des activistes. Elle a été condamnée à 38 ans de prison et 148 coups de fouet pour ses engagements. En 2020 elle a mené une grève de la

faim depuis sa prison pour protester contre les conditions de détention des prisonnières politiques en lien avec le Covid-19.



Ben PL

♦ **Bryan Stevenson**, avocat afro-américain des droits civils aux États-Unis, qui défend les populations les plus marginalisées (handicapé-es, mineur-es,...). Ses combats ont notamment permis de libérer des dizaines de personnes condamnées à mort.



DR

♦ **Lottie Cunningham Wren**, militante des droits autochtones et de l'environnement au Nicaragua. Elle se bat notamment contre les expulsions de communautés indigènes de leurs terres par des militaires

au profit d'intérêts privés et fait l'objet de nombreuses menaces.



Mitchal Jozefczak

♦ **Ales Bialiatski et le Centre pour les droits humains Viasna**, principale ONG de défense des droits humains en Biélorussie. Celle-ci défend les activistes emprisonné-es, documente les violations

des droits humains et des procédures électorales. Bialiatski a été arrêté à 25 reprises mais poursuit ses activités malgré les menaces.



DR

» Pyrénées-Atlantiques

La Ferme légère

Dans le Béarn, *La Ferme légère*, c'est un écolieu collectif qui existe depuis 2015. Une dizaine de personnes y expérimentent l'autonomie alimentaire et énergétique, en développant des pratiques agricoles, artisanales mais aussi artistiques. Le principal objectif de cet écolieu est la décroissance, et la ferme est avant tout un lieu d'expérimentations. Gouvernance partagée et conception permaculturelle du lieu guident ses habitant-es. Le lieu et ses habitant-es sont en toujours en construction, et il est possible de venir visiter l'alternative pour quelques jours... ou plus !

♦ Contact : fermelegere@greli.net, <https://fermelegere.greli.net>



Des épines pour stopper la destruction du vivant

Le collectif *La Ronce* a appelé en octobre 2020 à des actions de dégradation matérielle pour dénoncer la destruction de la biodiversité par certaines multinationales. Ils ont ciblé les produits des grands sucriers, qui ont poussé à la réautorisation des néonicotinoïdes (utilisés pour les cultures de betteraves) votée en octobre. Ces activistes appelaient à un geste simple : ôter le bouchon des produits des différentes marques de sucre, afin de rendre leur vente impossible. "L'Assemblée nationale a voté le 6 octobre la réintroduction des pesticides tueurs d'abeilles, les néonicotinoïdes. Nous ripostons contre ceux à qui profite le crime : les lobbies du sucre" affirme *La Ronce*. Des dizaines de milliers de petites actions ont eu lieu dans les supermarchés en

moins d'une semaine. Le collectif souffle par ailleurs d'autres idées de cibles, comme les trottinettes électriques – en s'attaquant à leur QR code pour empêcher leur utilisation –, les bouteilles de *Coca* et de *Roundup* – en les débouchant pour éviter qu'elles ne soient vendues –, les stations *Total*, en mettant hors-service le système de paiement par carte bleue. Mais aussi les SUV, en dégonflant rapidement leurs pneus à l'aide d'un simple gravillon. Loin de gestes isolés, le collectif souhaite multiplier des actions simples, décentralisées mais simultanées. "La violence n'est pas dans notre camp" réaffirme par ailleurs le collectif qui précise : "nous ne porterons jamais atteinte à l'intégrité physique des personnes".

» Transport maritime

Le retour des bateaux à voile ?

La navigation maritime émet de l'ordre de 3 % des émissions de CO₂ et 18 à 30 % des oxydes d'azote. Alors que des essais de bateaux à voiles classiques sont étudiés, une autre piste, celles des voiles rigides (ou turbovoiles) en forme de pale d'éolienne a été testée pour la première fois sur un bateau du Commandant Cousteau en 1983. La compagnie maritime suédoise Wallenius Marine vient de tester le prototype Oceanbird avec quatre voiles de ce genre. Ces voiles font entre selon 20 m et 80 m de haut selon les vents (ou pour le passage de ponts). Contrairement aux initiatives précédentes, elles sont pilotées de manière manuelle. Le navire dispose quand même de moteurs au fuel pour les manœuvres portuaires ou en cas de panne dans les voiles. Le premier bateau devrait naviguer à partir de 2024. Ce sera un porte-conteneur pouvant transporter 7 000 voitures et qui traversera l'océan atlantique en moins de 12 jours... en consommant dix fois moins de fuel que les navires équivalents. Pour consommer encore moins, il faudra éviter de transporter des voitures d'un continent à l'autre !

414 ppm : le taux de CO₂ dans l'atmosphère continue de monter

Malgré tous les beaux discours de nos politiques, le taux de CO₂ continue de monter. Il a atteint 414 ppm (partie par million) en juillet 2020. Rappelons que ce taux était de 280 ppm vers 1850, au début de l'utilisation du charbon, de 300 ppm en 1960, de 400 ppm en mars 2015. Il continue de monter de 2 à 3 ppm par an. Pour rester en-dessous de 1,5 °C de hausse des températures, le GIEC avait estimé qu'il ne fallait pas dépasser 350 ppm (d'où le nom de l'organisation 350.org). Nous nous en éloignons de plus en plus. Comme par ailleurs, on estime aujourd'hui qu'il y a une cinquantaine d'années de décalage entre la hausse du CO₂ et le réchauffement, même en devenant vertueux aujourd'hui, nous sommes parti-es pour encore au moins cinquante ans de hausse de la température.

Avions : on redécolle comme avant ?

Alors qu'au plus fort de la crise sanitaire et du confinement, en avril 2020, le trafic aérien était tombé en France à 7 % de son niveau antérieur (soit quand même 19 007 vols), il est ensuite remonté régulièrement (130 000 vols en juillet 2020 soit 40 % du niveau de l'année précédente). Seules les destinations Paris-Bordeaux, Paris-Lyon et Paris-Nantes ont été supprimées dans le cadre du plan climat (trajet de moins de 2 h 30 en train). Et cette minuscule mesure est actuellement contestée par les compagnies aériennes devant l'Union européenne au nom de la liberté d'entreprendre.

Marche sur les aéroports

Du 5 septembre au 7 novembre 2012, Pierre-Emmanuel Neurohr a été en prison pour avoir pénétré à plusieurs reprises sur les pistes de l'aéroport de Roissy (voir *Silence* n°408, janvier 2013). L'ancien directeur du CNIID (aujourd'hui Zero Waste) entendait protester contre les dégâts produits par l'avion. À l'époque il était bien seul. Mais depuis, la conscientisation a fait son chemin. Le 3 octobre 2020, ce sont 125 personnes et 5 journalistes qui se sont fait arrêter à Roissy pour la même action. Des personnes ont pénétré le même jour sur les pistes de 18 aéroports français pour demander des restrictions concernant l'usage de l'avion. Sept militant-es bordelais-es qui se sont introduits dans l'aéroport de Mérignac passeront au tribunal en février 2021. À Nantes, c'est le départ d'un avion pour Paris qui a été retardé (encore cinq départs pour Paris par jour pour un trajet facilement réalisable en TGV). Espérons que la mobilisation sera exponentielle et que la prochaine journée verra des milliers de personnes désobéir à leur tour.



Grèves des élèves pour le climat



À Khulna au Bangladesh, les élèves manifestaient pour alerter contre la montée des eaux qui engloutit leur pays.



À Toulouse les grévistes se sont rassemblés devant un grand magasin pour protester contre l'exploitation de la planète, des humains et des animaux.

Avec la reprise des cours à la rentrée de septembre 2020, la grève pour le climat des élèves qui ne veulent pas "faire comme si" la situation était normale face à l'urgence écologique a repris elle aussi ! Le vendredi 25 septembre des actions ont été organisées du Kenya aux Philippines, de Pretoria à Sydney, de Kiev à Stockholm, Hambourg et Athènes. La thématique mise en avant lors de cette journée portée notamment par le mouvement citoyen *Youth for climate* était le fait que celles et ceux qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre sont celles et ceux qui en souffrent le plus. En France, une trentaine de rassemblements et de marches ont eu lieu à Nantes, Douai ou encore à Rennes. Le thème choisi était la résistance aux grands projets inutiles et imposés et aux installations industrielles à risques, alors que l'on célébrait le premier anniversaire de Lubrizol. À Dijon, les jeunes grévistes ont organisé une vélorution. À Grenoble, les jeunes ont occupé la métropole pour protester contre l'élargissement de la rocade et la construction d'un centre commercial. À Paris, la place Sainte-Marthe a été occupée pour tenter d'y installer un camp climat.



Les voitures SUV roulent à contresens de l'histoire

En 2018, si les SUV avaient été une nation, ils auraient été à la septième place parmi les plus gros pollueurs. Ces véhicules aux allures de 4x4 émettent chaque année dans le monde 700 mégatonnes de CO₂, soit autant que le Royaume-Uni et les Pays-Bas réunis.

Apparu à la fin des années 2000 de l'autre côté de l'Atlantique, le terme désigne une nouvelle génération de voitures individuelles plus énergivores, plus lourdes et moins aérodynamiques : le "Sport Utility Vehicle", qui veut littéralement dire en français "véhicule utilitaire à caractère sportif". Sa carrosserie rutilante ressemble à celle d'un véhicule tout terrain mais le SUV est principalement utilisé en ville, où il est devenu une marque de distinction et l'apanage des classes sociales supérieures.

Aujourd'hui, plus de 200 millions de SUV circulent dans le monde et la tendance n'est pas à la décroissance. Avec ces mastodontes, c'est toute la logique du capitalisme ostentatoire qui repart pour un tour.

En 2008, en France, les SUV représentaient seulement 5 % des ventes. Douze ans plus tard, après un matraquage publicitaire, leur part de marché est passée à 41 % des ventes. Leur nombre a été multiplié par huit en une décennie.

Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie, les SUV ont constitué durant ces dix dernières années la deuxième source d'augmentation des émissions de CO₂ dans le monde, après le secteur de l'énergie, mais avant l'industrie lourde, le secteur des transports routiers ou même de l'aviation. Selon le WWF, ces dix dernières années, en France cette fois-ci, les 4,3 millions de SUV mis en circulation représentent la deuxième source de hausse des émissions de CO₂, juste derrière le secteur aérien. En moyenne, ces véhicules consomment 15 % de plus qu'une voiture standard et émettent 20 % de CO₂ supplémentaires. Ils pèsent 200 kilos de plus que les voitures classiques.

Publicitaires, politiques et industriels

Trois raisons structurelles expliquent cette situation : l'effet de mode alimenté par la publicité, l'absence de régulation du gouvernement et le choix industriel des constructeurs automobiles. L'essor du SUV est lié aux batailles médiatiques et commerciales menés depuis dix ans par une armée de communicant-es. Une étude a montré que le budget total de la publicité automobile en 2018 représentait 3,3 milliards d'euros en France, soit l'équivalent du budget TER de l'ensemble des régions. Pour chaque voiture vendue, un peu plus de 1 500 euros sont dépensés en publicité.

Encore récemment, le gouvernement a enterré l'idée de la fin de la publicité pour les véhicules polluants comme les SUV.

De manière générale, les SUV sont bien plus rentables pour les constructeurs. Leur prix à l'achat est plus élevé que celui d'un véhicule classique. Peugeot l'a vite compris en se positionnant rapidement sur ce segment : le constructeur affiche aujourd'hui des taux de marge record.



"Est-ce que mon empreinte carbone a l'air grosse là-dedans ?", détournement publicitaire en Grande-Bretagne.

En partenariat avec : www.reporterre.net



» Haut-Jura

Entretenir la forêt pour manger du fromage

Sur la commune de Lajoux, des travaux forestiers battent leur plein le long de la Combe du Lac : les bûcheron-nes s'activent pour récupérer le bois nécessaire à la fabrication des boîtes du fromage Mont d'Or, qui façonne son goût et lui donne l'AOP du Haut-Doubs. Ici, ce sont 17 épiceas soigneusement sélectionnés par l'entreprise Les Gavottes — l'une des deux dernières à fabriquer les boîtes à fromage de Mont d'Or —, sur lesquels on prélève les "sangles" qui serviront à la fabrication des boîtes. L'entreprise préserve la forêt tout en valorisant le peu de bois prélevé : une bonne entente à conserver !

♦ Fabrique des Gavottes, 3395 rue de Franche-Comté, BP17, F 39220 Bois d'Amont, tél. : 03 84 60 90 01.

Voitures SUV : une mesure en trompe-l'œil

La Convention citoyenne sur le climat avait demandé la mise en place d'un malus sur les SUV (véhicule utilitaire sport, plus de 4 voitures sur 10 actuellement) de plus de 1 400 kg. Le 15 octobre 2020, le gouvernement a annoncé la mise en place de cette mesure... mais en mettant la limite à 1 800 kg. Or les 20 modèles de SUV les plus vendus en France ne dépassent pas ce poids ! À 1 400 kg, 7 de ces 20 modèles sont concernés !

Une fois de plus, rappelons que la mise en place de malus ou de taxes permet certes à l'État d'encaisser de l'argent, mais ne réduit pas la proportion des véhicules polluants : au contraire, pour un riche, c'est de très bon ton d'affirmer pouvoir payer un malus.

La bonne solution, c'est de définir une limite de poids (ou d'émission de gaz) à ne pas dépasser par les constructeurs... avec un calendrier qui prévoit une baisse régulière de cette limite et l'interdiction de vente des véhicules qui dépassent la limite. Nous obtenons ainsi un cercle vertueux : les voitures devenant plus légères et moins consommatrices n'auront plus besoin de moteurs aussi puissants, lesquels pourront donc s'alléger, etc.



» Paris

La Seine n'est pas une poubelle !

Le parquet de Paris a ouvert une enquête en septembre 2020 visant le cimentier Lafarge pour "déversement, et ou abandon de substances nuisibles". En cause : la centrale à béton sur les quais du port de Bercy, alors qu'un employé a été vu en train de nettoyer en août un camion-toupie plein de ciment dans le fleuve, à coup de produits. Les écoulements d'eau chargée en résidus de béton et de plastique dans la Seine provenaient d'"un trou réalisé volontairement dans un des bassins de stockage de récupération du béton, usagé et jouxtant le bord de Seine et souillant le quai sur plusieurs mètres en continu et sans interruption", précise le procès-verbal d'infraction. Selon *Europe 1*, un deuxième site Lafarge, situé à Paris dans le 15^e arrondissement, serait également concerné. (Source : *Le Monde*, 1^{er} septembre 2020, Stéphane Mandard)

» Ivry

Un incinérateur n'est plus nécessaire

Construit en 1969, modernisé en 1995 et 2005, le centre d'incinération d'Ivry/Paris13 est le plus grand incinérateur d'Europe. Un projet de déconstruction-reconstruction pour 2023 provoque actuellement d'intenses débats. Certes, le projet prévoit une capacité d'incinération des déchets moitié moins importante qu'aujourd'hui... mais les opposant-es estiment qu'au niveau de la capitale, l'existence des deux autres incinérateurs à Saint-Ouen et Issy-les-Moulineaux est suffisante dans l'optique de la loi de transition énergétique, qui prévoit d'atteindre 65 % des déchets recyclés ou compostés d'ici 2025. Or, pour le moment, seuls 16 % des déchets ménagers sont recyclés. D'ores et déjà plus de la moitié des déchets actuellement brûlés pourraient être recyclés ou compostés et la quantité globale est prévue à la baisse du fait de la limitation des emballages à usage unique.

L'incinérateur alimentant un réseau de chaleur, le supprimer nécessiterait de revoir la politique de chauffage, ce qui passe notamment par une forte amélioration thermique des bâtiments desservis. *Zero Waste* et le *Collectif 3R* ont proposé des plans alternatifs et des recours juridiques ont été engagés devant les tribunaux pour faire respecter les orientations officielles.

♦ Pour en savoir plus : <https://collectif3r.org>

» Dordogne

Contre l'usine à bitume

Entre les communes de Thenon et d'Azerat, sur la zone d'activité du Rousset, un projet de centrale d'enrobé de bitume à chaud suscite les oppositions. Portée par la société *Lagarde et Laronze*, cette usine serait située entre une zone *Natura 2000* et 2 *ZNIEF* (Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique), à 750 mètres d'un captage d'eau potable pour Thenon. Les riverain-es qui s'y opposent dénoncent une opération menée dans leur dos, la commune ayant lancé la consultation publique en catimini au dernier moment alors qu'elle vend ses terrains à l'entreprise depuis des années. L'*Association pour la Protection de l'Environnement du Causse (Acapec)* mène la fronde. Elle dénonce notamment les pollutions atmosphériques à venir, le trafic routier engendré, les odeurs, l'impact touristique, et remet en cause plus largement la logique de l'artificialisation des terres.



♦ *ACAPEC, s/c Mange Helen, La gare, 24210 Thenon, www.acapec.fr.*

» Tarn

Non à l'e-commerce, oui à l' "ici commerce" !

Terra 2 est le nom du projet d'implantation d'une plateforme logistique sur la ZAC des Portes du Tarn, à cheval entre le Tarn et la Haute-Garonne. Il s'agit d'un immense entrepôt de 70 000 m² dédié au commerce en ligne, doté de 120 quais d'embarquement avec une fréquence attendue de 250 à 500 camions par jour entre Castres et Montauban. Le 19 septembre 2020, une "fête de l'ici commerce" sur le site du projet a rassemblé de nombreuses personnes et groupes opposés à ce projet jugé "d'un autre temps" : écologiquement destructeur, promouvant une dynamique de mondialisation forcée au détriment du commerce local, générant des emplois précaires. Pour elles et eux, "crise sociale et urgence écologique exigent un changement radical pour relocaliser l'économie, développer des activités cohérentes avec la transition écologique, conserver nos commerces et nos productions locales".

♦ *Contacts sur <https://etpourquoipas81.wordpress.com>*

» Grèce

Les Citoyens éveillés s'organisent contre les énergies fossiles

Différentes concessions ont été octroyées par le gouvernement grec à quatre grands groupes pétroliers (*Esso, Eni, Repsol* et *Total*) pour prospecter et extraire des hydrocarbures. Ces concessions se situent pour beaucoup dans la région d'Épire, qui abrite des montagnes jusqu'ici préservées, ou encore sur l'île de Tinos. Ces concessions chevauchent par ailleurs deux régions identifiées comme d'importance mondiale pour les mammifères marins.

En 2019, une centaine de scientifiques ont lancé un appel pour annuler le programme d'exploration et d'exploitation de ces hydrocarbures, destructeurs de l'environnement. Mais le gouvernement grec ne veut pas reculer face au devises promises par la manne pétrolière. En réponse, de nombreuses organisations internationales de défense de l'environnement ont publié un

manifeste pour demander à l'Union européenne de mettre en place un programme de sortie de l'extraction du pétrole en Europe, en refusant de délivrer des permis après 2023. Alors qu'en Grèce, une loi votée en mai 2020 de "modernisation environnementale" retire aux autorités locales le pouvoir de délivrer (ou non) des permis pour les investissements majeurs, le mouvement des *Citoyens éveillés* (*Awake citizens*) s'est créé. Des centaines d'activistes se sont relayés jour et nuit devant le Parlement pendant 72 jours pour dénoncer le recul environnemental du pays. Les *Citoyens éveillés*, qui se sont montés dans plusieurs villes du pays depuis le printemps 2020, appellent à la démocratie directe et à la mise en place d'assemblées citoyennes. (Source : *Imagine*, n° 140, septembre-octobre 2020)



» Loire-Atlantique

Non au plus gros méthaniseur de France

Corcoué-sur-Lorgne, ses 3 000 habitant-es, et... son usine de méthanisation industrielle ? C'est en effet dans cette commune que la société *MetalHerbages*, création conjointe de la *Coopérative d'Herbage et de Nature energy* (entreprise danoise), a pour projet d'installer un méthaniseur 3 fois plus gros que le plus important actuellement existant en France. Il brasserait chaque année 680 000 tonnes de fumier, le lisier et des cultures intermédiaires produites sur 230 exploitations agricoles de Loire-Atlantique et de Vendée afin de produire du biogaz alimentant le réseau local de chaleur. Un collectif d'opposition à ce méga-projet s'est mis en place en 2020. Il dénonce la faiblesse de la communication et de la concertation locale autour de ce projet, ainsi que son gigantisme et les dérives du monde agricole qu'il entretient. "Dans une région de production laitière, milieu qui connaît des difficultés, on propose aux exploitant-es un smic par mois s'ils ne sortent plus les bêtes dans les champs. Ils participent à ce projet pour des raisons financières. Ils passent du statut d'agricult-riche

à celui d'énergicult-riche. On comprend qu'ils ou elles aient besoin de manger, mais, à un moment, il faut changer le système !", explique Jacqueline Fraboul, opposante, au *Courrier du Pays de Retz*. "La méthanisation, on serait plutôt pour si c'est proportionné à de petites unités", explique un opposant. Mais c'est le gigantisme de ce projet qui crée des effets pervers. "Ce type de méga-équipement pousse à une logique productiviste, explique Nicolas de la Casinière sur le site *Reporterre*. L'outil génère ses propres enjeux. Il faut alimenter en continu l'usine, tout en maintenant un délicat équilibre à la décomposition organique. Fumier et lisier ne fonctionnent pas seuls. Il faut leur ajouter des cultures intermédiaires — avoine, orge, voire maïs —, plantées dans le seul but de nourrir le processus de production du gaz." Les opposant-es dénoncent aussi le passage de 120 camions par jour prévus sur des routes étroites, ainsi que les risques d'accidents et de pollution des terres et de l'eau.

♦ Contact : info.methaniseur.corcoue@gmail.com.

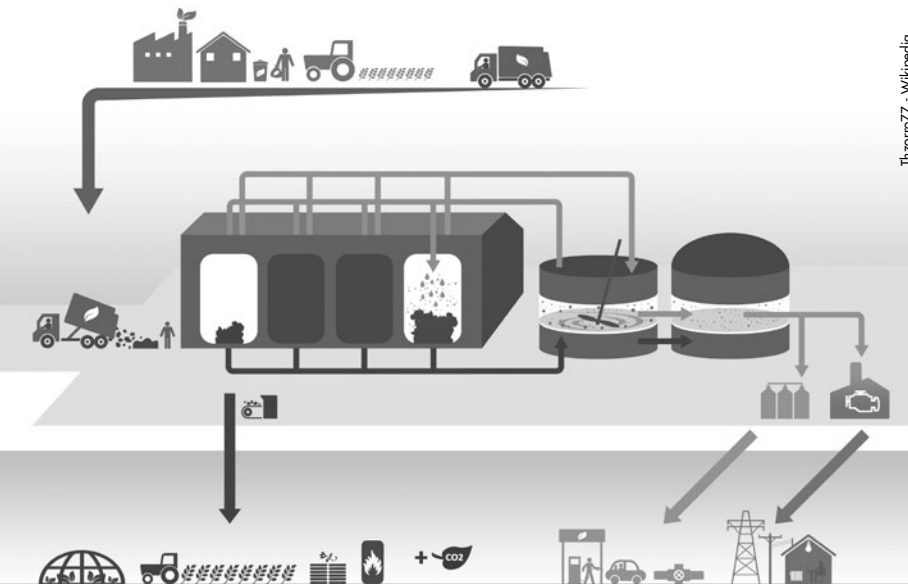


Schéma du procédé de méthanisation.

De haut en bas et de gauche à droite : collecte des déchets, stockage, digestion, valorisation en digestat et biogaz.

» Loire-Atlantique

Abrakadabois, pour que respire la forêt de Rohanne

Sur le terrain libéré par la résistance au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, depuis 4 ans, le collectif *Abrakadabois* réalise des activités de formation et d'entretien écologique de la forêt de Rohanne. Aujourd'hui certaines parcelles pourraient être rasées et la gestion de la forêt pourrait revenir à l'ONF qui a pris un virage vers la monoculture sous la pression des acteurs privés. Le collectif souhaite poursuivre une dynamique sylvicole respectueuse de la forêt et développer un circuit court "de l'arbre à la poutre" au profit de projets locaux, avec des pratiques comme le débardage à cheval et la sylviculture douce et régulière favorable à la diversité des essences. L'association *Les ami-es de la forêt de Rohanne* est née à l'automne 2020 afin d'appuyer cette dynamique locale et pouvoir peser en nombre lors des négociations avec le département. On peut adhérer (sans payer) en contactant lesamiesdelaforetderohanne@riseup.net ou en se renseignant auprès du fonds de dotation *La terre en commun*, <https://encommun.eco>

» Absurdie

Préserver la chasse avec des robots

Alors que l'immense majorité des Français-es se dit favorable à l'interdiction de la chasse, pratiquée par moins de 2 % de la population, le 8 octobre 2020, le député LREM Damien Adam a déposé un amendement proposant de remplacer les animaux traqués lors d'une chasse à courre... par un robot. Oui, un robot gibier financé par de l'argent public, pour que le plaisir macabre de quelques-un-es soit assouvi... L'amendement a finalement été rejeté. Dans un autre amendement, l'élu demande l'interdiction de la chasse à courre à compter du 1^{er} janvier 2023. Si nous ne pouvons que souscrire à l'interdiction de la chasse à courre pour des raisons évidentes de bien-être animal, le financement de robots pour perpétuer cette pratique nous consterne.

Le prix Nobel de chimie récompense les nouveaux OGM

Le prix Nobel de chimie attribué en 2020 aux chercheuses Emmanuelle Charpentier et Jennifer Doudna récompense leur avancée dans la mise en place de *Crispr-Cas9*, le nom d'un nouvel outil de modification génétique. Celle-ci viendrait agir comme des "ciseaux génétiques" servant à découper l'ADN avec précision.

Derrière cette invention, il y a le fantasme que nous sommes désormais capables de maîtriser à la racine tout le processus du vivant en modifiant à notre guise le génome pour développer les caractéristiques souhaitées. Et pourtant sa pseudo-précision est très incomplète : en modifiant volontairement certains gènes, on crée au passage d'autres modifications aléatoires dans le génome, sur l'expression de ce gène et dans la cellule, modifications qu'on est incapable de maîtriser. Cette technologie est depuis quelques années présentée comme un graal et est explorée autant en médecine qu'en biologie pour inventer "des végétaux ou des animaux de demain", commente *Le Monde*. Elle contribue à nourrir l'idéologie du "tout génétique" en vogue actuellement. Elle vient également brouiller les pistes en permettant à de nouveaux OGM créés via cette méthode de passer outre les réglementations en vigueur. En 2018, c'est avec horreur que le monde a appris que des Chinois avaient créé un bébé génétiquement modifié par cette technologie. Cette dernière fait par ailleurs l'objet d'une âpre concurrence pour son brevetage, avec de farineux intérêts financiers à la clé. À quand le prix Nobel au principe de précaution et à la recherche indépendante des intérêts financiers ?



Énergies

» Danemark

Vers le 100 % renouvelables

Le programme gouvernemental danois prévoit une diminution des émissions de gaz à effet de serre de 70 % d'ici à 2030 et de 100 % en 2050. Pour atteindre cette neutralité carbone, les énergéticiens prévoient un développement intensif de l'éolien. Comme cela coûte moins cher de mettre les éoliennes sur la terre ferme qu'en mer mais que, par ailleurs, la place manque, le gouvernement danois a annoncé fin, mai 2020, la construction de deux îlots artificiels en mer du Nord. Avec ces nouvelles installations, le pays devrait couvrir plus que ses besoins en électricité. Actuellement, les renouvelables assurent déjà les deux tiers de l'électricité du pays, le reste provenant de centrales thermiques.



UN / Eskinder Debebe

Éolien : course au gigantisme, course au fric

En mai 2020, la société *Siemens Gamesa* a annoncé la mise au point d'une éolienne de 14 MW (millions de watts). C'est le nouveau record mondial. L'éolienne culmine à 222 m de haut avec des pales de 108 m de long, ce qui permet de capter l'énergie du vent sur une surface de 39 000 m² (plus de 5 terrains de football). Pour donner un exemple de la production de ce genre d'éoliennes, la société dit qu'il suffirait d'en installer une trentaine au large de Nice pour couvrir les besoins en électricité de cette ville (340 000 habitant-es).

La course au gigantisme dans le domaine de l'éolien est justifiée par la baisse rapide du coût de production de l'électricité avec la taille. Quand la longueur des pales est doublée, la surface balayée est multipliée par 4. Plus l'éolienne monte haut, plus elle capte des vents forts et réguliers. La limite de taille, sans cesse repoussée pour le moment, est celle de la vitesse en bout de pale, laquelle atteint 264 km/h pour des pales de 50 mètres tournant à 14 tours-minute ; 325 km/h pour des pales de 108 mètres tournant à 8 tours-minute (vitesse maximum pour ne pas dépasser le mur du son). Afin de rester en dessous d'une certaine vitesse, les éoliennes sont freinées en cas de fort vent. À l'inverse, différents procédés permettent aux éoliennes de démarrer avec des vents de plus en plus faibles.

En juin 2019, *EDF* a décroché un contrat pour la construction de 75 éoliennes de 8 MW au large de Dunkerque. Ceci à un prix inférieur à 50 € du MWh. La mise au point d'éoliennes encore plus puissantes vise à diminuer ce prix pour être plus concurrentiel. Il n'y a évidemment aucune considération écologique dans cette démarche : il ne s'agit que de gagner de l'argent. C'est la fameuse "croissance verte", nouvel oxymore pour remplacer le "développement durable".

» États-Unis

Industrie pétrolière en crise

Malgré la fin du confinement en Europe au mois de mai 2020, la consommation mondiale de pétrole reste en milieu d'année à un niveau inférieur à la production. D'où un problème de stockage de plus en plus aigu. Mais pas question d'arrêter les forages : selon les compagnies pétrolières, un arrêt coûte 20 000 \$ par puits et 50 000 \$ pour le redémarrer.

Au Texas, plutôt que d'arrêter l'extraction, les compagnies pétrolières ont obtenu, en mai 2020, une dérogation aux règles environnementales, leur permettant d'utiliser des cavités souterraines dans des mines de sel pour y stocker du pétrole brut. Outre les risques de pollution lors de ces manipulations, descendre et remonter du pétrole dans le sol a un coût énergétique. Les rendements déjà en baisse du fait de l'épuisement des nappes, va ainsi continuer de baisser du fait

d'une méthode de stockage très discutable.

Plusieurs compagnies des États-Unis travaillant dans le secteur du pétrole de schiste ont fait faillite et malgré l'annonce du refus d'interrompre l'extraction, la production du pays est passée de 9 millions de barils par jour en mars à 7,8 Mb/j en juin (-14 %). Les perspectives dans le domaine du pétrole de schiste sont dramatiques. 7 compagnies ont déjà fait faillite entre mars et juin et si le prix international du baril de pétrole reste autour de 30 \$, 70 entreprises pourraient cesser leurs activités en 2020, 170 autres en 2021.

Alors que pendant quelques années, du fait de l'exploitation du pétrole de schiste, les États-Unis étaient redevenus exportateurs de pétrole, ce n'est plus le cas. Le pays a importé au premier semestre 2020, 7,2 millions de barils par jour.

» Drôme

Ti'éole : construire une éolienne de A à Z

Pour gagner en autonomie énergétique, *Ti'éole* propose des stages d'autoconstruction d'éoliennes, loin de la dépendance aux grands fournisseurs d'électricité. Intégré au réseau Tripalium qui propose des stages dans la France entière, *Ti'éole* propose de construire une éolienne individuelle, en explique le fonctionnement et aide à acquérir son indépendance énergétique. La société *Ti'éole* encourage le développement de la filière petit éolien depuis 2007 par des formations sur l'éolien, la distribution de matériel, l'installation de machines industrielles et autoconstruites.



DK

♦ *Ti'éole*, 13 bis rue Montplaisir, 26000 Valence, tél. : 09 81 23 59 42, <http://www.tieole.fr>.



Nucléaire

Démantèlement nucléaire : le "retour à l'herbe" n'est pas pour demain



Après l'arrêt des deux réacteurs de Fessenheim, cela fait quinze réacteurs nucléaires arrêtés en France. Et rappelez-vous, lors de leur construction, nos gouvernements avaient promis le "retour à l'herbe" après leur arrêt. Qu'en est-il dans la réalité ? Les réacteurs de Fessenheim (arrêtés en 2020) ne seront pas déchargés de leur combustible usé avant plusieurs années. Le réacteur Phénix, à Marcoule (Gard), arrêté en 2010, n'a toujours pas été déchargé, et contient toujours un énorme stock de sodium radioactif. Superphénix à Creys-Malville (Isère), arrêté

en 1997, est en cours de démantèlement à l'exception du bâtiment réacteur trop radioactif. G1, G2 et G3, petits réacteurs du CEA à Marcoule, ne sont pas démantelés... même si le réacteur A1 est à l'arrêt depuis 1973, soit 47 ans ! Pas mieux pour Brennelis (Finistère) à l'arrêt depuis 1985, Saint-Laurent 1 et 2, Bugey 1, et Chooz A. EDF a changé plusieurs fois de discours annonçant un démantèlement après un temps de repos, puis sous la pression de l'ASN, le plus rapidement possible, avant de reculer après avoir reconnu des problèmes imprévus... On parle maintenant de "retour à l'herbe" pour 2070 ! Près d'un siècle après le fonctionnement des réacteurs. Autant dire que rien n'est moins sûr. EDF risque bien d'avoir fait faillite d'ici là. Et même ainsi, chaque réacteur laissera en héritage des millions de tonnes de déchets radioactifs. Comment est-il possible qu'aujourd'hui il y ait encore des supporters d'une telle énergie ?

Nucléaire et démantèlement, tellement dément.

» Grande-Bretagne

L'échec du nouveau programme nucléaire

En 2012, la Grande-Bretagne avait décidé de renouveler son parc nucléaire d'ici 2030. Huit sites avaient été retenus pour y construire au moins 16 nouveaux réacteurs. Trois opérateurs se mettent alors sur les rangs : EDF (France), Hitachi (Japon) et Toshiba (Japon). EDF a réussi à négocier un prix garanti de rachat de l'électricité à un prix élevé, lui permettant de garantir la rentabilité de deux futurs EPR. Le gouvernement britannique a accepté ces conditions financières le 15 septembre 2016. Mais depuis, de nombreuses organisations, officielles ou privées, ont dénoncé cet accord estimant que cela faussait le prix réel de l'électricité... Suite à ces dénonciations, le gouvernement a refusé de signer de nouveaux

accords avec les autres opérateurs. Suite à ce refus, Toshiba s'est retiré en 2018. Hitachi vient de le faire, fin 2020. Et une forte opposition continue à demander l'annulation des prix garantis à EDF. Les deux réacteurs EPR devraient en effet coûter au minimum 25 milliards d'euros et le gouvernement britannique a garanti à EDF un prix d'achat de 92,50 livres sterling (101 euros) par mégawatt-heure pendant 35 ans... alors que les éoliennes britanniques produisent de l'électricité à moins de 80 euros/MWh, et que le prix du solaire diminue à toute vitesse : seulement 11 euros le MWh pour un projet récent au Portugal.

Le nucléaire ne résiste pas au réchauffement climatique

Il y a encore des hurluberlus qui pensent que le nucléaire peut nous aider dans la lutte contre le changement climatique. C'est oublier un peu vite comment fonctionne une centrale nucléaire. La réaction nucléaire chauffe un fluide (généralement de l'eau) à haute température, la vapeur va faire tourner des alternateurs et l'ensemble est refroidi par de l'eau pompée à l'extérieur en très grande quantité (mer ou rivière).



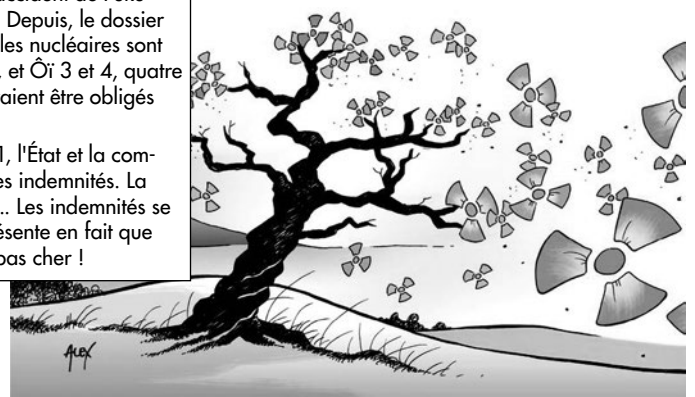
Les problèmes :

- ◆ Le nucléaire crée donc, comme toute les centrales thermiques, de la chaleur : les deux tiers de l'énergie produite se convertissent en chaleur. Ce qui n'est pas terrible pour lutter contre un réchauffement.
- ◆ Le nucléaire a besoin d'eau pour refroidir les réacteurs. C'est le plus gros consommateur d'eau dans le milieu industriel (50 m³ par seconde, sans tour de refroidissement). Quand les sécheresses augmentent, il faut arrêter les réacteurs, comme cela a été le cas durant l'été 2020 pour les réacteurs de Chooz (sur la Moselle) et de Golfech (sur la Garonne).
- ◆ Le nucléaire ne peut fonctionner dans un contexte trop chaud, ce qui a conduit par exemple à arroser les réacteurs de Fessenheim lors d'une canicule en Alsace en 2003.
- ◆ Plusieurs réacteurs nucléaires ont été construits en bord de mer sans prendre en compte la montée du niveau de ces mers. Cela a failli tourner au drame quand en 1999, une grande marée a envahi le site du Blayais vers Bordeaux.

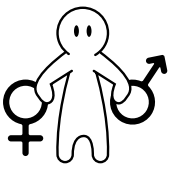
Fukushima

◆ **Nouveau frein sur le redémarrage de réacteurs.** Au moment de l'accident de Fukushima, en 2011, un mode de stockage des déchets radioactifs devait être décidé. Depuis, le dossier n'a pas avancé. En conséquence, les piscines de stockage sur les sites des centrales nucléaires sont pratiquement pleines. C'est notamment le cas pour les réacteurs Takahama 3 et 4, et Ōi 3 et 4, quatre des neuf réacteurs qui ont été redémarrés. Faute de solution, ces réacteurs pourraient être obligés de rester à l'arrêt après les révisions prévues début 2021.

◆ **Bataille juridique.** Suite à la plainte de 3 550 personnes évacuées en 2011, l'État et la compagnie électrique Tepco avaient été condamnés en première instance à payer des indemnités. La Cour d'Appel de Sendai a confirmé le 30 septembre 2020, le premier jugement... Les indemnités se montent à un milliard de yens, ce qui peut sembler beaucoup, mais cela ne représente en fait que 2 300 € par plaignant.e. La vie détruite de ces personnes ne coûte décidément pas cher !



Féminismes ♀



Eunice Foote, découvreuse méconnue de l'effet de serre



Les manuels d'histoire ont retenu que c'était l'Irlandais John Tyndall qui avait découvert l'effet de serre en 1860. Mais 3 années avant lui, la new-yorkaise Eunice Foote avait démontré, dans un article d'une revue scientifique, ce mécanisme ainsi que

son rôle dans la variation du climat. Elle était ensuite tombée dans l'oubli jusqu'à ce qu'un géologue retraité exhume ses travaux en 2011. Foote demeure encore largement inconnue, même des climatologues. Il est temps de lui donner la place qui convient dans la mémoire collective. À quand son entrée dans les manuels d'histoire ?

Les gaz lacrymos ont des conséquences graves sur la santé des femmes

Les gaz lacrymogènes, employés massivement depuis plusieurs années contre les manifestant·es en France de façon disproportionnée et arbitraire, ont des effets très nocifs sur la santé, provoquant des dommages parfois irréversibles au niveau des yeux, de la peau, des poumons et du tractus gastro-intestinal. En septembre 2020, le site *StreetPress* publie une enquête qui affirme que ces gaz peuvent aussi être responsables de règles très douloureuses, irrégulières ou abondantes, et même de fausses couches. Pour le biologiste Alexander Samuel, selon le moment de l'exposition au gaz, cela peut soit provoquer une plus grande croissance de l'endomètre qui occasionnera des règles abondantes, soit provoquer des contractions et des règles dans les heures qui suivent. Andrei Tchernitchin, président du département environnemental du Collège Médical du Chili, affirme que ces gaz augmentent le risque de fausses couches et qu'y être exposée durant une grossesse pourrait être à l'origine de malformations fœtales et de bébés mort-nés. Malgré une documentation scientifique et édifiante qui s'accumule, l'utilisation de ces gaz est banalisée en France. (Source : *Streetpress*, 18 septembre 2020)



CCO Domaine public

Libertés



» Grenoble

Six militant·es écolos et l'absurdité de la justice

Début septembre 2020, six activistes grenoblois·es ont été arrêté·es par la police à proximité du jardin de la Buisserate, à Saint-Martin-le-Vinoux, en Isère. Le groupe était en repérage pour ouvrir une vieille bâtisse abandonnée dans l'idée d'en faire un espace convivial pour protéger le jardin, menacé par un projet immobilier. À partir de là, la machine s'emballa : 60 heures de garde à vue, prélèvement de force de leur ADN, et en parallèle cinq perquisitions à leur domicile, chez leurs parents ou dans leurs colocations. Ordinateurs, clés USB, disques durs et téléphones portables ont été mis sous scellés. Des livres des géographes libertaires Élisée Reclus et Pierre Kropotkine, des auteur·es du XIX^e siècle, leur ont été confisqués comme autant de pièces à conviction. On rappelle les faits reprochés : avoir pénétré sur un terrain privé. Aujourd'hui, les suspect·es, âgé·es de 21 à 29 ans, encourent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Et en attendant, assignation à résidence entre 20 h et 7 h du matin, interdiction d'entrer en contact les uns et les unes avec les autres, pointage hebdomadaire au commissariat, obligation de travailler ou d'effectuer une formation, interdictions de se rendre sur la commune de Saint-Martin-le-Vinoux et de sortir du territoire national. Le collectif de soutien juridique CAR 38 qui accompagne les mises en examens dénonce la "dérive de l'État d'urgence sécuritaire" : "C'est totalement disproportionné au regard des faits". (Source : *Reporterre*, Gaspard D'Allens, Pablo Chignard, 7 octobre)

♦ CAR 38, tél. : 07 74 24 57 57, car38@riseup.net, <https://www.car38.org>

La répression en France menace sérieusement le droit de manifestation et d'expression

Fin septembre 2020, *Amnesty International* a publié un rapport accablant contre la France, le gouvernement, les systèmes policiers et judiciaires. Depuis fin 2018, en France, la répression des manifestations a été d'une ampleur inédite. Manifester pacifiquement expose au risque de violences policières, mais aussi à celui de finir en garde-à-voir. En effet, les autorités ont instrumentalisé des lois contraires au droit international pour verbaliser, arrêter arbitrairement et poursuivre en justice des gens qui n'avaient commis aucune violence. Pendant la période de mobilisation des Gilets jaunes et contre la réforme des retraites, plus de 40 000 personnes ont été "arrêtées arbitrairement" et condamnées pour diverses infractions et délits "sur la base de lois vagues", affirme l'ONG.

Les libertés associatives en danger

L'*Observatoire des libertés associatives* a publié en octobre 2020 un rapport alarmant. Le milieu associatif engagé dans la défense des droits humains, l'écologie ou la solidarité fait face à de multiples attaques des pouvoirs publics français qui mettent en péril sa liberté d'expression et d'action, voire l'existence même de nombreuses structures. Cet observatoire, créé en mars 2019, pointe 100 cas d'associations dont les activités ont été réprimées, restreintes voire entravées par les pouvoirs publics. La lutte contre le centre d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure, la répression autour de la ZAD de NDDL ou contre les soutiens aux personnes migrantes, etc. Pour l'observatoire, depuis 2015 on assiste à une escalade de la violence et de la répression envers les associations et militant·es, notamment celles et ceux revendiquant une mission de plaidoyer. Pour Antoine Gatet, juriste à *France nature environnement* : "les politiques publiques empruntent de plus en plus des voies intenables sur le plan écologique. Quand on dénonce cela, en pointant des pratiques agricoles non durables, ou des projets dévastateurs, ils ont tous la même réaction : faire taire le débat démocratique !". (Source : *BastaMag*, Vanina Delmas, 7 octobre)



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

DÉSARMONS !

Patrice Bouveret

La militarisation au quotidien

Quand l'armée investit la culture...

La pandémie a mis un coup de frein au projet d'extension du Service national universel (SNU). Même si cela ne signifie pas son abandon. Tous les séjours de cohésion ont été annulés en 2020, à l'exception de celui en Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement tablait sur un recrutement de 20 000 à 30 000 volontaires, mais seulement 7 500 jeunes se seraient portés candidats... Soulignant le faible écho de l'initiative auprès des jeunes. Le second temps des missions d'intérêt général a été maintenu, mais aucune donnée sérieuse n'est disponible, permettant d'en mesurer l'impact.

De quoi se réjouir pour toutes celles et ceux qui, comme nous, sommes opposés à ce retour de l'embrigadement de la jeunesse... Sauf que l'armée utilise bien d'autres registres pour poursuivre sa propagande !

L'armée, deuxième acteur culturel de l'État !

Or, quand on évoque la militarisation de la société, on critique la fabrication des armes, les opérations militaires, la présence des militaires dans le cadre du plan vigipirate, mais bien trop rarement le rôle de l'armée qui se targue d'être le deuxième acteur culturel de l'État !

Les visites d'immersion de classes de collégiens ou de lycéens dans les casernes sont un des moyens utilisés par l'armée. Elles sont facilitées par le protocole signé entre les ministères de la Défense et de l'Éducation nationale, qui décline toute une série de mesures permettant aux deux institutions d'interagir.

Contestées au début des années 1980, lors de leur première mise en place, ces relations "pédagogiques" ne font plus l'objet de réelles critiques.

L'armée a également investi, au fil des années, tous les domaines culturels, de la gestion des archives à la valorisation du patrimoine immobilier en passant par les bibliothèques, les musées, l'aide aux écrivains, aux chercheurs, aux réalisatrices de films, avec notamment toute une série d'événements et de prix financièrement dotés pour récompenser telle ou telle œuvre. Le dernier en date : la première édition en 2020 du prix "Les galons de la BD" pour récompenser des bandes dessinées traitant d'un sujet militaire !

Certes, sur un plan budgétaire, rien de comparable entre les montants investis dans les systèmes d'armement et celui pour développer l'emprise de l'armée sur la société. Toutefois ces sommes ne sont pas négligeables et seraient fort utiles pour d'autres secteurs si elles leur étaient allouées directement par l'État. En effet, le budget militaire pour 2021 consacre 39 millions d'euros à consolider les "Liens entre la Nation et son armée". Pas la peine de chercher le détail de la répartition de cette somme, il n'est pas indiqué.

Toutes ces initiatives, ces prix peuvent apparaître bien innocents, voire même ridicules pris chacun individuellement, mais ils contribuent à ancrer la présence du militaire dans la société comme un poisson dans l'eau, comme un élément naturel qui ne pose pas problème, qui ne doit pas nous interroger. Et qui, de fait, ne fait pas l'objet de contestation. De quoi faire travailler notre imagination...

Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.obsarm.org



Jai Jagat

Le 26 septembre 2020, les différentes marches de *Jai Jagat* pour la justice et la paix, dont *Silence* était partenaire, ont convergé à Genève pour un événement festif et un repas partagé géant sur la plaine de Plainpalais.



Un arrêt a été fait devant l'ONU. Un moment intense pour clôturer une aventure d'un an marquée par une marche partie de Delhi et par des mobilisations dans de nombreux pays (voir le dossier de *Silence* n°491).

Laurence Redolier



C'est officiel, les armes nucléaires deviennent illégales !

C'est une avancée historique dans la lutte contre les armes nucléaires. Le 24 octobre 2019, le Honduras a été le 50^e État à ratifier le TIAN, *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*. Ce qui entraîne l'entrée en vigueur de ce traité 90 jours plus tard, le 22 janvier 2020. À partir de cette date, les armes nucléaires seront donc officiellement illégales au vu du droit international, après les armes chimiques et biologiques. Cela ouvre la possibilité de moyens de pression nouveaux sur les États détenteurs de ces armes pour les obliger à procéder au désarmement nucléaire et renforce la légitimité des actions d'opposition au nucléaire militaire. Par ailleurs, il faut noter que 37 nouveaux États préparent également leur signature de ce traité aux Nations unies. En France, pays qui a tenté par tous les moyens de bloquer l'avancée de ce traité, les plus de 5 milliards d'euros dépensés pour l'armement atomique seraient plus utiles pour renforcer les hôpitaux que pour menacer d'éventuels États ennemis d'une apocalypse nucléaire en cas d'attaque des intérêts de la nation.



SOLIDARITÉS SANS FRONTIÈRES

Violences sexuelles au travail : la responsabilité des entreprises

D'après le *Bureau international du travail* en 2017, 35 % à 50 % de femmes dans le monde auraient déjà subi des propos déplacés, des contacts physiques non désirés ou d'autres formes de harcèlement sexuel au travail.

Ces violences sont souvent minimisées par les employeurs, qui les considèrent comme de regrettables "affaires" n'engageant pas leur responsabilité mais celle de tel ou tel individu.

Mais si les violences sexistes et sexuelles au travail sont bien un problème de société qui déborde le cadre professionnel, elles résultent aussi d'une certaine organisation du travail. Elles s'inscrivent en effet dans un continuum de négation des droits, de brimades et de violences tout au long des chaînes d'approvisionnement des entreprises transnationales.

Le secteur textile : un cas d'école

Les femmes représentent 80 % de la main-d'œuvre dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'habillement. Elles y exercent majoritairement des emplois précaires, peu qualifiés et peu rémunérés. La faible syndicalisation et la subordination à des cadres majoritairement masculins sont des facteurs de risques.

Au Cambodge, plus de la moitié des ouvrières interrogées en 2014 avaient souffert ou été témoins de harcèlement au travail, y compris de brimades de la part de leurs collègues et de harcèlement sexuel. Au Bangladesh, elles étaient plus de 80 % à témoigner d'insultes, de

coups ou de harcèlement sexuel dans notre enquête de 2019. En Jordanie, où le secteur emploie de nombreuses réfugiées syennes, notre enquête de 2018 montre qu'elles courent deux fois plus de risque que les autres ouvrières d'être harcelées ou agressées.

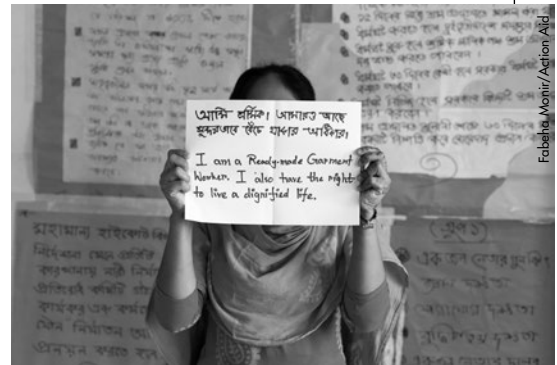
D'une manière générale, les insultes et les brimades sont courantes pour obtenir le respect des délais et du rendement demandés par les grandes marques. Il s'agit de placer les travailleuses en position de faiblesse et d'exercer un contrôle sur elles. Ces violences sont donc structurelles et pas seulement individuelles.

Et si les entreprises françaises montraient l'exemple ?

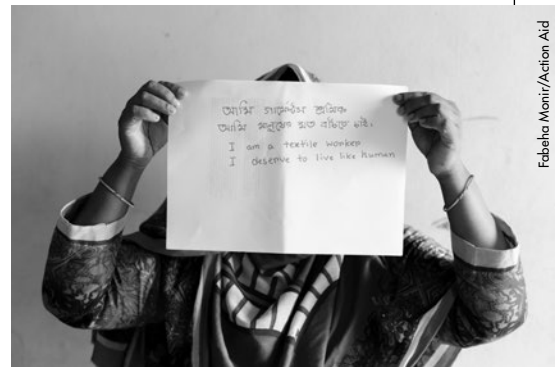
Les entreprises françaises emploient 5,5 millions de personnes dans plus de 190 pays. Par leurs modèles économiques et leurs pratiques d'achats, elles sont en grande partie responsables des conditions de travail dans leurs chaînes d'approvisionnement.

C'est pourquoi nous leur demandons :

- de revoir leurs politiques d'achats pour réduire la pression sur les ouvrières (prix d'achat, stabilité du contrat, délais de production...),
- d'intégrer des clauses spécifiques dans les contrats pour interdire et sanctionner les violences chez leurs sous-traitants et fournisseurs,



Dakka, Bangladesh, 2019 : "Je travaille pour l'industrie du prêt-à-porter. J'ai droit à une vie digne".



"Je suis une ouvrière du textile. Je mérite de vivre comme un être humain."

- de mettre en place des mécanismes de contrôle effectifs et de confier à des syndicats et organisations féministes l'organisation de formations pour tout le personnel,
- de garantir la liberté d'association et de négociation collective, avec la pleine participation des travailleuses.

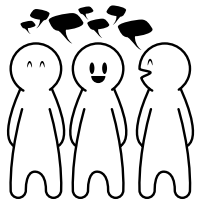
Rien de moins, finalement, que de respecter la récente Convention de l'Organisation internationale du travail contre les violences et le harcèlement au travail !

La cartographie, outil de lutte des peuples autochtones

Au sud de la Malaisie résident les Jakun, peuple autochtone du sud de la péninsule Malaise. Leur territoire, qui abrite le parc national Andau-Romin et le village de Kampung Peta, est principalement composé de villages et les terres sont avant tout dédiées à la culture de l'hévéa. Avant l'arrivée des Malais-es et des colons britanniques, les Jakun vivaient dans un espace bien plus vaste. Les Jakun sont aujourd'hui contenu-es dans des réserves autochtones constituées de seules terres agricoles, trop étroites pour y pratiquer leurs

méthodes culturelles traditionnelles. Ailleurs qu'à Kampung Peta, la déforestation et les plantations de palmiers polluent les rivières et détruisent la forêt, c'est-à-dire les privent d'une partie de leurs ressources. Mais, inspiré-es par les mobilisations qui ont eu lieu sur l'île de Bornéo, les Jakun ont décidé de défendre leurs terres : action directe non-violente et réclamation de leurs droits fonciers devant les tribunaux, village après village, en s'appuyant sur la cartographie de leurs terres. Des ateliers de cartographies communautaires se sont

organisés, et les villageois-ses se forment pour produire des cartes et démontrer les usages qui ont été faits des terres par les communautés : habitats, lieux de cultes, travaux agricoles, etc. Pour l'instant, pas de réponse gouvernementale concernant l'avenir de ces terres et de la forêt, mais une organisation et une résistance non-violente qui se structurent. (Source : Aude Vidal, 4 août 2020, <https://visionscarto.net>)



Société

» Aveyron

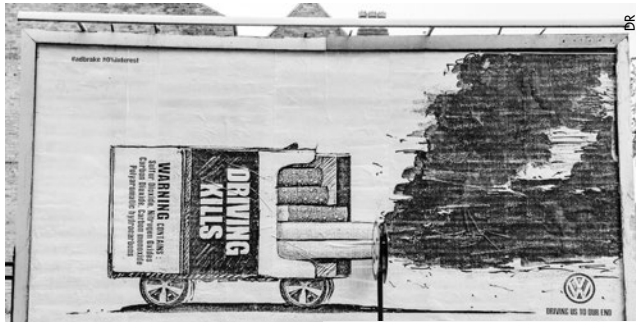
21 ans après le démontage d'un Mcdo... l'arrivée de Burger King ?

En août 1999, à Millau, des membres de la *Confédération Paysanne* démontent un McDo dont la construction venait de démarrer, pour protester contre la surtaxation imposée par les États-Unis sur certains produits européens, dont le roquefort, et plus largement contre l'industrie de la malbouffe.

Démontage très médiatisé, le McDo avait fini par ouvrir, mais le discours porté par les activistes s'est fait lui aussi entendre. En juillet 2020, rebelote. Alors que l'implantation d'un Burger King est prévu à Millau, une cinquantaine de personnes se sont retrouvées pour protester contre son implantation. Membres de la *Confédération Paysanne*, Gilets jaunes, militant-es déjà présent-es en 1999, etc., tout-es se mobilisent depuis l'été contre ce projet d'ouverture. Une lutte à suivre, alors que la nouvelle maire de Millau, Emmanuelle Gazel, cherche un moyen de remettre en question le permis de construire.

» Grande-Bretagne

Détournement publicitaire anti-voitures

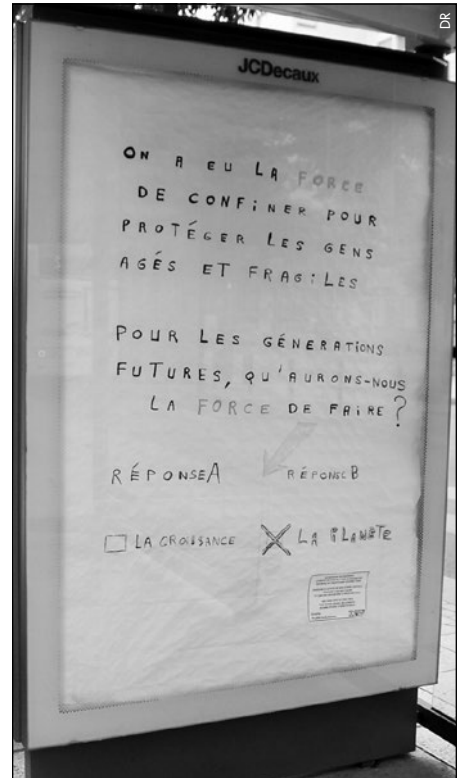


Début septembre 2020, des groupes activistes membres du réseau international *Brandalism* ont détourné 100 affiches publicitaires dans plusieurs villes de Grande-Bretagne pour dénoncer la place et les pollutions de l'automobile, le rôle destructeur et les mensonges de la publicité.

♦ brandalism@riseup.net



Chris Chalkey



» Montpellier

Résister, c'est créer

À l'occasion de la *Rébellion internationale d'octobre* organisée dans le monde entier par le mouvement *Extinction Rébellion*, des activistes ont exprimé leur créativité tout en dénonçant le système publicitaire le 20 octobre 2020 à Montpellier. Poésie et dessins créés en ateliers et espaces d'expression libre ont remplacé les appels à la surconsommation de certains panneaux du centre-ville. Les serrures des panneaux ont été condamnées pour pérenniser les œuvres.

» Biélorussie

Lutter pour plus de démocratie et d'écologie

La situation politique depuis l'élection d'Alexandre Loukachenko, le 9 août 2020, s'est dégradée en Biélorussie : les violences et meurtres contre des activistes pacifiques se multiplient. La situation environnementale est en parallèle catastrophique en Biélorussie, avec entre autres le lancement de la première centrale nucléaire du pays pour 2021 et la pollution des usines. Les activistes environnementaux, réprimés par le pouvoir, sont aussi largement investi-es dans l'opposition au président contesté Alexandre Loukachenko. Irina Soukhiy, la "grand-mère" du mouvement écologiste de Biélorussie, comme beaucoup d'autres, a subi plusieurs intrusions à son domicile, menaces et intimidations. Elle est par exemple restée en prison pendant cinq jours à cause de sa participation, le 29 août 2020, à une manifestation contre le lancement de la première centrale nucléaire dans le pays, à Ostrovets, à quarante kilomètres de la capitale lituanienne. Les membres des ONG écologiques aident aussi les défenseur-ses des droits humains, participent à des marches de femmes, etc. La pression se joue à tous les niveaux. Le 13 septembre 2020, par exemple, un résident de la ville de Gomel a organisé un nettoyage autour d'un lac. Quelques jours plus tard, il a été arrêté et détenu pendant trois jours. Au delà de la répression physique, l'État exerce un contrôle démesuré sur les financements des ONG. "Si le régime de Loukachenko n'est pas aboli, toutes les ONG indépendantes seront fermées ou confrontées à des problèmes graves. Et la perspective la plus effroyable, c'est l'instauration d'une dictature militaire", affirme l'écologiste Irina Soukhiy. (Source : *Reporterre*, 30 septembre 2020, Hanna Valynec)

» Ardèche

Le projet de "méga-église" suspendu

Dans le village de Saint-Pierre-de-Colombier, le projet de méga-église et d'un parvis, de logements, d'un parking et d'une passerelle sur la rivière de la Bourges, est suspendu au moins jusqu'en juillet 2021, le temps de réaliser une étude environnementale approfondie. Ce chantier a été stoppé en juin 2020, à la suite d'une occupation qui dénonçait les irrégularités autour de permis de construire et l'absence d'étude environnementale approfondie, concernant notamment l'impact de la construction sur les habitats d'espèces protégées.

♦ <https://stop.basilique.org>, lesamiesdelabourges@protonmail.com



Libéralisme et État-providence

Alors que le patronat dénonce sans arrêt le poids des prélèvements par l'État, que nombre de grandes entreprises font de l'optimisation fiscale pour payer le moins d'impôts possibles, il est tout à fait curieux de voir ces mêmes défenseurs du libéralisme, réclamer aujourd'hui des aides de l'État. Il est encore plus écœurant d'entendre nos gouvernant-es, dont les discours vont dans le même sens, annoncer des aides financières importantes et, pour relancer la machine économique, de nouvelles baisses des cotisations pour ces entreprises. Il est déjà loin le temps où un Emmanuel Macron prononçait des discours rappelant l'utilité d'un État social : les vieilles recettes ont repris le dessus : les aides aux grandes entreprises, les dettes aux particuliers et aux générations futures.

Toujours plus de dérèglementations

Le projet de loi Asap a été adopté dans une grande indifférence début octobre 2020, alors qu'il multiplie les dérèglementations au détriment de la justice sociale, de l'environnement, de la santé et de la démocratie. Ce projet de loi "Accélération et simplification de l'action publique", dit "loi Asap" est destiné à simplifier les démarches des administrations, entreprises et particuliers. Au delà de quelques mesure symboliques comme le remplacement du certificat médical par une déclaration parentale pour l'inscription d'un enfant mineur à une activité sportive ou la possibilité de s'inscrire au permis de conduire sur internet, les dispositions relatives aux entreprises sont inquiétantes, avec un allègement aussi inédit que dangereux de plusieurs dispositions clés du code des marchés publics et une extension du "secret des affaires". Le texte permet de réformer par ordonnance des institutions aussi essentielles que l'Office national des forêts (ONF) ou les chambres d'agriculture ; et, surtout, à faciliter l'implantation de sites industriels. (Source : *Politis*, 6 octobre)

SUPPRESSION DE L'ISF : DE PLUS EN PLUS DE RICHES REVIENT EN FRANCE



Transports



Tours : un pont d'accès au centre ville fermé à la circulation automobile

Le pont Wilson, la voie de circulation principale qui relie Tours-nord à Tours-centre en traversant la Loire, a été fermé à la circulation automobile. Il s'agit d'un test lancé le 15 août pour une durée indéterminée, par le nouveau maire écolo, Emmanuel Denis. Seuls les piétons, cyclistes, et le tramway peuvent y circuler. Le maire veut notamment prouver qu'il est possible de diminuer le nombre de voitures en centre ville sans que cela nuise aux commerces.

Montpellier : vers la gratuité des transports en commun

Depuis le 5 septembre 2020, le maire socialiste Mickaël Delafosse, président de la métropole, élu en juin 2020, a mis en place la gratuité des transports en commun le week-end. Cela devrait coûter 24 millions d'euros par an à la collectivité, soit 5 % du budget de la métropole. C'est la première métropole à le faire (465 000 habitant-es).

Une étude à Aubagne (gratuité depuis 2009) indique que 63 % des nouvelles personnes qui en font usage ont renoncé à se déplacer en ville avec leur voiture. Une autre étude à Dunkerque (gratuité depuis 2018) montre une baisse des incivilités dans les transports de 59 %, que 48 % des nouveaux et nouvelles usag-ères utilisaient la voiture avant (21 % marchaient, 11 % étaient à vélo) et une baisse de fréquentation des parkings en ville de 33 %. Selon le maire de Montpellier, la gratuité représente une économie qui peut atteindre 500 € par usag-ère.

Petit rappel des villes de plus de 50 000 habitant-es où les transports en commun sont gratuits, avec l'année de mise en place de la gratuité :

- ◆ Dunkerque, 200 000 hab, 2018
- ◆ Niort, 118 000 hab, 2017

- ◆ Boulogne-Billancourt, 116 000 hab, 1992
- ◆ Rouen, 110 000 hab, gratuit le week-end, 2020
- ◆ Aubagne, 100 000 hab, 2009
- ◆ Libourne, 91 000 hab, 2019
- ◆ Castres, 83 000 hab, 2008
- ◆ Châteauroux, 76 000 hab, 2001
- ◆ Compiègne, 74 000 hab, 1975
- ◆ Calais, 72 000 hab, 2019
- ◆ Muret, 72 000 hab, 2009
- ◆ Vitry, 64 000 hab, 2001
- ◆ Quimper, 63 000 hab, 2014

Et les communes entre 20 000 et 50 000 habitant-es : Arras (2013), Gap (2005), Colomiers (1971), Alençon (2017), Neuves-Maisons (2007), Issoudun (1989), Villeneuve-sur-Lot (2018), Cahors (2019), Bar-le-Duc (2008)...

À noter que depuis le 1^{er} mars 2020, le Luxembourg est devenu le premier pays à offrir la gratuité des transports en commun sur tout le territoire.

- ◆ Pour en savoir plus : <https://reseau-gratuite-transports.org>



Vers une gestion des substances chimiques enfin sûre en Europe ?

La *Stratégie européenne sur les produits chimiques* (*Chemical strategy for sustainability*) a été publiée le 14 octobre 2020 par la Commission européenne. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du *Pacte vert pour l'Europe* (*European Green Deal*) lancé en décembre 2019, qui se fixe notamment un objectif "zéro pollution" à l'horizon 2030. Cette stratégie prétend réduire les risques liés à la production et à l'utilisation de produits chimiques dangereux, tout en encourageant l'innovation pour le développement de solutions de substitutions sûres et durables.

On ne peut que se réjouir de constater que la stratégie affiche plusieurs mesures ambitieuses malgré un lobbying incessant de la part des directions générales chargées de l'industrie et de la santé et de celle des géants de la chimie. La stratégie propose notamment :

- d'agir sur le volet législatif en comblant les failles de la législation existante afin d'assurer un meilleur fonctionnement des règlements *Reach* et *CLP* (les règlements sur l'évaluation des substances chimiques et sur la classification et l'étiquetage des substances chimiques)
- des engagements sur les perturbateurs endocriniens (PE) dans le but d'interdire les PE dans les produits de consommation sous réserve que leur utilisation ne s'avère pas essentielle pour la société.
- de prendre des mesures réglementaires pour protéger les groupes vulnérables des produits chimiques (enfants, femmes enceintes et allaitantes, personnes âgées) ainsi que les travailleurs.
- d'éliminer les substances les plus dangereuses et donner la priorité à la conception de produits chimiques sûrs et

durables. Elle veut s'assurer que les produits achetés par les consommateurs ne contiennent pas de substances Cancérogènes Mutagènes Reprotoxiques, PE ou persistantes, en utilisant une approche de la gestion du risque basée sur les propriétés de dangerosité des substances chimiques.

- des mesures visant à lutter contre l'utilisation et la contamination par les substances perfluorées (PFAS).
- de réfléchir à la mise en place d'un processus d'évaluation basé sur le principe "une substance – une évaluation du risque" par une seule agence de l'UE, afin de gagner en temps et en efficacité.
- la prise en compte de la littérature académique lors des processus d'évaluation et de réglementation.
- la volonté d'évaluer la meilleure façon d'introduire un facteur d'évaluation des mélanges dans le cadre de *Reach*.

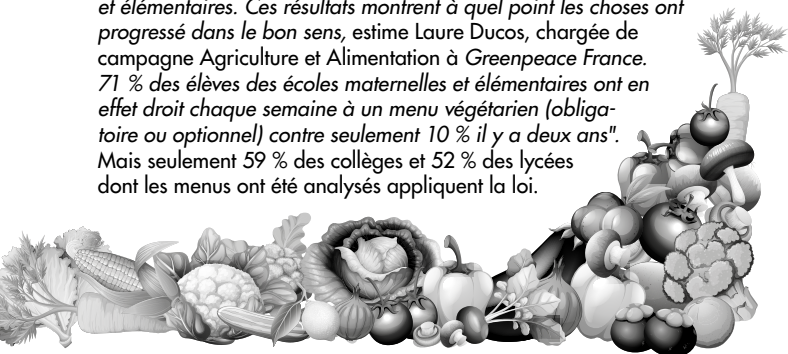
De belles annonces... à mettre en application

Cette stratégie européenne affiche un cap pour sortir de la dépendance aux substances chimiques toxiques et ouvrir la voie à une économie circulaire sûre et responsable en reprenant plusieurs demandes des ONGs comme *Génération Futures*. Mais de nombreuses zones d'ombres persistent quant à la mise en application des mesures annoncées. Gardons en effet à l'esprit qu'il ne s'agit pour l'heure que d'une communication, qui n'a pas de caractère contraignant, mais qui devra se traduire en actes concrets, réglementaires et législatifs. *Génération Futures* restera donc extrêmement vigilant sur les suites données à ces annonces dans les mois et années qui viennent !

Génération Futures - www.generations-futures.fr

71 % des élèves du primaire ont un menu végétarien par semaine

En septembre 2020, *Greenpeace* a publié une enquête sur l'application de la loi *EGAlim* – qui rend notamment obligatoire la présence de menus végétariens à l'école. "Quelques mois après l'instauration de la loi *EGAlim*, on constate que 73 % des villes appliquent la loi dans les écoles maternelles et élémentaires. Ces résultats montrent à quel point les choses ont progressé dans le bon sens, estime Laure Ducos, chargée de campagne Agriculture et Alimentation à *Greenpeace France*. 71 % des élèves des écoles maternelles et élémentaires ont en effet droit chaque semaine à un menu végétarien (obligatoire ou optionnel) contre seulement 10 % il y a deux ans". Mais seulement 59 % des collèges et 52 % des lycées dont les menus ont été analysés appliquent la loi.



» États-Unis

Bayer indemnise des malades du cancer

Ce sont environ 125 000 personnes qui ont porté plainte contre le géant de l'agro-industrie chimique *Bayer*, qui a racheté *Monsanto* en 2018. elles accusent le glyphosate et en particulier l'herbicide *RoundUp* d'être responsable de leur cancer. Après plusieurs années de procès, *Bayer* a annoncé un accord à l'amiable et s'est engagé en juin 2020 à verser environ 10 milliards de dollars aux plaignant-es, ce qui mettra fin à environ 75 % des litiges. Cet accord évite au géant d'être jugé sur le fond et de voir sa responsabilité juridique engagée. Mais il porte un coup financier à la firme allemande et apporte un espoir aux personnes ayant porté plainte contre elle dans d'autres pays, à l'instar de l'*Association phyto-victimes* en France.

♦ *Association Phyto-Victimes, Beauregard, 16700 Bernac, www.phyto-victimes.fr*



"Nous voulons des paysans" : sortir de l'agriculture industrielle en 10 ans

Après deux ans de mobilisations, le *Mouvement des Coquelicots*, qui réclame la fin des pesticides de synthèse, a récolté plus d'un million de signatures, qui ont été transmises le 15 septembre 2020 à la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili. Le mouvement ne s'est pas arrêté à cette "remise", et a lancé un appel : "Nous voulons des paysans". Extraits : "Officiellement, ils ne sont plus que 430 000, alors qu'ils étaient encore 7,4 millions en 1946. Beaucoup seront partis à la retraite sous trois ans, et ne seront pas remplacés. Seront-ils demain moins de 150 000, rescapés au milieu d'un désert de machines et de détresse ? Sur une planète dévastée par la crise climatique, la mort des oiseaux et des insectes. Nous avons tous cru que le glorieux travail de la terre pouvait être remplacé par le pétrole, les engins et la chimie. Nous, paysans et non-paysans. Cette vision nous a conduits dans une impasse. Un système absurde, celui de l'agriculture industrielle, nous prive de tout avenir commun. Des paysans endettés se suicident, les sols meurent, des maladies chroniques surgissent, la société se détourne de produits qu'elle ne veut plus manger. Il faut donc changer. [...] Nous voulons un plan de sortie de l'agriculture industrielle en dix ans. Il impose des investissements publics massifs, que nous estimons à 200 milliards d'euros au total, soit dix milliards par an".

♦ <https://nousvoulonsdescoquelicots.org>

Annonces

» ACHETER

■ **Charente-Maritime.** Yourte et terrain à vendre. Sur un terrain de 526m² cultivé, belle yourte contemporaine de 50m² dans un éco-hameau entre Surgères et Saint-Jean-d'Angély. Grand espace de vie et cuisine ouverte, séparés par cloison chambre+salle d'eau+toilettes sèches, mezzanine. Isolation 20 cm laine mouton. Poêle de masse. Très lumineuse, exposée plein sud, terrasse. Abri de jardin 10m². Chauffe-eau solaire, phytoépuration collective. Prix 110 000 €.

Plus de renseignements et photos par le site d'Hélioterre : <http://helioterre.eklablog.com>. Contact : palou17@free.fr.

» TRAVAILLER

■ **Var.** Jardin solidaire 1,5 ha production vivrière en biodynamie mention *Nature & Progrès* propose une installation pour un-e maraîchère professionnelle.

Tél : 04 94 03 37 97, jardinsolidairejhade@laposte.net.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Pour passer une annonce dans le numéro de janvier 2021, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 24 novembre. Pour passer une annonce dans le numéro de février 2021, au plus tard le mardi 29 décembre, etc. **Adresse réelle** : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées** : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

énergies



MEUSE : BURE - MOBILISATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-s à *Cigéo*, le projet de l'*Andra* de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, se mobilisent depuis des années sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvonslaforet@riseup.net,
tél : 03 29 45 41 77.

fêtes, foires, salons



HAUTE-SAVOIE : LE FABULEUX VILLAGE 11 décembre-3 janvier

À Évian. Loin du père Noël "coca-cola", la ville se transforme en bulle de poésie où rien n'est à vendre, tout est à imaginer. 350 tonnes de bois flotté sont récupérées pour réaliser 600 sculptures. Comédien-nes, conteu-ses, musicien-nes, circassien-nes, manèges-théâtres à propulsion parentale sont de la partie. Le public pourra aussi s'évader à bord du bateau électrosolaire.

Office de tourisme, place Porte-d'Allinges, 74000 Évian,
tél. : 04 50 75 04 26.

silence



LYON : EXPÉDITION DE SILENCE 10-11 décembre

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Sur inscription et dans le respect des gestes barrières.

OFFREZ UN CADEAU QUI A DU SENS !

La pression sociale et commerciale est telle en fin d'année que les cadeaux gadgets qui ne servent jamais sont de plus en plus nombreux. Plutôt que de sombrer dans cette marée de l'inutilité, vous pouvez faire le choix d'un cadeau qui dure et qui informe : un abonnement à la revue. Vous pouvez en effet régler l'abonnement pour une autre personne. Vous pouvez aussi profiter de notre offre permanente : pour 100 €, vous abonnez cinq personnes de votre choix pour six mois et votre propre abonnement est prolongé gratuitement d'un an !

Si vous désirez diffuser *Silence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Marion, le mardi et le jeudi de préférence)



▲ La chasse à courre, une pratique bientôt interdite en France ?

Comprendre et combattre le "système chasse"

Silence a échangé avec Pierre Rigaux, naturaliste et écologiste militant, particulièrement engagé contre la chasse, un "loisir" si évidemment contraire à nombre de nos enjeux cruciaux. Il nous permet de mieux comprendre pourquoi elle bénéficie toujours d'une influence aberrante à tous les niveaux de l'État.

EN MATIÈRE DE CHASSE, LA FRANCE cumule les records par rapport aux autres pays européens.

LA FRANCE, CHAMPIONNE EUROPÉENNE DE CHASSE

89 espèces animales y sont "chassables", dont 65 espèces d'oiseaux, contre 24 en moyenne ailleurs en Europe. Parmi ces espèces d'oiseaux, 20 seulement sont dans un bon état de conservation ! La *Fédération Nationale des Chasseurs* se réjouit des "40 modes de chasse qui représentent un patrimoine culturel sans équivalent dans le monde." Parmi eux, des modes de chasse illégaux en Europe et pour lesquels la France a reçu un avertissement de la *Commission Européenne* en juillet 2020. C'est aussi en France que les périodes de chasse sont les plus longues (globalement 7 mois sur 12) et avec le moins de restrictions : 7 jours sur 7 y compris jours fériés et vacances scolaires. Le pays compte 1,15 million de chasseurs (dont seulement 2,2 % de femmes), soit environ 1/4 des chasseurs européens (1).

Dans le même temps, la biodiversité continue de s'effondrer, ici comme ailleurs. Un tiers des espèces de mammifères sont menacées en France métropolitaine (le lapin de garenne par exemple... chassable). Même proportion pour les oiseaux nicheurs (la tourterelle des

bois par exemple... chassable) (2). Et en Europe, chaque année, 21 000 tonnes de plomb continuent à être disséminées dans la nature par les chasseurs (3).

Si les chasseurs ne sont pas les seuls responsables (l'artificialisation des sols et l'agriculture intensive le sont aussi pour beaucoup), ils participent bien entendu à la dégradation de la faune sauvage. Ils tuent 30 à 45 millions d'animaux chaque année en France (4).

Par ailleurs, le nombre de chasseurs ne cesse de diminuer : ils étaient deux millions en 1976. Les jeunes n'étant plus guère intéressés, la disparition de ce "loisir" semble très probable. La population française rejette la chasse à 84 % selon une enquête *IPSOS* en 2018. Dès lors, comment expliquer la grande influence des chasseurs à tous les niveaux de l'État (on se souvient qu'en 2018 l'omniprésence du lobbying cynégétique précipita la démission de Nicolas Hulot) et les privilèges dont ils continuent à bénéficier ?

CHASSEURS ÉCOLOS, UN DISCOURS PAYANT

L'argument du poids électoral (les voix des chasseurs seraient relativement faciles à capter, pas celles des anti-chasses) ne suffit pas. Dès 1976, lors de l'instauration du permis de chasse obligatoire, les chasseurs commencent la construction de leur positionnement

(1) Ministère de la Transition écologique, 2019 et *Ligue pour la Protection des Oiseaux*. Classement des espèces menacées par l'*Union internationale pour la conservation de la nature*.

(2) Chiffres-clés de la biodiversité, 2018, *Commissariat général au développement durable*.

(3) *Agence européenne des produits chimiques*, 2018.

(4) 30 millions selon l'*Office National pour la Chasse et la Faune Sauvage* pour la saison 1998-99 ; 45 millions selon les associations écologistes et animalistes.

DR

comme acteurs écologiques légitimes et incontournables. Voulue par Emmanuel Macron, la réforme de la chasse de 2019 parachève cet exorbitant tour de passe-passe.

L'Office français de la biodiversité inclut désormais les fédérations de chasse parmi ses gestionnaires. Ses missions entérinent la notion de "gestion adaptative", confirmant ainsi les chasseurs dans leur soit-disant rôle de "régulateurs" autorisés à faire des "prélèvements" sur les espèces en fonction de l'état de leurs populations. Les quotas sont déterminés par le Comité d'Experts sur la Gestion Adaptative, dont la moitié des membres sont proches des fédérations de chasse.

L'argument central de la régulation est pourtant une sinistre plaisanterie explique Pierre Rigaux : "À moins de remédier à des problèmes écologiques particuliers que nous avons engendrés, il n'est en rien nécessaire de réguler la faune sauvage, elle s'en charge très bien toute seule dans les zones sans chasse. Et d'autant moins que un animal sur 4 tué à la chasse en France n'est pas sauvage mais provient d'un élevage."

Une écocontribution est mise en place (5 euros/chasseur/an) renforçant le statut responsable de la chasse... qui est par ailleurs subventionnée par les collectivités publiques. Par ailleurs, la chasse est source de revenus pour les propriétaires des lieux de chasse qui les louent aux pratiquants. Il s'agit de propriétaires privés mais aussi des communes et collectivités territoriales, de l'Etat et ses forêts domaniales via l'Office National des Forêts.

LA CHASSE, PROFONDÉMENT ANCRÉE À TOUS NIVEAUX

"Les dirigeants de la chasse investissent beaucoup dans le lobbying, qui est très puissant, et leur stratégie de verdissement est plutôt efficace. Ils multiplient aussi les partenariats pour ancrer la chasse socialement et politiquement. Par exemple avec RTE qui gère le réseau de transport d'électricité, les chasseurs vont s'engager à entretenir les terrains sous les lignes à haute tension. Avec l'Education Nationale, les fédérations interviennent dans les écoles pour des 'opérations de sensibilisation à la nature' sans mettre la chasse en avant, ni les armes bien entendu, mais toujours dans la perspective d'une faune qui doit être 'régulée'".

"Aucune institution n'est en mesure de représenter une réelle opposition au lobby de la chasse" estime Pierre Rigaux. L'intrication entre la chasse et les



institutions environnementales se tisse à tous les niveaux et en profondeur. À commencer par le fait que le ministère de tutelle de la chasse est celui de la transition écologique. "Même sur un dossier aussi évident que le classement en espèce protégée du putois d'Europe, pour lequel il y a un parfait consensus scientifique et qui n'intéresse pas les chasseurs (mais par principe, ils y tiennent), je n'ai jamais pu obtenir ne serait-ce qu'un rendez-vous avec les ministres de l'écologie successifs depuis 4 ans. Il y a partout des blocages, des auto-censures, des doubles-jeux." Pierre Rigaux propose l'exemple du lapin de garenne qu'il connaît bien. Classé comme nuisible (en fait, depuis 2016, on dit "susceptible d'occasionner des dégâts"), il est chassable et piégeable. Aussi classé comme menacé, l'Office français de la biodiversité préconise diverses mesures pour la "reconstitution de populations."

L'emprise de la chasse s'étend jusqu'au langage, celui des administrations en tout cas, copié sur celui de la communication cynégétique. Gestion adaptative, régulation, prélèvement etc., autant de termes qui fabriquent une conception euphémisée et faussée de la chasse. "Certains écolos les reprennent parfois, il faut être attentif."

EN FACE, DES OPPOSITIONS FAIBLES

"La force des chasseurs provient aussi de l'obligation légale pour eux d'adhérer à la FNC [Fédération

▲ Pierre Rigaux est à la fois un expert naturaliste, un homme de terrain vivant à la campagne, un militant anti-chasse mais bien au-delà, de la cause animale et de l'écologie. Auteur de rapports scientifiques, dont l'un sur le putois d'Europe, mais aussi d'ouvrages grand public.

■ *Etonnants lapins. La fabuleuse histoire des grandes oreilles*, éd. Delachaux & Niestlé, 2020.

■ *Pas de fusils dans la nature. Les réponses aux chasseurs*, éd. HumenSciences, 2019.

Régulièrement menacé depuis des années, il a saisi le Procureur de la République après avoir trouvé le cadavre d'un renard sur sa voiture le 3 juin 2020. On peut soutenir son action indépendante notamment en achetant ses livres.

■ Pour s'engager, outre le soutien à Pierre Rigaux : le Rassemblement pour une France sans chasse (RAC - RAC Rezo 1901, 100 route de Vienne, 69372 Lyon cédex 08), l'Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS - BP 505, 26401 Crest cédex), la fondation 30 millions d'amis, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), le collectif Abolissons la vénérie aujourd'hui (AVA), et d'autres encore.



▲ Une cartouche de chasse contient environ 300 billes de plomb et on estime qu'en moyenne 250 millions de cartouches sont tirées par an en France... et souvent abandonnées dans la nature.

nationale de la chasse], ce qui les constitue en un bloc, en dépit de leurs multiples querelles, avec une organisation très pyramidale et forte. En face, les associations anti-chasse, animalistes ou écologistes, sont très fragmentées selon leurs objectifs et leurs sensibilités, ne regroupent que peu de personnes, font peu ou pas de lobbying. Quant aux grandes ONG naturalistes ou environnementalistes comme la Ligue pour la Protection des Oiseaux ou France Nature Environnement, elles conduisent une action remarquable mais sont piégées par leurs besoins de toucher des subventions ou simplement d'être écoutées par les pouvoirs publics sur d'autres sujets, et donc de ne pas apparaître comme trop anti-chasse auprès de pouvoirs publics étroitement liés aux chasseurs. Elles sont donc souvent tièdes sur ces questions, peinent à se faire entendre et se bornent le plus souvent à lutter contre certaines chasses d'espèces menacées."

ACTIONS CIBLÉE, PENSÉE GLOBALE

"Il faut agir là où l'on peut, en prenant en compte l'acceptabilité sociale des actions, sinon c'est contre-productif. Je continue à réaliser et diffuser des vidéos de chasse. Je vais essayer de relancer la campagne que j'avais lancée en 2018 pour inciter Décathlon à cesser de vendre des articles de chasse. Je ne me fais guère d'illusion à très court terme mais l'enjeu ici est surtout d'introduire dans le débat public la question : tuer des animaux est-il un loisir comme un autre ?"

"Par ailleurs, je pense qu'il faut revoir complètement notre rapport au territoire. Avec l'urbanisation, l'agriculture intensive accapare des surfaces considérables et constitue le principal facteur de l'effondrement de la biodiversité. Or ces surfaces agricoles en monoculture servent majoritairement à nourrir nos animaux d'élevage, dont nous n'avons nul besoin.

Revoir notre lien au vivant permettrait de libérer des territoires pour les rendre à la nature sauvage, dans lesquels les animaux auraient des habitats suffisants. Cela permettrait de pratiquer des agricultures diversifiées, pour nourrir les humains plutôt que le bétail, plus écolos, sur de plus petites surfaces, créatrices de davantage d'emplois. Tout le monde aurait beaucoup à y gagner."

Danièle Garet ■

Des espoirs, par le biais de la cause animale

Cependant, Pierre Rigaux perçoit une voie de changement possible. "Je pense que les choses ne vont pas bouger par le biais des enjeux écologiques globaux et de biodiversité, qui sont mal connus et mal compris. Cela va bouger par le biais de la question animale, et en commençant par les pratiques les plus inacceptables, qui ne font même pas l'unanimité dans le milieu cynégétique : la chasse à courre, le déterrage ou la chasse en enclos par exemple."

"Je crois que les gens sont prêts, surtout à la campagne où ils souffrent davantage des nuisances de la chasse, à des mobilisations de terrain. Comme celles de AVA [Abolissons la Vénerie Aujourd'hui] qui part tous les dimanches pour rapporter des images sur la réalité de ces chasses. Le fait que 62 parlementaires aient signé une tribune contre les 'chasses traditionnelles' (et même si ensuite 100 ont contre-attaqué, mais cela était prévisible) est une première et un très bon signe (5) ."

(5) Tribune du 8 juin 2020, de Loïc Dombrevail, président du groupe d'étude "Condition animale" à l'Assemblée Nationale. Elle réclamait l'abandon des chasses dites traditionnelles, parmi lesquelles figurent la chasse à la glu (oiseaux piégés avec de la colle) ou le déterrage des blaireaux et renards (extirpés de leur terrier avec une pince). La tribune en réaction, le 20 juin, émanait de Eddie Puyjalon, président de Le Mouvement Ruralité (ex Chasse Pêche Nature et Traditions).



La chasse au sanglier : une escroquerie nationale

Le nombre des sangliers a explosé, passant d'à peine quelques dizaines de milliers dans les années 1960 à plus d'un million dans les années 2000.

Responsables, la culture intensive de maïs et la chasse

Ce phénomène s'explique en partie par un contexte forestier favorable mais aussi par la combinaison de l'agriculture intensive, particulièrement de maïs dont les sangliers raffolent, et de l'action des chasseurs qui en ont lâché à partir d'élevages et les nourrissent dans la nature. Enfin et surtout, les agriculteurs ont pu accepter les dégâts grâce à l'indemnisation automatique par les chasseurs eux-mêmes. Or si les chasseurs ont accepté jusqu'à présent de payer, c'est que la prolifération des sangliers leur offre l'alibi inusable du prétendu rôle de "régulateur" de la faune sauvage. Elle permet aussi de chasser partout, y compris dans les parcs et réserves en théorie protégées, et presque toute l'année. Dans un contexte de raréfaction du petit "gibier" (dans les plaines agricoles, il y a désormais surtout des faisans et perdrix d'élevage), "le sanglier a sauvé la chasse", reconnaissent certains responsables cynégétiques.

Dégâts dans le maïs ou dégâts du maïs ?

Depuis les années 2000, les dommages agricoles imputés aux sangliers représentent chaque année 20 à 30 millions

d'euros en France. Ils sont concentrés sur les champs de maïs, suivis par les autres céréales et les prairies. Le quart de tous ces dégâts est concentré dans 1% des communes (d'après un bilan de Guibert, 2008). N'y aurait-il pas une réflexion agricole à mener sur le caractère très ciblé de ces dommages ? Et une réflexion plus globale sur les dégâts écologiques directs et indirects de la culture intensive du maïs elle-même. Elle sert aux trois quarts à nourrir des animaux d'exploitation : vaches, volailles et... porcs ! Il semble pourtant de plus en plus évident qu'un double changement de nos modes d'alimentation et d'agriculture s'impose.

Sortir d'une "gestion" par le fusil qui échoue

En attendant, la chasse échoue à résoudre le problème, qui va s'aggravant. Or toutes les réflexions tournent autour des moyens de les chasser encore davantage. Au-delà des clôtures électrifiées utilisées dans certains départements et plutôt efficaces, les rares alternatives, la stérilisation par exemple, ne sont jamais envisagées. Le retour des prédateurs naturels, les loups, (qui pourrait contribuer à résoudre, en partie, le problème) ne fait pas l'unanimité.

N'est-il pas temps de changer de paradigme ? Ne devrait-on pas refonder notre relation au vivant sur la base d'un meilleur respect des animaux, qu'ils soient sauvages ou domestiques ?

■ Version abrégée d'un texte de Pierre Rigaux, disponible in extenso sur son site : pierrerrigaux.fr



Stéphane Berdoulet a créé l'association *Hâlage*, située sur l'Île-Saint-Denis, à partir d'une double indignation face au chômage et aux conditions de vie dégradées en Seine-Saint-Denis. *Hâlage* mène des chantiers d'insertion liés aux espaces verts, a créé un centre de formation aux métiers du paysage et mène des actions diverses sur la nature en ville et l'agriculture urbaine, à partir d'un îlot de 3,6 hectares situé sur une ancienne friche industrielle. Stéphane veut "*inventer de nouveaux métiers dont la ville a besoin : collecteur-composteur (autour des biodéchets et des couches jetables), horticulteur en milieu urbain, faiseur de terre,...*".

► Au Phares, 6 rue Arnold Géraux, 93450 L'Île-Saint-Denis, tél. : 01 48 13 04 31, www.halage.fr, standard@halage.fr



"*Se réappropriier l'acte de manger par l'acte de jardiner*". Floriane Navard est membre de *La sauge*, à Paris. L'association est active depuis 2015 pour offrir des possibilités de jardiner en ville en montrant les différentes techniques d'agriculture urbaine. Elle dispose d'un terrain près du canal de l'Ourcq à Bobigny et d'une pépinière pour diffuser des plantes comestibles cultivables sur les balcons telles que la moutarde, la tomate et le basilic.

► Maison des Associations et du combattant du 19^e arrondissement, 75019 Paris, www.lasauge.fr, contact@lasauge.fr



Mélisande Noirot est membre de l'association *Veni Verdi* qui propose depuis 2010 de l'agriculture pédagogique à l'attention des élèves de 4 collèges et d'une école à Paris. Au collège Mendès-France du 20^e arrondissement, l'association propose aux élèves des espaces et des temps de maraîchage, un poulailler, une forêt comestible dans la cour et une mare pédagogique.

► www.veniverdi.fr



À Marseille, Benoît Liotard a lancé en 2017 *Le paysan urbain*, espace de culture de micropousses et de maraîchage sur le site du cloître. Un lieu d'insertion professionnelle et de sensibilisation du public.

► Le paysan urbain, 20 Boulevard Madeleine Remusat, 13013 Marseille, <http://lepaysanurbain.fr/marseille>, coucou@lepaysanurbain.fr

Initiatives d'agriculture urbaine

LES INITIATIVES D'AGRICULTURE URBAINE SE MULTIPLIENT DANS DE nombreuses communes. Les défis de se nourrir sainement et localement, de protéger la biodiversité, de créer du lien social et de rapprocher les urbain-es de la nature sont au coeur de cette dynamique portée souvent par des associations.



Flore-Anaïs Brunet est l'animatrice du réseau *Si t'es jardin*, associé au *Réseau national des régies de quartier*. Il regroupe 109 jardins collectifs ou d'insertion au coeur de quartiers prioritaires, ainsi que des initiatives d'écopatûrage, d'apiculture, de vergers partagés et de poulaillers. Des initiatives sociales, faites par et pour les habitant-es, pour mettre le jardin au coeur de la vie de quartier.

► CNLRQ, 144 boulevard de la Villette, 75019 Paris, tél. : 01 48 05 67 58.



Mikaël Hardy a lancé en 2016 la ferme urbaine *Perma'G'Rennes*, un lieu de permaculture situé sur une ancienne friche. Il y produit des légumes qui sont ensuite écoulés en circuit court, ainsi que des semences paysannes, et transmet aux habitant-es et aux jeunes des savoir-faire en permaculture.

► Perma'G'Rennes, Chemin de la Taupinais, 35 000 Rennes, <http://permagrennes.fr>



"Faire changer d'échelle l'agriculture urbaine et donner des clés pour la transition alimentaire à tous les habitants". Héléne Brethes est membre des *cols verts Rennes*. Ce réseau, créé en 2017, fédère plusieurs initiatives pour essaimer les expériences d'agroécologie urbaine et de transition alimentaire. À Rennes la ferme urbaine de Blossnes, créée en 2017 au sein d'un quartier prioritaire, est un lieu de découverte de l'agriculture pour des citoyen-es.

► Ferme de Blossnes, 31 rue de Brest, 35 000 Rennes, h.brethes@lescolverts.fr, tél. : 06 78 97 82 86.
 ► Les cols verts, 104 avenue de la résistance, Le Comptoir SOS, 3e étage porte B, 93 100 Montreuil, www.lescolverts.com, contact@lescolverts.fr



Le collectif *Les Cols verts Strasbourg*, porté par Marie, Pauline et Dominique, a été créé en mars 2020 et est en phase de lancement. L'idée de ce projet est de proposer aux Strasbourgeois-es des espaces pédagogiques dans lesquels ils et elles pourront mettre les mains dans terre, se former et partager leurs connaissances. Des activités complémentaires comme des ateliers de cuisine seront proposées à un public varié (entreprises, écoles, maison de retraites...).

► www.facebook.com/Les-Cols-verts-Strasbourg



▲ Ensemble Hikari à Lyon.

Hikari à Lyon : le mythe des *Bepos*

Aujourd'hui, les bâtiments à énergie positive (*Bepos*) sont présentés comme LA solution pour diminuer notre consommation d'énergie. Pourtant, s'il en existe déjà quelques centaines en France, tous ne fonctionnent pas comme prévu...

SELON LA RÉGLEMENTATION THERMIQUE RT2020, toutes les nouvelles constructions devront être des *Bepos* à partir de fin 2020. Elles devront produire plus d'énergie qu'elles n'en consomment pour leur fonctionnement. Le dispositif est censé permettre une meilleure gestion énergétique, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. En théorie, cela doit également garantir un coût des charges plus faible pour les résident-es. Mais qu'en est-il de la pratique ?

LA TECHNOLOGIE AU CŒUR DES BEPOS

À Lyon, dans le pseudo-écoquartier de la Confluence (voir notre dossier "Les limites des écoquartiers", *Silence* n° 416, octobre 2013), l'ensemble *Hikari*, achevé en 2015, se présentait alors comme la réalisation la plus avancée d'Europe.

Cet ensemble d'immeubles comprend 12 800 m², répartis en 7 500 m² de bureaux, 4 000 m² de logements, 1 000 m² de commerces et un parking de 88 places. L'idée de l'architecte, le Japonais Kongo Kuma, était de jouer sur le décalage des consommations énergétiques entre les divers usages pour éviter les pointes

de consommation. L'ensemble de la construction est truffé de capteurs qui doivent permettre à un ordinateur de détecter la présence des personnes et de gérer la consommation énergétique en conséquence (éclairage, chauffage, etc...). La façade sud est faite de balcons dont les rambardes sont couvertes de photopiles. Les vitrages en comprennent également (3 000 m² en tout). Une chaudière à cogénération fonctionnant à l'aide d'huile de colza doit assurer à la fois une production de chaleur et d'électricité. Des batteries permettent en principe de stocker l'électricité en surplus et de la réinjecter lorsque la demande dépasse la production. La construction des bâtiments a été confiée à *Bouygues* qui annonçait alors que les "nouvelles technologies" provoquaient un surenchérissement de 8 % pour un budget total de 30 millions d'euros.

DES RÉSULTATS DÉCEVANTS

Cinq ans après, il ressort que les entreprises présentes ont une consommation électrique de 30 à 200 % supérieure à ce qui avait été prévu. Cela a complètement dérégulé le mode de régulation électrique. Le stockage sur batterie a déjà rendu l'âme, faisant perdre du



▲ Maison passive "Wohnen & Arbeiten" (Habitat et Travail) à Freiburg en Allemagne.

rendement aux photopiles. L'huile de colza n'a pas donné de bons résultats : la chaudière utilise maintenant du gaz naturel et son rendement a chuté de 70 % à 30 %. Le pilotage par ordinateur ne fonctionne pas correctement, de nombreux gadgets électroniques importés du Japon sont hors d'usage. Ils ne sont ni réparables sur place, ni remplaçables car leur production a été arrêtée. Les charges pour les résidents se sont envolées. Or le syndicat des copropriétaires (qui gère seulement 4 000 m²) est minoritaire au sein de l'Association syndicale libre (ASL) qui gère l'ensemble, face à

la société qui gère les bureaux et les gestionnaires des commerces. Ils ont donc peu de poids dans les prises de décision. Finalement, ASL a décidé d'assigner Bouygues et ses partenaires en justice pour non atteinte du niveau Bepos.

PRIVILÉGIER LES BÂTIMENTS PASSIFS

Dans la construction actuelle, il existe deux tendances. La première, dite "active", mise sur la domotique (gestion d'un bâtiment par l'électronique). C'est le cas pour Hikari. L'autre, dite "passive", consiste à faire en sorte que le bâtiment soit lui-même économe sans avoir à gérer les usages. Cela passe notamment par une meilleure isolation ou le chauffage par les apports solaires. À l'usage cette seconde méthode (*low tech*) n'entraîne pas de nouveaux coûts, alors que la première, qui excite sans doute plus les ingénieurs (*high tech*), est souvent source de dérapage du fait des pannes qu'entraîne la fragilité des appareils.

Pourtant, c'est bien les Bepos que le gouvernement encourage, dans la poursuite d'un idéal où les technologies seraient l'avenir de notre société, et de la transition écologique. De plus en plus de villes françaises, soutenues par l'État, se lancent ainsi dans des démarches de "ville intelligente", s'équipant d'une armada de capteurs et de dispositifs de surveillance. Du pain béni pour de nombreuses entreprises, comme Bouygues, à qui les collectivités font appel. Cette obsession du contrôle, poussée à l'extrême, remet en cause nos libertés individuelles.

Michel Bernard et Manon Salé ■

La labellisation des bâtiments passifs

Le label *PassivHaus* est une norme européenne, qui garantit la qualité d'un bâtiment passif. En France, c'est l'association *Maison Passive* qui est en charge de la labellisation. Pour l'obtenir, une construction doit répondre à 4 critères : "un besoin de chauffage inférieur à 15 kWh par m² de surface de référence énergétique et par an" ; "une consommation totale en énergie primaire tous usages, électroménager inclus) inférieure à 120 kWh par m² de surface de référence énergétique par an" ; "une perméabilité à l'air de l'enveloppe mesurée sous 50 Pascals de différence de pression inférieure ou égale à 0,6 par heure" ; "une fréquence de surchauffe intérieure (> à 25°C) inférieure à 10 % des heures de l'année". Afin d'atteindre ces objectifs, les bâtiments peuvent jouer entre autres sur l'isolation, la circulation de l'air, la récupération de la chaleur sortante ou encore l'orientation par rapport au soleil.



▲ Voici un exemple d'aménagement cyclable de Copenhague qui peut nous servir de modèle. De gauche à droite, on a un trottoir piétons (pavé), une petite hauteur de trottoir qui permet la séparation avec la piste cyclable, mais qui permet aussi à un vélo qui veut s'arrêter de grimper sur le trottoir pour aller vers un stationnement. La piste cyclable, unidirectionnelle, fait la même largeur qu'une voie pour les voitures. Le vélo-cargo que l'on voit à l'arrière plan peut ainsi être doublé sans difficulté. Il y a une zone neutre entre la voie cyclable et les voitures stationnées, ce qui permet l'ouverture d'une portière sans danger. Il y a ensuite une voie pour les voitures, puis une autre piste cyclable large pour aller dans l'autre sens et enfin un trottoir.

Passer à de vraies pistes cyclables !

Les déplacements à vélo connaissent une progression rapide en ville. La pandémie actuelle a encore accéléré le basculement vers les deux roues. Il serait temps d'envisager des aménagements cyclables pouvant accueillir un grand nombre de cyclistes, dans de bonnes conditions.

ON SAIT DÉJÀ QUE LE VÉLO EST BON pour la santé. Mais avec l'obligation de rester à distance, pour éviter la propagation du coronavirus, on découvre aussi qu'il permet une juste distanciation. Alors que la question des transports redevient un sérieux problème après la période de confinement (soit l'entassement dans les transports en commun avec un masque qui ne protégera pas assez, soit le retour des embouteillages), le vélo apparaît comme une excellente solution. De nombreuses communes se sont lancées dans l'ouverture de nouvelles pistes cyclables et offrent des aides pour l'achat d'un vélo ou d'un vélo électrique. Ce dernier, en permettant de se déplacer avec moins d'effort et sur des distances plus longues et plus accidentées, rencontre un succès impressionnant, les ventes explosant depuis le mois de mai 2020 (elles étaient déjà en hausse avant avec +12 % en 2019).

EN FINIR AVEC LES BANDES CYCLABLES

Encore faut-il que l'on adapte la façon de faire les pistes cyclables à l'affluence des cyclistes. Il faut en finir avec les simples bandes cyclables coincées entre les

places de stationnement (avec le risque de se prendre une portière qui s'ouvre) et la circulation (avec des voitures qui vous frôlent, parfois à contre-sens).

Nous avons l'exemple des grandes villes du Nord de l'Europe pour nous montrer la voie (cyclable) à suivre : il faut faire des pistes unidirectionnelles à deux voies, nettement séparées de la circulation automobile, et ceci de part et d'autres de la circulation motorisée. Chaque piste occupe sur chaque bord de la rue l'équivalent d'une file de voiture (soit qui roule, soit qui stationne). Lorsque les rues sont trop étroites, celles-ci doivent être fermées à la circulation (avec des horaires pour le passage des camions de livraison et l'accès aux garages). Ces rues deviennent piétonnes et cyclables.

GAGNER DE LA PLACE POUR VÉGÉTALISER LA VILLE

Nous pourrions penser que nous manquerons alors de place pour que tout le monde se déplace. Mais le vélo nécessite pour se mouvoir cinq fois moins de place par personne que la voiture. Et c'est encore mieux à l'arrêt : on peut stationner entre 6 et 8 vélos sur une seule place de stationnement de voiture... Plus le taux

de remplacement des voitures par les vélos augmente et plus cela libère de la place dans l'espace public, pour des espaces verts, des plantations d'arbres (fruitiers) et plus la pollution atmosphérique baisse.

BIEN DIFFÉRENCIER LES ZONES PIÉTONNES DES ZONES CYCLISTES

Le vélo ne doit plus être considéré seulement comme un véhicule de loisir. Ce qui suppose que là où il roule, il doit pouvoir rouler à une certaine vitesse, ce qui exclut les zones mixtes piétons cyclistes, extrêmement stressantes pour les uns comme pour les autres. Ces zones ont été pensées par des personnes qui considèrent que le vélo ne sert qu'à flâner.

Actuellement, la vitesse d'aide des moteurs électriques sur les vélos est plafonnée sur les pistes cyclables à 25 km/h. Cette vitesse est largement suffisante pour les déplacements en ville et devrait être la norme pour toutes les rues.

SUIVRE L'EXEMPLE DE COPENHAGUE

Ceci n'est pas un délire de cycliste. C'est seulement une proposition de rattrapage de ce qui se passe dans de grandes villes comme Copenhague, première ville où la circulation cycliste a dépassé en nombre de véhicules la circulation motorisée. Aujourd'hui, il y a 672 000 bicyclettes dans la capitale danoise, cinq fois plus que de voitures. La plupart des pistes cyclables sont séparées de la circulation automobile, la mairie ayant constaté que c'est la condition pour que les gens qui ne sont pas des cyclistes militantes, acceptent de monter sur une selle. Le sentiment de sécurité est important, ce qui explique que pratiquement personne ne porte de casque.

Cela a aussi eu comme conséquence qu'il a fallu mettre au point des méthodes spécifiques pour gérer les flux de cyclistes. Ainsi, si vous voulez vous arrêter, il faut lever le bras haut au-dessus de vous pour alerter ceux et celles qui vous suivent. Il y a des espaces prévus dans les carrefours qui permettent de tourner à gauche (1).

Les pistes sont unidirectionnelles à double voie, ce qui permet le dépassement des moins rapides, y compris lorsqu'il s'agit d'imposants vélos-cargos utilisés pour le transport des marchandises.

Chaque jour, ce sont 1,5 millions de km qui sont parcourus à vélo dans la capitale danoise.

La situation est sensiblement la même à Amsterdam et dans d'autres villes danoises, néerlandaises, suédoises ou encore allemandes.

(1) Pour cela, on s'engage dans le carrefour, on fait un demi-tour dans le sas à sa droite pour se retrouver dans le sens de circulation et on repart dans la voie cyclable perpendiculaire lorsque les feux ont changé.



▲ Le succès du vélo est tel à Copenhague que l'on a souvent des embouteillages aux feux de croisement. Pour la distanciation physique liée au coronavirus, les cyclistes vont devoir apprendre à garder leurs distances.



▲ Depuis quelques années, la municipalité de Copenhague a mis en place des véloroutes ("red road") totalement indépendantes de la voirie ordinaire, parfois comme ici en surplombant le port.



▲ Pour avoir des pistes cyclables agréables, le dénivelé doit rester faible. Pour passer les ponts élevés du fait du trafic maritime, les pistes cyclables (et piétonnes) n'hésitent pas à faire des boucles complètes.



▲ Lorsqu'une piste cyclable traverse une place, les plasticien·nes n'hésitent pas à proposer une signalétique un peu complexe!



▲ Pour limiter les détours, il existe des ponts uniquement pour les piétons et les vélos.



▲ En principe, on peut faire stationner au sol de 6 à 8 vélos sur une seule place de voiture. Mais quand le nombre de vélos augmente, il est possible de faire encore mieux comme dans ce parking à deux niveaux.

MODIFIER L'APPRENTISSAGE DE LA ROUTE

La sécurité routière continue d'apprendre le code de la route aux enfants avec des circuits routiers miniatures... représentant de simples routes. Il serait temps d'y faire figurer les trottoirs pour les piétons, les pistes cyclables... et d'apprendre que l'on ne doit dépasser un vélo que lorsque l'on dispose de l'espace suffisant (soit en laissant plus d'1 m en ville, plus d'1,50 m hors ville).

L'obtention d'un permis de conduite pour les voitures ou les motos pourrait être conditionné à l'obtention d'un permis vélo. Afin que le ou la candidate ait conscience qu'elle n'est pas obligée d'opter pour un véhicule d'une ou deux tonnes.

Francis Vergier ■

Le téléphone portable bientôt obligatoire ?



Actionnaire de la Nef dès ses débuts, je me suis retrouvé avec mon compte courant au *Crédit coopératif*, la Nef ayant à l'époque passé un accord avec eux. Puis après la séparation des deux structures, je suis de fait resté au *Crédit*

Coopératif, la Nef n'ayant toujours pas de compte courant. La banque dite "coopérative" m'a incité à passer sur internet pour éviter de m'envoyer des relevés bancaires. Tout fonctionnait bien jusqu'au printemps 2020. Mais depuis, au nom de la sécurité, en plus d'entrer un identifiant (choisi par la banque) et un code (choisi par le client), il faudrait maintenant recevoir un code supplémentaire par SMS. Problème : je n'ai pas de téléphone portable. La banque accepte alors de supprimer ce SMS de sécurité... mais sans me dire que c'est pour 90 jours. En septembre 2020, en me branchant sur le site, de nouveau, on me redemande un numéro envoyé par SMS. Nouveaux échanges avec la banque qui me supprime à nouveau cette procédure, mais me dit que c'est seulement pour 90 jours... Bref, tout est fait pour vous obliger à avoir un téléphone portable ! Je serais intéressé pour savoir si d'autres personnes sont dans le même cas et si d'autres banques sont moins pénibles.

Michel Bernard
Rhône

Une campagne pour rouler à 110km/h même sans y être obligé ?



J'ai pensé, comme beaucoup d'autres sans doute, que la préconisation des 150 [membres de la Convention citoyenne pour le climat, Ndlr] de ne pas dépasser le 110 sur autoroute pouvait parfaitement s'appliquer en l'absence de réglementation. Simplement par la volonté du chauffeur de ne pas déconner trop... Ne pourrait-on pas penser une campagne à base d'autocollants du genre "pas plus de 110, c'est tout bénéfice" ? Ou il faudrait y réfléchir... mais y donner une dimension plus visible pour que les cons qui continuent à rouler à 180 là où il n'y a pas de radars se sentent un peu cons... Bravo pour votre revue, j'adore !

Antoine
Indre-et-Loire



Une semaine à la ZAD des Vaïtes

L'association *Motris* de Metz a été invitée par *Attac Besançon* à faire une conférence sur la ZAD des Vaïtes à Besançon sur les projets qu'elle développe. *Motris* a notamment créé deux emplois en ouvrant deux trucothèques à Metz. Une trucothèque est un magasin gratuit où les gens viennent apporter les objets dont ils n'ont plus besoin et où les mêmes personnes ou d'autres gens peuvent prendre autant d'objets qu'ils veulent, sans qu'il y ait aucune contrepartie. En deux ans d'existence, plus de 20 000 objets ont changé de mains.

J'ai séjourné à la ZAD des Vaïtes du 10 au 19 juillet 2020. Cette occupation citoyenne d'un terrain de nature et de petits jardins ouvriers ainsi que de zones humides a débuté le 17 juin 2020 pour empêcher le bétonneur *Territoire 25* de mener à bien son projet de nivellement immobilier hypocritement nommé éco-quartier comme il en fleurit partout en Europe. Ce projet était naturellement soutenu par la maire fraîchement élue, puisqu'elle assumait les fonctions d'adjointe au développement durable de l'équipe de Jean-Louis Fousseret, l'ancien maire. Mais les intentions de la greenwasheuse Vignot qui a été élue sous l'étiquette écologiste ne trompe plus personne aux Vaïtes. Elle veut bétonner tout en s'affichant éco-responsable, "valoriser" dans son langage de carton-pâte.

Pour en revenir à la ZAD des Vaïtes, en un mois d'existence cette petite communauté s'est structurée d'une manière étonnante. Le premier signe fort a été le choix de construire la vigie, cette tour qui est le symbole qui donne son identité à la lutte pour le vivant avec la maxime : "On vous voit venir". Toutes les nuits, un ou plusieurs zadistes y dorment et y guettent une éventuelle invasion policière. Pour y avoir monté et observé la vue, je peux dire que ce regard panoramique aide bien à se rendre compte de la situation de cette zone verte qui suscite la convoitise des lotisseurs. C'est un écrin de verdure aux abords de la ville, à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre de Besançon. Le moins que l'on puisse dire c'est que les camarades zadistes n'ont pas chômé depuis le début de leur installation. En un temps très bref, ils ont construit une douche, des dortoirs, une tente-abri pour manger, des toilettes sèches, ils ont planté un potager. Cela n'a été possible que du fait de l'aide précieuse du voisinage. De nombreux voisins viennent alimenter les "permanents" qui dorment sur place et sont les gardiens du site.

Dans l'agora, des AG sont régulièrement organisées les soirs vers 18h30. L'agora est en cours de construction, avec une méthode ancestrale, le torchis recouvre l'ossature en bambous et palettes.

Je me suis tout de suite senti bien dans cette ZAD parce qu'on est chez soi là où l'on est en conformité avec ses valeurs. Je pense que c'est vraiment très important de se rendre sur les lieux. D'y aller physiquement et, avec nos corps, tenter de faire barrage à la destruction de tout ce qui nous donne des raisons de vivre, de témoigner par notre présence que tout cela ne se fait pas en notre nom. Parce que souvent, les moyens habituels sont inefficaces. C'est pourquoi il est nécessaire d'occuper des lieux, de les déranger, de bloquer la machine. Il faut avoir un impact concret pour endiguer la destruction suicidaire orchestrée par la civilisation industrielle capitaliste droguée à la croissance illimitée.

Quoi de plus banal, au fond, qu'une révolte de citoyens promis à la servitude capitaliste, d'opprimés, d'exploités, d'aliénés, de gens qui ne sont rien ? Ces humbles, ces simples à qui le pouvoir pris d'hubris veut retirer le nécessaire pour augmenter encore son superflu, quel autre choix ont-ils ? Ils n'ont le choix que d'être vivant en conscience, c'est-à-dire de désobéir à tout ce qui infériorise la conscience humaine, c'est-à-dire d'obéir à des lois plus justes parce que plus universelles et plus propices à élever l'âme. "Ceux qui vivent ce sont ceux qui luttent" disait le vieil Hugo. Ceux de la vigie des Vaïtes sont ses dignes fils, par le souffle de l'Esprit des idées nouvelles.

Yann Porte
Moselle

Essais

De quoi faut-il avoir peur ?

(...) On nous a dit que nous étions en guerre. On a convoqué le conseil de défense mais on a été envahis quand même, alors qu'on a une arme de défense absolue, "l'arme nucléaire" ! Ah oui, mais il semblerait que tout comme elle n'était pas efficace contre le "terrorisme", elle ne le soit pas davantage contre cet envahisseur-là qui est un virus, organisme encéphalique totalement insensible à la dissuasion. Les fins stratèges gouvernementaux y avaient-ils pensé ? (...) Alors faut-il ne pas avoir peur de la covid-19 ? Si peut-être, mais sûrement pas plus que des milliers de bombes nucléaires existant actuellement dans le monde, en particulier en France, dont près de 4 000 sont en état d'alerte permanent et dont une seule pourrait être à l'origine... d'un million de morts (dont l'âge médian ne serait sûrement pas de 82 ou 84 ans !) et cela sans parler de la radioactivité qui rendrait des milliers de kilomètres-carrés inhabitables pendant de nombreuses années ensuite !

J-L. Lebrun
Loir-et-Cher

Faux-bourdon

En réaction à l'article "L'apiculture souffre des mêmes maux que l'agriculture", *Silence* n°492, octobre 2020. Lecteur également d'*Abeilles en liberté*, je souhaite décrire le rôle des mâles, dits faux-bourdon. L'article précise : "La reine, mère de la colonie, est extrêmement importante. Elle constitue son renouveau, sa génétique...". En fait, la génétique d'une colonie est autant définie par sa reine que par les nombreux mâles qui l'ont fécondée lors de l'unique vol nuptial de la jeune reine. Le problème de la préservation d'une race ou de la sélection d'une souche est que, s'il est "facile" de choisir la reine, il est impossible de choisir les mâles qui vont la féconder, sauf à pratiquer l'insémination artificielle, ce que les professionnels peuvent se permettre mais pratique pas complètement généralisée.

Lors de son vol nuptial, une jeune reine visite une congrégation qui rassemble, en vol, les mâles venus de jusqu'à 7km à la ronde. Donc, l'installation d'une seule ruche, dans ce rayon, issue d'une souche non locale, produira des mâles qui contamineront la génétique locale de leurs origines "étrangères". D'où la difficulté d'installer des conservatoires pour l'abeille noire *Apis mellifera mellifera*. Voir *Abeilles en liberté* n°6. De même, les professionnels qui sélectionnent l'essentiel de leurs reines, sauf accident, ne souhaitent pas voir installer des souches locales en proximité, ce qui explique les destructions mentionnées en fin d'article. Les choix d'une race d'abeille pour un lieu doivent obligatoirement, sous peine d'échec, concerner la totalité des apiculteurs, depuis les amateurs jusqu'aux professionnels, installés dans une zone de 10km ou mieux de 20km de rayon. Les mesures de patrimoine génétique en France métropolitaine corroborent une diversité difficile à endiguer. Les mauvais comportements de quelques apiculteurs impactent l'ensemble de l'apiculture, sans aucun débat démocratique.

Michel Lopez
Saône-et-Loire

Un média pour stimuler la réflexion de fond

Silence peut difficilement relayer les actions militantes d'un jour, telles qu'une journée de grève pour le climat... car cela se ferait avec un décalage de deux mois ! Et je considère cela comme un atout, en particulier sur un sujet comme le changement climatique, qui fait référence au temps long, ce que la plupart des médias négligent complètement, obnubilés qu'ils sont par l'info immédiate, et souvent par des futilités.

Les rares fois où ils abordent les vrais sujets, leur recours à la "petite phrase" aboutit quelquefois à des situations ubuesques. Il y a dix ans, Claude Allègre, invité par plein de journalistes en mal de scoop, a "fait parler de lui" avec ses remarques climatosceptiques pourtant faciles à déjouer. Cela se serait fait en quelques minutes si ces mêmes journalistes avaient daigné inviter des chercheurs du GIEC. Mais, ah, les saillies chocs de Claude Allègre promettaient peut-être de faire monter l'audimat... ?

L'enseignement que je tire de cette expérience, c'est qu'il faut nous inciter à prendre le temps de nous informer correctement, surtout sur des sujets à controverse comme le changement climatique (et il y a plein d'autres thèmes pour lesquels il devrait en aller de même...).

Ce n'est pas grave si *Silence* ne relaie pas ces actions militantes d'un jour, du moment que le fond des problèmes est traité, ce qui est le cas à *Silence*, contrairement à plein d'autres médias.

Finalement, *Silence* stimule la réflexion de fond, dont notre époque a bien besoin. Le Covid en est un autre exemple, de même que les inégalités sociales dans un monde où une poignée de milliardaires a plus d'argent que la moitié de l'humanité.

Jean Dupré
Rhône

■ **Nous et les animaux**, sous la direction d'Esther Benbassa, éd. *Les petits matins*, 2020, 100 p., 6 €. Une compilation de textes collectés par la sénatrice écologiste de Paris, qui l'ont inspirée pour préparer un projet de loi destiné à accorder plus de droits aux animaux. Des positions très variées, de l'éleveur qui vit avec ses bêtes au végétarisme radical. De quoi réfléchir sur les différents axes de la question : animaux d'élevage, animaux domestiques, animaux sauvages, consommation de viande...

■ **Linky : surveiller et gérer**, Collectif *Écran Total*, éd. *La lenteur et le monde à l'envers*, 2020, 96 p., 8 €. Recueil de textes d'opposition au compteur communicant. Des arguments pas toujours très structurés, mais par contre une constante : dénoncer ce compteur qui est la porte d'entrée d'un univers connecté, lequel, avec forces technologies, annonce un monde plus surveillé, plus coûteux et contrairement à l'affirmation du discours sur les "smart grids", sans doute plus consommateur d'énergie.

■ **La lutte ou la chute**, Noam Chomsky, entretiens avec Emran Feroz, éd., Lux, 2020, 128 p., 12 €. Ces entretiens ont été réalisés en 2018. Les questions portent sur nombre de questions brûlantes dans le monde d'aujourd'hui : la "crise des migrants", le climat, les religions, Israël, l'Iran, la Syrie, Trump... Les réponses sont claires et simples. En conclusion : "notre monde vit au bord du gouffre, mais c'était déjà le cas en 1930, 1962 (Cuba), etc., cependant il y a toujours des raisons de rester optimiste".

■ **Demain, un nouveau monde en marche**, Cyril Dion, éd. Actes Sud (*Babel*), 2020, 384 p., 9,50 €. Le livre du film, un voyage dans 10 pays, des dizaines de solutions pour construire le monde de demain. À l'ombre des médias, une multitude d'hommes et de femmes qui ne se connaissent pas mettent en œuvre des solutions que nous connaissons déjà dans l'agriculture, l'énergie, l'économie, l'éducation et la démocratie.

■ **Petit dictionnaire impertinent de la planète de A à ZAD**, Jacques Rémy Girerd, éd. *Libre et Solidaire*, 2020, 156 p., 10 €. Connu pour ses films d'animation, dont *La prophétie des grenouilles*, l'auteur s'attaque à un "scribouillage anarcho-récréatif" avec des définitions plus ou moins iconoclastes de termes, d'acronymes et de formules qui font partie de notre environnement lexical. "Méga" précède "Micro", dans l'interstice se glisse "mégot" (qu'il aurait pu mettre au pluriel puisqu'il s'en jette 140 000 par seconde, paraît-il).

■ **La révolte des gilets jaunes, histoire d'une lutte de classes**, collectif *Ahou Ahou Ahou, niet!* éd., 2020, 215 p., 9 €. 4 amis, habitant 3 régions françaises (Ile-de-France, Sud-est et Sud-ouest) ont suivi le mouvement, plus spectateurs-critiques que participants, au début. Ils en rappellent l'historique en proposant leur analyse à chaque étape. Les auteurs tiennent à préciser qu'ils ne sont ni historiens, ni sociologues, ni politiciens de formation et que leur point de vue, qui a évolué au fil des événements, ne reflète que ce qu'ils ont vécu, aidés par la presse de leurs régions respectives. Intéressant !

■ **Vivre la simplicité volontaire. Histoire et témoignages**, *La Décroissance*, éd. *L'échappée*, 2020, 386 p., 12 €. Réédition en format poche d'un recueil de 50 témoignages de simplicité volontaire initialement publiés dans le mensuel *La Décroissance*.

■ **Aux origines de la décroissance. 50 penseurs**, coordonné par Cédric Biagini, David Murray et Pierre Thiesset, éd. *L'échappée*, 2020, 326 p., 12 €. Réédition en format poche d'une série de portraits et d'analyses de la pensée de précurseurs de la décroissance (des hommes, à de très rares exceptions près), avec 4 à 6 pages pour chacun.

■ **Dans la peau de l'étranger. En guise de manifeste**, Ai Weiwei, trad. Béatrice Commengé, éd. Actes Sud, 2020, 64 p., 8,90 €. Le célèbre artiste chinois évoque sa propre expérience d'exil pour méditer sur la condition d'étranger, les politiques migratoires et faire appel à une plus grande humanité dans l'accueil des exilés. Un message simple et universel.



Cause animale, cause du capital

Jocelyne Porcher

Éd. Le Bord de l'eau, 115 p., 2019, 12 €



Cause animale, cause paysanne

La Confédération paysanne

Éd. Utopia, 103 p., 2020, 12 €

Au-delà des titres diamétralement opposés, ces deux ouvrages visent le même objectif : défendre l'élevage paysan contre le système de production industrielle de viande, mais surtout contre les militant·es de la "cause animale" et le mouvement végan. Jocelyne Porcher entend démontrer que les militant·es de la cause animale, à commencer par le mouvement végan, servent les intérêts du business émergent (en particulier aux USA) de la "viande propre", la viande de synthèse produite en laboratoire et, de là, servent les intérêts du capitalisme. Pour défendre cette thèse, l'ouvrage mobilise nombre d'informations utiles et d'arguments pertinents, mais aussi de raccourcis et de propos à l'emporte-pièce. Il est entièrement à charge contre le mouvement végan décrit à partir de ses extrêmes et de ce fait, se décrédibilise quelque peu. Adopter une posture clivante, comme le fait une partie du vaste mouvement animaliste, et jeter de l'huile sur le feu : ça sert les intérêts de qui ? La *Confédération paysanne* se livre à une défense et illustration de sa vision de l'élevage paysan. Sur une dizaine de thèmes (l'éthique, la bienveillance animale, l'abattage, les territoires, la biodiversité, l'alimentation...) se succèdent des témoignages de paysans et paysannes, les positions et propositions de la *Confédération*, et un chapitre "défaire les idées reçues" qui consiste le plus souvent à répondre aux arguments des militant·es animalistes. Avec photos et dessins, le tout est conçu, et plutôt réussi, pour s'adresser à un large lectorat. Cependant le texte reste un peu court sur certaines questions, par exemple celle des usages de l'eau. DG

La monnaie hier, aujourd'hui et demain Du diktat des banquiers à une civilisation adulte

Marc Jutier, préface de Serge Latouche



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la monnaie depuis sa création, jusqu'aux crises à répétition qu'elle engendre depuis que les banques ont inventé le système mortifère de la monnaie-dette auquel elles ont soumis les États. Comment en sortir ? D'abord comprendre le système volontairement opaque (d'où cet ouvrage), ensuite le changer avant la catastrophe, ce qui est dans l'intérêt de 99 % de la population mondiale. Le dernier tiers du livre est

consacré aux réflexions en débat sur les solutions. L'ouvrage est accessible dans son ensemble au quidam sans formation dans ce domaine. Je recommande tout particulièrement la brillante préface de Serge Latouche qui réalise une magistrale introduction au problème. MD

Éd. Libre et Solidaire, 2020, 420 p., 25,90 €

Gazer, mutiler, soumettre Politique de l'arme non létale

Paul Rocher



Les armes non-létales (gaz lacrymogène, pistolets électriques, lanceurs de balles, etc.) ne permettent pas un maintien de l'ordre plus humain, au contraire "elles produisent une brutalisation du maintien de l'ordre". Chiffres à la clé, l'auteur montre de manière implacable en quoi elles n'ont fait qu'augmenter le nombre de blessés et de mutilés, en quoi leur dangerosité n'a fait que s'accroître, leur usage se banaliser, et les normes protégeant les victimes, s'amenuiser. Prétendant terroriser sans conséquences durables, leur prétendue non-létalité conduit la police à en faire "un usage totalement décomplexé". Pourtant l'ONU assimile les effets des armes électriques à de la torture. L'auteur met en lumière les enjeux industriels et économiques de ces armes et leur lien avec l'évolution néolibérale de l'État. On est moins d'accord lorsqu'il encourage à affronter l'État sur le même terrain que le sien, celui de la violence. GG

Éd. La fabrique, 2020, 196 p., 13 €

Ne travaillez jamais La critique du travail en France de Charles Fourier à Guy Debord

Alastair Hemmens



Relativement récente et toujours marginale, la critique théorique du travail n'a surtout jamais été assez radicale. Le travail a été pensé comme un fait social neutre, une constante anthropologique, comme simplement "pervers" par le capitalisme. Il a été critiqué pour les conditions dans lesquelles il s'exerce (travail non libre, excessif et épuisant, mal payé, taylorisé etc.). Marx, pour une partie de son œuvre, s'inscrit dans cette perspective. Mais une autre lecture de Marx s'est développée, à partir des années 1980, avec le courant de la *Wertkritik* (critique de la valeur). Ce courant met en avant l'idée que, pour Marx, le travail est une forme sociale spécifique, constituant une base pour l'être social seulement dans le capitalisme. Il insiste sur la dimension abstraite de tout travail, en lien avec une production fétichiste de marchandises. Dès lors, le travail doit être critiqué en tant que tel, et abol si l'on veut en finir avec le capitalisme. C'est au travers de ce double prisme que l'auteur analyse les différentes critiques du travail qu'ont proposées Charles Fourier, Paul Lafargue, André Breton, Guy Debord (celui qui s'est le plus approché d'une critique du travail même), des penseurs de l'après Mai 68. Les analyses de la *Wertkritik* restent difficiles à saisir

tout à fait, sauf à être déjà spécialiste, mais l'ouvrage est dans l'ensemble passionnant. DG

Traduit de l'anglais, préface d'Anselm Jappe, éd. Crise & Critique, 2019, 326 p., 16 €

Écologie sans transition

Désobéissance Écolo Paris



Le collectif *Désobéissance Écolo Paris*, formé en 2018, a été "initiateur des grèves étudiantes pour le climat à Paris". Il livre ici un texte un peu rageur, sur le registre du manifeste, pour une écologie radicale, appelant à la rupture et non à la transition, incluant la voix des luttes anticoloniales et celle d'un écoféminisme "explosif". Certains des thèmes abordés enfoncent des portes déjà bien ouvertes (le capitalisme ravageur ou le leurre des "petits gestes"). La dernière partie, consacrée à l'action possible, oscille sur une ligne de crête entre lucidité (ne pas repartir sur des scénarios révolutionnaires) et grandes ambitions (démanteler l'appareil productif nuisible même si on ne sait pas encore comment). Elle esquisse une sorte de mobilisation totale, articulant le renforcement personnel, le "faire nous-même et nous relier", le harcèlement de certains secteurs économiques (publicité par exemple) ou encore les points de jonction entre les luttes (violence policière par exemple). Un programme un brin emphatique et parfois abstrait, mais qui ne manque ni d'intelligence, ni d'énergie stimulante. DG

Éd. Divergences, 2020, 193 p., 14 €

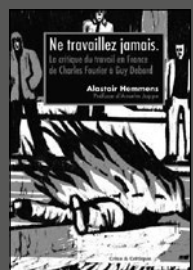
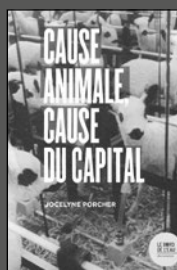
Animal radical Histoire et sociologie de l'antispécisme

Jérôme Segal



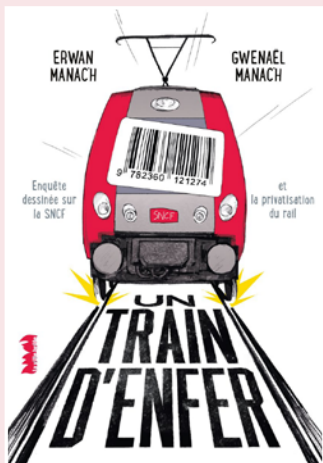
Nul besoin de s'affirmer antispéciste pour trouver cet ouvrage passionnant. Il est consacré à l'antispécisme "radical" et l'auteur, militant lui-même, commence par expliquer les sens possibles de cet adjectif. On y remonte à la naissance de cet antispécisme dans les milieux socialistes et anarchistes du 19^e siècle avec Marie Huot, Louise Michel ou Élisée Reclus. On passe par l'essor d'une culture animaliste radicale au sein de la culture punk. On comprend la place singulière du mouvement au sein de la judéité et en Israël. L'auteur ne fait pas l'impassé sur l'instrumentalisation du véganisme, dans ce pays, pour masquer des injustices. Il analyse en profondeur les parallèles parfois établis entre l'exploitation des animaux et les camps d'extermination nazis ou l'esclavage, et nous fait découvrir le mouvement afro-américain Black Vegan. Beaucoup de points intéressants aussi à propos des comparaisons entre exploitation des animaux et sexisme, et sur les stratégies divergentes de différentes organisations antispécistes. DG

Éd. Lux, 2020, 216 p., 16 €



Un train d'enfer

Erwan et Gwenaël Manac'h



Si vous aimez le train, il vous faut vite lire cette BD très engagée en faveur du maintien du service public. Les auteurs ont mené une enquête auprès de la SNCF, de ses filiales, mais aussi des syndicats, des parlementaires, pour essayer de comprendre ce qui se trame depuis qu'au début du siècle, l'Union européenne a demandé que le rail soit ouvert à la concurrence. Si les libéraux au pouvoir pensent que la concurrence va être bénéfique pour améliorer le transport par train, les contre-exemples à l'étranger (Grande-Bretagne) montrent que ce n'est pas forcément le cas. L'arrivée de prestataires privés pose d'innombrables problèmes au niveau de l'occupation des voies, de leur entretien, de la sécurité, de la desserte des petites lignes, etc. Le train (avec son complément local le vélo) est pourtant le mode de transport qui est le plus écologique. Actuellement, rien ne permet de dire que l'évolution actuelle va être autre chose qu'une féroce concurrence sur les lignes à grande vitesse et un abandon des réseaux secondaires aux régions qui n'ont pas les moyens de tout financer. MB

Éd. La ville brûle, 2020, 132 p., 19 €

Si vous aimez le train, il vous faut vite lire cette BD très engagée en faveur du maintien du service public. Les auteurs ont mené une enquête auprès de la SNCF, de ses filiales, mais aussi des syndicats, des parlementaires, pour essayer de comprendre ce qui se trame depuis qu'au début du siècle, l'Union européenne a demandé que le rail soit ouvert à la concurrence. Si les libéraux au pouvoir pensent que la concurrence va être bénéfique pour améliorer le transport par train, les contre-exemples à l'étranger (Grande-Bretagne) montrent que ce n'est pas forcément le cas. L'arrivée de prestataires privés pose d'innombrables problèmes au niveau de l'occupation des voies, de leur entretien, de la sécurité, de la desserte des petites lignes, etc. Le train (avec son complément local le vélo) est pourtant le mode de transport qui est le plus écologique. Actuellement, rien ne permet de dire que l'évolution actuelle va être autre chose qu'une féroce concurrence sur les lignes à grande vitesse et un abandon des réseaux secondaires aux régions qui n'ont pas les moyens de tout financer. MB

personnel de ménage invisible, responsable CGT très humain, etc. Un portrait du monde du travail tout à fait réjouissant. FV

Éd. Dargaud, 2020, 136 p., 18 €

Mutations, T2

Léo, Fred Simon, Corine Jamar



L'action se déroule dans un futur proche. Ce sont les Noirs qui dirigent le monde, les animaux marins se sont révoltés contre l'exploitation des mers, des zones de glaciation sont apparues notamment au Mozambique, une sirène a vu le jour suite à des manipulations génétiques. C'est dans ce monde que des agents d'une ONU ayant gagné en puissance sont chargés de comprendre qui a armé les cétacés. Ils découvrent un vaste complot où une Armée blanche veut reprendre le contrôle du monde. Suspens, rebondissements et superbe dessin pour un nouveau conte écologique du prolifique Léo. MB

Éd. Dargaud, 2020, 64 p., 15 €

Romans

Le grand vertige

Pierre Ducrozet



Un pionnier de la pensée écologique est embauché au niveau européen pour mettre en place un plan de sauvetage par rapport au changement climatique. Les scientifiques et exploratrices de son équipe partent à la recherche de solutions locales pouvant être généralisées. Le livre commence très bien, mais rapidement on dérive vers des solutions plus ou moins irréalistes, une recherche technophile qui semble s'écarter d'une démarche de sobriété pourtant bien connue. Le côté romancé permet de donner un rythme agréable à la lecture, mais à la fin, on a sérieusement l'impression que tout est foutu. FV

Éd. Actes Sud, 2020, 366 p., 20,50 €

Entre fauves

Colin Niel



Martin, garde au parc national des Pyrénées, fait partie d'un réseau social anti-chasse. Une photo circule qui montre une jeune fille avec un arc, posant devant un lion au sol. Martin va découvrir que cette jeune fille est de sa région. Commence alors une histoire à plusieurs voix. Celle d'un jeune gardien de troupeau en Namibie, celle de la jeune fille, celle du lion et celle de Martin. La parole n'est pas chronologique. Au fur et à mesure que Martin progresse dans sa quête, on en sait un peu plus sur la chasse au lion en Namibie. L'auteur nous montre au fil du livre que la question de la chasse peut

B. D.

Dépôt de bilan de compétence

David Snug



"Quand j'avais ton âge, je croyais que si on ne travaillait pas on pouvait mourir. Ben, en fait, non, ça va", raconte David Snug à son double adolescent. L'auteur nous invite à parcourir avec lui son parcours professionnel mouvementé. De ses études aux boulots précaires, de l'usine au chômage, l'auteur nous emmène dans le quotidien d'une personne mise en marge du système, abîmé par ses dysfonctionnements, ses "erreurs de parcours" et ses dommages collatéraux. *Dépôt de bilan de compétence* est une bande dessinée furieusement critique et acerbe sur le monde du travail, dénonçant, à la manière de Paul Lafargue ou Bob Black, les absurdités du capitalisme et de son salariat flexible à souhait et déshumanisé. L'auteur, avec un humour corrosif, prône le refus de parvenir, le droit de ne pas être fait pour le travail, et nous invite à penser des alternatives au monde productiviste. PV

Éd. Nada!, 2020, 96 p., 15 €

Le jardin de rose

Hervé Duphot

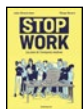


Françoise, comptable au chômage, arrive à un âge où les offres d'emploi lui tournent le dos. Quand l'opportunité de s'occuper d'une parcelle de jardin ouvrier pour une amie qui s'est cassé la jambe se présente, elle ne se doute pas que sa vie empreinte d'amertume va peu à peu reprendre des couleurs... La chronique douce-amère d'une banlieusarde qui s'émancipe de son mari castrateur et de la grisaille qui la ronge à travers le jardinage et les rencontres qu'il provoque. GG

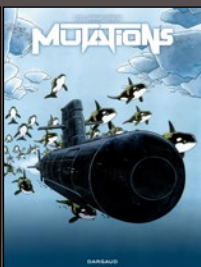
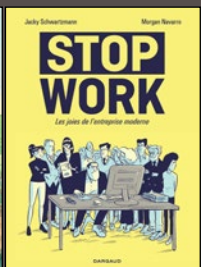
Éd. Delcourt/Mirages, 2020, 112 p., 17,5 €

Stop Work

Navarro Morgan, Jacky Schwartzmann



Dans une grande boîte, Fabrice, cadre acheteur irrité de ne pas être monté en grade, se met à critiquer les mesures du département Environnement Hygiène et sécurité. Une plongée dans un monde du travail où l'absurde l'emporte parfois sur le réel. Stagiaire en poste fixe à la photocopieuse, ostéopathe pour s'échauffer le matin,



être plus complexe que l'on croit... et après de nombreux rebondissements, bien malin qui pourra avoir une position claire sur le sujet ! Un scénario très astucieux. MB

Éd. du Rouergue, 2020, 350 p., 21 €

Beaux livres

Carnet d'un voyageur immobile dans un petit jardin

Fred Bernard



L'aventure au coin de la rue ? Encore mieux : dans son propre jardin. L'auteur, habituellement bédéiste, a réalisé un carnet de dessins de tout ce

qui se passe dans son jardin pendant un peu plus d'une année. Et avec sa passion pour la faune et la flore, Fred Bernard nous enchante de dessins, de couleurs, d'anecdotes et complète le tout en citant poésie, écrits et vue sur les paysages de sa Bourgogne adoptive. Avec un peu d'imagination, pas besoin d'aller loin pour se lancer dans une aventure qui apporte un contrepied au tourisme prédateur. Une bonne alternative en ces temps de confinement et de frontières fermées. FV

Éd. Albin Michel, 2020, 220 p., 25 €

Jeunes

C'est à moi !

Adeline Ruel



Dès 3 ans. Fiber le castor s'ennuie. Il va bientôt se retrouver à convoiter le même tronc d'arbre cassé qu'un autre castor, pour construire leurs barrages respectifs. La compétition qui s'engage entre eux pour le tronc va s'avérer vaine, mais... la chute de l'album, très astucieuse et créative, permet aux deux protagonistes de ce conflit pour la même ressource de trouver une manière de coopérer, et de s'y retrouver avec joie ! Un petit livre simple et réjouissant qui rappelle la fable des deux ânes souvent utilisée pour illustrer l'idée de la coopération non-violente. GG

Éd. d'Eux, 44 p., 2020, 13 €

Le gardien des Moabis

Céline Jaquot



Dès 13 ans. Céline Jaquot nous entraîne dans la forêt des Pygmées Baka à la rencontre de leur culture. Le jeune héros du roman, Mobou, dix ans, est un intrépide jeune garçon à travers lequel nous découvrons le vocabulaire et les rites particuliers à cette ethnie. Mobou, insouciant, se retrouve du jour au lendemain face aux

colons blancs qui se sont accaparés sa forêt avec pour but de l'exploiter à outrance. Sans hésiter, le jeune Pygmée décide de prendre le parti des arbres et de lutter contre leur destruction. Avec ce roman, l'auteure aborde le champ ethnologique en parallèle de celui écologique de la défense de la nature. Une histoire éprouvante mais qui témoigne, malheureusement, d'une réalité et d'une urgence à réagir face à la perte de biodiversités autant naturelle que culturelle. JP

Éd. Le Muscadier, 2020, 160 p., 12,50 €

Poésie

Considérer les femmes

Choman Hardi



L'autrice, kurde irakienne, a fui la répression de Saddam Hussein, d'abord en Iran, puis en Grande-Bretagne. Après des études sur le genre, elle a choisi de s'exprimer sous forme de poésie pour raconter la souffrance des Kurdes et en particulier des femmes. Depuis 2014, elle enseigne dans sa ville natale, dans un Kurdistan qui essaie toujours d'exister en tant qu'État. Ses écrits sont des cris. Car si la guerre est une source de violence, la domination masculine en est une autre. Des textes forts, des histoires poignantes. FV

Traduction de Victor Martinez, éd. Kontr, 2020, 116 p., 15 €

Musique

La plainte du consommateur

TourneSol



Pourquoi l'écologie devrait-elle toujours être triste ? Le groupe *TourneSol*, avec ses guitares acoustiques et son énergie swing à la Sanseverino, nous livre un pur morceau de plaisir musical en provenance de la Haute-Loire. Condition animale, OGM, antibiotiques, pesticides y sont éreintés dans ce titre avec un humour et un entrain contagieux. Le clip (trouvable sur Youtube) est un bijou d'humour qui vaut lui aussi le détour. GG

tournesol.tns@gmail.com

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Le pouvoir du lien, quand hippothérapie et neurosciences cheminent ensemble**, Hélène Viruega-Bogros et Manuel Gaviria, éd. Actes Sud, 2020, 128 p., 18 €. Ce livre est né de la longue collaboration entre une spécialiste des chevaux qui a travaillé sur les médecines traditionnelles avec les Indiens du Montana et un médecin, docteur en neurosciences qui a consacré sa carrière à l'étude de maladies neurologiques graves et à la prise en charge de patient-es. Depuis 2013, ils travaillent ensemble à l'Institut Équiphoria. Comment un lien entre l'homme et le cheval aide-t-il à soigner ? Passionnant.

■ **Le mépris du peuple de De Gaulle à Macron**, Justhom, éd. Libertaires, 2020, 133 p., 14 €. Un relevé exhaustif des propos malséants et de toutes les affaires frauduleuses qui ont émaillé le règne de nos présidents et de leurs "larbins", de 1959 à ce jour. De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron... Le style varie de la menace à la séduction, mais les objectifs sont les mêmes. Tous affichent leurs affinités avec le grand patronat, les banquiers. C'est enlevé, précis et sans appel. Relire tous ces faits et méfaits, ça coupe le souffle.

Roman

■ **Chavirer**, Lola Lafon, éd. Actes Sud, 2020, 350 p., 20,50 €. À travers la biographie d'une danseuse, le long chemin qui mène à révéler l'existence d'un réseau pédophile dans le cadre du mouvement #metoo.

■ **L'histoire de la reine des putes**, Frédéric Andréi, éd. Albin Michel, 2020, 400 p., 22 €. Dans ce roman policier, il vous faudra attendre une centaine de pages pour comprendre le lien avec l'écologie et presque la fin du livre pour en comprendre le titre. Tout commence dans un village flottant à San Francisco quand Nicholas Dennac, charpentier, ancien journaliste, découvre du sang qui goutte d'une maison sous laquelle il travaille...

B. D.

■ **Pionnières : Nellie Bly, journaliste**, Nicolas Jarry, Guillaume Tavernier, éd. Soleil, 2020, 60 p., 15,50 €. Série consacrée aux femmes qui ont su se faire une place dans la société patriarcale. Nellie Bly, en 1887, deviendra la première grande reportrice en se faisant interner dans un asile d'aliéné-es à New York. Son récit bouleversera la population. Le récit en BD de ces dix jours d'internement.

■ **Bonjour la science**, Placide Babillon, éd. Pataquès, 2020, 80 p., 12 €. Délirant à souhait, cet album scientifico-absurde vous révélera toutes les "vérités absolues" en matière d'astrophysique, de zoologie, de vulcanologie ou encore de psychologie ("100 % des gens debout dans l'allée 20 minutes avant l'arrivée du train sont des tueurs en série"). Entre fausses pages de pub, enquête loufoque et aides-mémo du type "5 choses à ne pas faire en entretien d'embauche", on se marre de la première à la dernière page.

■ **L'Onde Dolto, T2**, Catherine Dolto, Séverine Vidal, Alicia Jaraba, éd. Delcourt, 2020, 144 p., 20 €. Deuxième saison radiophonique avec toujours mis en BD des problèmes liés à l'éducation des enfants. Un succès phénoménal à l'époque sur *France inter* de 1976 à 1978. Toujours d'actualité pour les jeunes parents même si l'émission tourna court, probablement en lien avec une pétition demandant l'abaissement de la majorité sexuelle.

Jeunesse

■ **Sauvons les animaux du zoo**, Fred Morisse, éd. Chant d'orties et Le Bas du pavé, 2020, 160 p., 16 €. Dès 10 ans. Des enfants veulent libérer des animaux du Jardin des plantes à Paris alors que, sous le siège de 1870, ils sont vendus aux bouchers. Une petite histoire bien écrite et bien documentée qui se situe juste avant la Commune.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?



Pourquoi *S!lence* n'est pas en kiosque ?

Nous avons toujours refusé d'être en kiosque car cela oblige à des tirages importants (il y a plus de 30 000 points de vente en France)... pour des ventes, certes, plus importantes... mais avec un gaspillage énorme. La plupart des revues qui sont en kiosque ne vendent que de 30 à 50 % des exemplaires.

S!lence a mis en place son propre réseau de distribution (plus de 200 points de vente actuellement) et nous plaçons ainsi un peu plus de 1000 exemplaires de la revue, avec un pourcentage de vente qui dépasse 80 %. Et nous conseillons de donner les numéros non vendus, ce qui évite le gaspillage.

Gratuit en prison

Les prisonnières qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici le nouveau venu de l'automne :

- **Gironde :**
Biocoop Emporium,
54 rue de la gare
33290 Parempuyre
Tél : 05 56 47 88 32
biocoop.emporium@gmail.com
- **Saône-et-Loire :**
Scic Le Pain Sur La Table,
Pont de l'étang
71250 Cluny
Tél : 03 85 59 24 50

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 10 et 11 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Depuis la crise sanitaire du Covid-19, nous avons dû réinventer la manière de vous accueillir lors de cette mise sous pli, pour respecter les gestes barrières. Pour connaître les horaires exacts de l'expédition, et les modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter ! Prochaines expéditions (sous réserve) : **14 et 15 janvier, 11 et 12 février, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi **18 novembre** (pour le numéro de janvier), **16 décembre** (pour le numéro de février), **20 janvier** (pour le numéro de mars), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. **Pour envoyer des annonces** pour le numéro de janvier, vous avez jusqu'au 24 novembre ; puis jusqu'au 22 décembre pour le numéro de février, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : *Comment participer*

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir)
- > **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde.** Groupe Silence 33, tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Emmanuel Savouret tél. : 06 11 78 27 27, emmanuel.savouret44@net-c.com
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



Commande : numéros, livres et affiches

Numéros disponibles

- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit

- 479 Bébés écolos
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 485 Le soin, c'est communautaire !
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- 489 *Kraftwerk* : une utopie réalisée ?
- 491 *Jai Jagat* : Les Gandhi de grand chemin
- 492 Sortir de l'apiculture intensive
- 493 Bières artisanales en effervescence
- 494 Une écologie Arc-en-ciel

Numéros régionaux

- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Côte-d'Or et Yonne
- 488 Suisse romande

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Affiches



Désobéissance civile !
- format 60x84cm - 7€*

Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui
- format 60x84cm - 7€*

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



Livres



Manuel de transition,
212 p. - 20€***

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne,
120 p. - 9€**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20€***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable

parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : * 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. / **2,5€ / ***5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Uyra Sodoma, drag queen écologiste d'Amazonie



Emerson Munduruku est un biologiste issu d'une tribu indienne d'Amazonie brésilienne. Mais il se transforme aussi régulièrement en Uyra Sodoma, une drag queen écologiste dont le nom est tiré d'Uirapuru, un oiseau d'Amazonie. Ramassant dans la forêt les brindilles, feuilles et autres éléments naturels qui vont le transformer en une créature androgyne et mystérieuse, Uyra passe beaucoup de temps dans les petits villages isolés dans la forêt ou dans les villes pour animer avec les jeunes des ateliers de préservation de leurs milieux naturels à travers l'art. On l'a vu aussi, en 2019, réaliser une performance pour protester contre la politique de destruction de la forêt par le président Bolsonaro.

